#36

REPENSER LE FONDS LOCAL ET RÉGIONAL EN BIBLIOTHÈQUE

sous la direction de
claire haquet et bernard huchet

REPENSER LE FONDS LOCAL ET RÉGIONAL EN BIBLIOTHÈQUE

Les collections locales et régionales font partie des fonds de toutes les bibliothèques publiques, depuis le rayonnement consacré à l'histoire et aux publications locales jusqu'aux services spécialisés des grands établissements.

Pluralité culturelle, mémoires, frontières ? Fait local, collecte, coopération ? À l'heure où le contenu de la documentation régionale se diversifie, les notions traditionnelles de politique documentaire et de médiation des collections sont revues : bande dessinée, musique, cinéma, Internet se revendiquent aussi de la culture locale.

Le bibliothécaire ne peut plus constituer seul sa collection : la notion même de frontières, inhérente au territoire, incite à l'échange avec le voisinage culturel. La bibliothèque est pleinement un acteur du « fait local » : créatrice d'événements et de mémoire, elle invite la population et les partenaires du territoire à repenser, avec elle, son fonds local.

Invitation au voyage – *Le fonds local est l'avenir des bibliothèques* – cet ouvrage collectif propose aux professionnels chargés de l'enrichissement, de la gestion et de la médiation de ces fonds, une ligne de conduite appuyée sur des pratiques exemplaires constatées en France.

Au terme d'une quinzaine de contributions définissant une stratégie d'établissement en la matière, Claire Haquet et Bernard Huchet, tous deux conservateurs et respectivement chargés d'un fonds local, proposent un nouveau manifeste : *Dix commandements pour repenser le fonds local*.

mots clés : archives, basse-normandie, bibliothèques numériques, chercheurs, dépôt légal, éphémères, fonds patrimoniaux, fonds spécialisés, gallica, langues régionales, partenariats, politiques culturelles, université des Antilles et de la Guyane

ISBN 979-10-91281-74-4 / ISSN 2492-7589 / prix 13,20 €

#36

REPENSER LE FONDS LOCAL ET RÉGIONAL EN BIBLIOTHÈQUE

sous la direction de
claire haquet et bernard huchet

Ont contribué à cet ouvrage :

Agnès Babois

Géraldine Bulckaen

Gaël Chenard

Arnaud Dhermy

Claire Haquet

Bernard Huchet

Anne Meyer

Blaise Mijoule

Séverine Montigny

Clément Oury

Anne Pajard

Dominique Rouet

Jérôme Schweitzer

André-Pierre Syren

Sarah Toulouse

Repenser le fonds local et régional en bibliothèque / sous la dir. de Claire Haquet et Bernard Huchet. – Villeurbanne : Presses de l'enssib, cop. 2016. – 1 vol. (168 p.) ; 21 cm. – (La Boîte à outils ; 36, ISSN 1259-4857)
ISBN 979-10-91281-73-7. (br.) : 22 €

Autre édition sur un support différent :

Repenser le fonds local et régional en bibliothèque / sous la dir. de Claire Haquet et Bernard Huchet. – Villeurbanne : Presses de l'enssib, cop. 2016. (La Boîte à outils ; 36, ISSN 2492-7589)
ISBN 979-10-91281-74-4 : 13,20 €

Dewey :

027.4

Rameau :

Archives

Bibliothèques virtuelles

Patrimoine culturel

Bibliothèques – Fonds spécialisés

Bibliothèques – Collections

Mémoire collective

Culture et mondialisation

Coopération

Publications éphémères

SOMMAIRE

MODE D'EMPLOI9	+++++
<i>par Claire Haquet et Bernard Huchet</i>	
PARTIE I.	
CONSTITUTION 17	
+++++	
ÉLÉMENTS STRUCTURANTS D'UN	
FONDS LOCAL AU XXI^e SIÈCLE	
<i>par Sarah Toulouse</i>18	
UNE QUESTION DE TERRITOIRE :	
FRONTIÈRES ET ÉCHELLES19	
ENRICHIR LES FONDS LOCAUX	
<i>par Claire Haquet</i>30	
UNE POLITIQUE DOCUMENTAIRE	
POUR LE FONDS LOCAL ET RÉGIONAL30	
MAÎTRISER LA POLITIQUE	
DOCUMENTAIRE 35	
LA FABRIQUE DES FONDS LOCAUX :	
CONSTRUIRE DES PARTENARIATS	
<i>par Anne Meyer</i>38	
D'UNE BIBLIOTHÈQUE L'AUTRE38	
VIVRE ENSEMBLE	
OU LE GÉNIE DU LIEU40	
APPRENDRE ET INFORMER	
OU LA NÉCESSAIRE	
MÉDIATION DES CONTENUS 43	
PENSER, CHERCHER	
OU LE FONDS LOCAL COMME TERRAIN	
DE JEUX POUR LES CHERCHEURS44	
ENCADRÉS :	
Local et/ou régional ?20	
Des contenus multisupports23	
Quatre modes d'acquisition34	
+++++	
PARTIE II. QUESTIONS	
TRANSVERSALES 47	
+++++	
HÉRITAGES ET PATRIMOINE EN	
DEVENIR : RÉFLEXIONS À PARTIR DE	
L'EXPÉRIENCE DE LA BIBLIOTHÈQUE	
NUMÉRIQUE MANIOC	
<i>par Anne Pajard</i>48	
CONSTRUCTION DES COLLECTIONS49	
LE PATRIMOINE :	
MARQUE DES SOUFFRANCES,	
DES CONFLITS ET DES PROJETS	
DE SOCIÉTÉ 53	
VISIBILITÉ ET MÉDIATION58	
LE SIGNALLEMENT COOPÉRATIF	
DES FONDS LOCAUX	
<i>par Agnès Babois</i> 61	
DES BIBLIOGRAPHIES	
DE FONDS LOCAUX AUX CATALOGUES	
COLLECTIFS RÉGIONAUX :	
LES ANNÉES 1980-1990 63	

FONCTIONNEMENT DES CATALOGUES COLLECTIFS RÉGIONAUX : LES ANNÉES 2000.....	64	+++++	ENCADRÉ :	
NOUVEAUX OUTILS DE COOPÉRATION ET EXTENSION DES CATALOGUES COLLECTIFS DE FONDS LOCAUX.....	68		La bibliothèque numérique Caraïbe, Amazonie, Plateau des Guyanes : Manioc	49
			+++++	
LES LANGUES RÉGIONALES : UNE POLITIQUE DOCUMENTAIRE EN MIROIR ?			PARTIE III.	
<i>par Jérôme Schweitzer.....</i>	<i>72</i>		PROJETS NUMÉRIQUES	93
			+++++	
LES FONDS DE LANGUES RÉGIONALES : DES SPÉCIFICITÉS	72		ET SI LE NUMÉRIQUE REPRÉSENTAIT UNE NOUVELLE CHANCE POUR LE LOCAL ?	
			<i>par Géraldine Bulckaen.....</i>	<i>93</i>
LES ÉPHÉMÈRES, UN CAS PARTICULIER			LA BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE DE ROUBAIX.....	94
<i>par Séverine Montigny.....</i>	<i>78</i>		DE L'ILLUSION DE LA NUMÉRISATION POUR LA CONSERVATION AU RÉALISME DE LA DIFFUSION	96
QUELQUES ÉLÉMENTS DE DÉFINITION	78		QUAND L'ACCÈS AUX DOCUMENTS NUMÉRISÉS RÉINVENTE ET REDÉFINIT LE LOCAL	101
LES ÉPHÉMÈRES DANS LA DOCUMENTATION LOCALE ET RÉGIONALE	81			
ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DES ÉPHÉMÈRES.....	84		GALLICA ET LA SÉLECTION DE FONDS LOCAUX ET RÉGIONAUX	
			<i>par Arnaud Dhermy</i>	<i>106</i>
LE DÉPÔT LÉGAL IMPRIMEUR PEUT-IL AVOIR UNE SIGNIFICATION RÉGIONALE ?			LA POLITIQUE DE COOPÉRATION DE LA BNF	106
<i>par Bernard Huchet.....</i>	<i>88</i>		FAVORISER LA CONSTITUTION DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES COLLECTIVES	108
UN LEVIER POUR LE FONDS LOCAL.....	89			
DÉVELOPPER LA COLLECTE AU-DELÀ DU DLI	90		LES FONDS LOCAUX NÉS NUMÉRIQUES	
			<i>par Clément Oury.....</i>	<i>112</i>
			LA DÉFINITION D'UN WEB LOCAL	112

LES AUTRES PRODUCTIONS NUMÉRIQUES	113	DEUX BIBLIOTHÈQUES, UN SEUL FONDS LOCAL ! <i>par Gaël Chenard et Blaise Mijoule</i> ..	138
L'ARCHIVAGE PÉRENNE DES RESSOURCES EN LIGNE	114	CONSTITUTION DES FONDS LOCAUX	138
MÉDIATISER LES COLLECTES DE RESSOURCES NUMÉRIQUES	116	UN PROJET COMMUN DE NUMÉRISATION	140
+++++		LE SÉMINAIRE BAS-NORMAND DU PATRIMOINE ÉCRIT <i>par Bernard Huchet</i>	
ENCADRÉS :		CHERCHEURS ET CONSERVATEURS : DES BESOINS MUTUELS	144
La bibliothèque numérique de Roubaix : quatre points d'accès aux documents ..	98		
Trois actions pour développer les publics.....	100		
+++++		MÉMENTO <i>par Claire Haquet et Bernard Huchet</i>	149
PARTIE IV. MÉDIATIONS	119	GLOSSAIRE	155
+++++		INDEX	159
URBI ET ORBI :		BIBLIOGRAPHIE	161
LE LOCAL EST L'UNIVERSÉL <i>par André-Pierre Syren</i>	120	LISTE DES AUTEURS	165
IL N'Y A PAS DE TERRITOIRE	121		
CONSTRUIRE LE FAIT LOCAL	123		
UNE CONCURRENCE RÉVOLUTIONNAIRE	123		
LA VALORISATION DES FONDS LOCAUX <i>par Dominique Rouet</i>	126		
FONDS LOCAL ET MONDE SAVANT	126		
L'ACTION CULTURELLE : QUE FAIRE D'UN FONDS LOCAL ?	129		
PUBLICATIONS ET CONTENUS ÉDITORIAUX	133		

MODE D'EMPLOI

par Claire Haquet et Bernard Huchet

Alors que nous vivons dans un monde globalisé, les technologies du Web nous rapprochent de nos voisins. Les journaux de proximité connaissent, grâce aux réseaux sociaux, un succès inespéré auprès de jeunes qui ne s'abonneraient pas à leur version papier, tout comme les « paniers » des agriculteurs locaux. Les sites de petites annonces et les applications géolocalisées, permettant d'échanger outils de bricolage, garde d'enfants – et même livres – avec son voisin de palier, se multiplient. Quoique parfois décrié, le Web mondial facilite aussi le lien social.

La France connaît en 2015-2016 la plus importante mutation de son paysage administratif depuis 1955¹. Troisième acte d'une politique de décentralisation conduite depuis 1981, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la « nouvelle organisation territoriale de la République » réforme sévèrement les régions, les réduit de 22 à 13, et fait connaître à l'identité de leurs populations des fortunes diverses. Il entre dans les missions des bibliothèques d'aider l'individu à se positionner dans cette nouvelle géographie mentale et physique².

PROMOUVOIR LES SERVICES DOCUMENTAIRES LOCAUX

Le projet de consacrer un ouvrage au « fonds local » est né lors d'une journée d'étude à Nancy, co-organisée en 2013 par MEDIAL, centre régional de formation aux carrières des bibliothèques (CRFCB) d'Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne, et la Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine, afin d'étudier les rapports qu'entretiennent les fonds locaux des bibliothèques territoriales avec les réalités politiques, économiques et touristiques de leur territoire. Forcément partiel, le constat dressé alors

-
1. Décret « Pfilin », n° 55-873 du 30 juin 1955, relatif à l'établissement de programmes d'action régionale.
 2. Suivant les points 9 et 10 du *Manifeste de l'Unesco pour les bibliothèques publiques* (1994) : « assurer l'accès des citoyens aux informations de toutes catégories issues des collectivités locales » et « fournir aux entreprises locales, aux associations et aux groupes d'intérêt les services d'information adéquats ». [En ligne] : < http://portal.unesco.org/ci/en/files/4638/10692343823public_library_manifesto_fr.pdf/public_library_manifesto_fr.pdf >.

mettait en lumière le potentiel important de ces collections et des services associés autant que le manque de cadres théoriques les concernant. En effet, l'insuffisance de la littérature professionnelle sur le sujet est assez criante. Quelques chapitres d'ouvrages spécialisés sur le patrimoine, quelques mémoires pour le diplôme de conservateur des bibliothèques (DCB), donnent des généralités et des aperçus sur des situations particulières³. Diffusion des pratiques de politique documentaire générale d'une part, amalgame courant avec le fonds patrimonial d'autre part, peuvent expliquer ce désintérêt. Or, les professionnels en charge des collections locales réclament désormais une aide face au besoin de la société de recréer des liens avec son territoire.

Les besoins théoriques et pratiques sont réels pour la gestion spécifique d'un tel service documentaire ; il y faut aussi des éléments stratégiques, pour promouvoir et moderniser un ensemble qui peut devenir l'un des fers de lance de l'établissement, tant il touche au quotidien des populations. Tels furent les objectifs de l'équipe d'auteurs rassemblée pour élaborer ce manuel. Leur difficulté aura certainement été d'expliquer et de souligner, au sein d'une démarche classique de projet culturel, les particularités du fonds local d'une bibliothèque.

LES BIBLIOTHÈQUES, ACTRICES DU FAIT LOCAL

Les bibliothèques jouent un rôle important dans la vie locale. Elles sont une clé de la sociabilité : dès le plus jeune âge les enfants s'y retrouvent pour faire leurs devoirs, les adolescents pour naviguer sur Internet et jouer en ligne, ceux-ci pour lire le journal, ceux-là pour consommer des biens de loisirs. Au sein de la communauté académique, les bibliothèques universitaires (BU) offrent un lieu d'étude, de recherche, voire de rencontres « et plus si affinités ». Même si 83 % des Français ne sont pas

3. Gérard Littler, « Fonds local et régional », in *Conservation et mise en valeur des fonds anciens, rares et précieux des bibliothèques françaises*, Villeurbanne, Presses de l'ENSB, 1983, pp 87-194 ; Yves Jocteur Montrozier, « Les fonds locaux », in Jean-Paul Oddos (dir.), *Le patrimoine : histoire, pratiques et perspectives*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 1997 (coll. Bibliothèques), pp. 351-370 ; mentions éparses dans Raphaële Mouren (dir.), *Manuel du patrimoine en bibliothèque*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2007 (coll. Bibliothèques). Certains mémoires de DCB se trouvent en bibliographie de chaque chapitre.

inscrits en bibliothèque⁴, tous savent plus ou moins désigner celle de leur quartier.

Les bibliothèques sont également des acteurs culturels de proximité. Elles dispensent des contes, organisent des concerts, voire des spectacles, exposent des artistes, animent des ateliers de loisirs, peuvent se rapprocher d'un centre social ou du service culturel de l'université.

Sur le plan politique, ces établissements ne sont pas neutres. Ils irriguent les territoires sous forme d'un réseau : réseau urbain de la bibliothèque « centrale » et de ses annexes de quartier, réseau rural des médiathèques départementales, campus universitaires. Ce sont des bâtiments remarquables et visibles dans la ville, même et d'autant plus quand cette ville est petite. Ils font partie du décor quotidien, au point de constituer dans certains endroits le seul équipement public. Même les incendies qu'elles subissent parfois en France⁵ apportent la preuve paradoxale de la place qu'elles occupent dans la conscience collective.

Si en France, de nombreuses structures existent pour occuper le champ du « tiers lieu »⁶ (maisons des jeunes et de la culture, centres socioculturels, centres associatifs, maisons de quartier...), ailleurs en Europe c'est avec détermination qu'on construit des équipements où les services documentaires et culturels ne sont qu'un élément d'un lieu de sociabilité appelé *bibliotheek*⁷. De l'autre côté de l'Atlantique, depuis plusieurs décennies et

4. Ministère de la Culture et de la Communication, Service du livre et de la lecture, *Synthèse des données d'activité 2013 des bibliothèques municipales et intercommunales*, 2015. [En ligne] : < <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Livre-et-Lecture/Bibliothèques/Observatoire-de-la-lecture-publique/Syntheses-annuelles/Synthese-des-donnees-d-activite-des-bibliothèques-municipales-et-intercommunales> >.

5. Denis Merklen, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*, Villeurbanne, Presses de l'enssib, 2013 (coll. Papiers).

6. Cette notion est inspirée de Ray Oldenburg, *The Great, Good Place: cafés, coffee shops, bookstores, bars, hair salons, and other hangouts at the heart of a community*, Cambridge, Da Capo Press, 1989. Pour les bibliothèques françaises, elle a été étudiée par Mathilde Servet, *Les bibliothèques troisième lieu*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction d'Yves Desrichard : Villeurbanne, Enssib, 2009. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/21206-les-bibliothèques-troisieme-lieu.pdf> >.

7. Voir Filip Kruse, « Danemark : la bibliothèque et les usagers, une histoire de réflexivité et d'évolution », *Bibliothèques*, 2011, n° 55, pp. 17-20, particulièrement p. 18 sur l'hypothèse de travail de quatre espaces au sein des établissements : « apprentissages, inspiration, rencontres, performatif ». [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/59962-55-pays-nordiques.pdf#page=19> >. C'est également le principe des « Points culture » de Wallonie (anciennes « médiathèques »), comme en témoigne leur charte. [En ligne] : < http://pointculture.be/infos-pratiques/charte-mediation-culturelle-pointculture_4981 >. Avec malice, la Ville de Dunkerque

de manière tout à fait formelle, la mission assignée aux bibliothèques canadiennes consiste à faciliter l'arrivée des populations immigrées⁸. Lieux d'apprentissage du français et de l'anglais, point de passage quasi obligé vers les administrations et les centres d'accueil, elles sont aussi le lieu d'un contact avec la langue d'origine des migrants grâce aux collections en langues maternelles. Ici, le « fait local » créé par la bibliothèque est l'acculturation progressive des habitants, et la participation par l'échange à l'enrichissement culturel et social de tous (ceux qui étaient là, ceux qui arrivent). L'histoire de la ville s'écrit aussi dans ses murs.

REPENSER LE FONDS LOCAL

Dès les années 1830, François Guizot, ministre de l'Instruction publique, soulignait l'importance de la documentation locale pour accompagner les travaux des comités des monuments historiques dans les départements. Les bibliothèques, étroitement associées aux sociétés savantes⁹, remplissaient d'autant mieux ce rôle que leurs responsables – encore bénévoles – étaient issus la plupart du temps de la notabilité locale qui donne présidents de tribunaux, avocats, notaires, médecins, professeurs d'université, et conservateurs. Du « patrimoine historique, intellectuel et moral d'une région »¹⁰ à « l'asile sacré de l'archéologie », voire au « tombeau », il n'y avait qu'un pas, allègrement franchi en 1910 par Eugène Morel, le défenseur de la bibliothèque publique¹¹. Le chemin vers la modernité est lent, car le fonds local est confiné dans les limites d'une recherche pas vraiment scientifique, objet de la passion du charmant « érudit local ». Un appel à la population lancé à Tours en 1926, en vue d'une collecte de documents locaux contemporains, demeure

baptise en octobre 2015 sa dernière-née « Open Bar Bibliotheek », jeu de mots sur sa localisation dans le foyer d'un théâtre et sur le flamand *openbare bibliotheek*, bibliothèque publique.

8. Amélia Laurenceau, *Les bibliothèques publiques du Québec face à la diversité culturelle*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Dominique Tabah : Villeurbanne, Enssib, 2004. [En ligne] : < <http://enssibal.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/laurenceau.pdf> >.

9. Les termes suivis d'un astérisque (à leur première occurrence) sont définis dans le glossaire en fin d'ouvrage.

10. Henri Loriquet, *Ville de Rouen. Bibliothèque publique : cadre du classement du fonds de Normandie*, Rouen, A. Lestringant ; Leclercq, 1901, P. iii.

11. Eugène Morel, *La librairie publique*, Paris, Librairie A. Colin, 1910, pp. 151-152.

expérimental¹². Aux journées d'étude des bibliothèques de France de 1957, la « documentation locale et régionale » fait l'objet de la première demi-journée de travaux. On comprend à la lecture du compte rendu que la dimension de recherche scientifique est encore très prégnante¹³. Cependant, l'insertion de cette réflexion dans un colloque consacré à la bibliothèque comme centre de documentation économique, sociale et technique, montre déjà une modification dans la manière d'envisager ces collections. Dans plusieurs villes, un dynamique pôle de « documentation régionale » voit le jour à côté du fonds patrimonial à dimension locale prépondérante. Son ambition est de rendre compte de la vie économique, sociale et touristique contemporaine du territoire, bien loin des recherches savantes.

L'essor de la lecture publique sert un développement prudent des publics : chercheurs universitaires, qui trouvent matière à des travaux d'histoire, de littérature et d'histoire des sciences, enseignants du premier degré, puis publics scolaires eux-mêmes¹⁴. Dans les années 1980, l'audience se diversifie encore : généalogistes, éditeurs, journalistes, visiteurs occasionnels à la recherche d'un renseignement, aujourd'hui amateurs de musique d'inspiration folklorique et de romans du terroir, quand le fonds local comporte une dimension musicale ou littéraire contemporaine. Les bibliothécaires explorent ainsi de nouvelles facettes du « fait local », assumant la double dimension de « mémoire et actualité »¹⁵ qui leur est dès lors assignée.

Le fonds local, bien qu'il soit souvent encore très (trop ?) lié aux fonds patrimoniaux, connaît désormais toute la richesse d'une « médiathèque en réduction », tant dans ses supports que dans son ambition. Cette sensation

12. Laure Rioust, *De l'érudit aux usagers. Publics des fonds locaux et régionaux en bibliothèque municipale : évolutions, pratiques et représentations*, Mémoire d'étude de conservateurs des bibliothèques, sous la direction de Raphaële Mouren : Villeurbanne, Enssib, 2008. [En ligne] : < <http://enssibal.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/rioust-dcb16.pdf> >.

13. « Journées d'étude des bibliothèques de France », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1957, n° 12, pp. 879-902. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1957-12-0879-002> >.

14. Germaine Frigot, « Vers une autre conception du fonds local », *Bulletin d'informations de l'ABF*, 1983, n° 120, pp. 15-17. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/41091-vers-une-autre-conception-du-fonds-local.pdf> >.

15. *Mémoire et actualité en Rhône-Alpes* est un site coopératif maintenu depuis 2007 par l'Agence Rhône-Alpes pour le livre et la documentation (Arald), « destiné à signaler et à valoriser les ressources locales de plus de soixante établissements de la région ». [En ligne] : < <http://www.memoireetactualite.org/> >.

est particulièrement vive dans les régions au particularisme culturel ou linguistique marqué.

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

+++++

Définir le fonds local d'aujourd'hui et de demain est une lourde tâche. La proposition que porte ce manuel n'a d'autre objectif que d'encourager le bibliothécaire à s'emparer sans crainte de sa collection dans toutes ses dimensions. Elle est bien souvent dispersée au sein même de la médiathèque, en dépit de l'existence de l'étagère étiquetée « fonds local ». Comme tous les autres fonds, le fonds local doit écrire sa politique documentaire et sa politique d'acquisition : la complétude du fonds n'est pas un critère de sélection, et même si une certaine exhaustivité doit être recherchée, il convient d'en poser les limites intellectuelles puis matérielles. Comme il est impossible de « faire local » tout seul, nous consacrons une large place à la construction et à l'entretien de partenariats. Coopération locale, régionale et nationale fournissent des exemples et, espérons-le, des encouragements à créer des liens avec des acteurs très divers pour le développement des services et des collections.

Plusieurs ensembles particuliers ont paru mériter que l'on s'attarde à leur examen. C'est ainsi que les langues régionales, la collecte et le traitement des éphémères, la place du dépôt légal imprimeur (DLI) et celle des ressources nativement numériques seront successivement abordés.

Au chapitre de la valorisation et de la promotion, les technologies de l'information jouent leur rôle sous l'angle de la numérisation et de la constitution de bibliothèques numériques. Les collections d'intérêt local sont en effet l'un des axes forts des politiques numériques. Nous avons enfin souhaité montrer quelles ressources pouvait apporter le fonds local à la programmation culturelle des établissements, et quelles formes de médiation spécifique pouvaient être mises en œuvre autour de ces collections, quels que soient leurs contextes territoriaux.

Prêt à entrer dans le vif du sujet, le lecteur pourra s'étonner de ne pas trouver de chapitres sur les écrivains, les musiques actuelles, le cinéma. Victimes du format de la collection « Boîte à outils », ces points sont largement abordés dans ce volume sous l'angle de la politique documentaire et

des médiations. Leur réalité est aussi très diverse et inégalement répartie sur le territoire, de sorte qu'il a paru difficile de faire une généralité de la vigueur et de la qualité de la création dans certaines contrées quand d'autres en sont malheureusement dépourvues.

PARTIE I

CONSTITUTION

1. ÉLÉMENTS STRUCTURANTS D'UN FONDS LOCAL AU XXI^e SIÈCLE

par Sarah Toulouse

+++++

2. ENRICHIR LES FONDS LOCAUX

par Claire Haquet

+++++

3. LA FABRIQUE DES FONDS LOCAUX : CONSTRUIRE DES PARTENARIATS

par Anne Meyer

+++++

1

ÉLÉMENTS STRUCTURANTS D'UN FONDS LOCAL AU XXI^e SIÈCLE

par
Sarah Toulouse

Constituer un fonds local dans une bibliothèque peut paraître évident et sembler appeler peu de réflexion. C'est d'ailleurs chose courante, et ce depuis longtemps : la plupart des bibliothèques territoriales n'ont pas attendu les recommandations de la *Charte des bibliothèques* de 1991¹ pour rassembler des documents sous cette appellation, et l'expression ou l'un de ses dérivés se rencontre également dans certaines BU².

Néanmoins, avec le développement d'Internet, la notion même de « local » et la perception que le public peut en avoir, ont évolué dans deux mouvements apparemment contraires : d'une part, *via* les catalogues et les bibliothèques numériques en ligne, on assiste à une mutualisation mondiale de l'information et désormais de la documentation, qui gomme l'idée d'appartenance à un territoire ; d'autre part, en sens inverse, la géolocalisation des données, des services, voire des personnes, est devenue l'un des enjeux majeurs sur les réseaux numériques aujourd'hui, mettant justement très fortement en avant la notion de « lieu ». Il faut donc se réinterroger sur ce trait fondamental des collections des bibliothèques et passer en revue les principaux éléments qui structurent un fonds local et régional en ce début du XXI^e siècle.

-
1. La Charte des bibliothèques, article 24, précise : « Les bibliothèques municipales et intercommunales doivent constituer et entretenir, en concertation avec les musées et les archives, un fonds d'intérêt local. »
 2. Voir par exemple à la bibliothèque universitaire d'Évry le développement d'un fonds local signalé comme axe de la politique documentaire : < http://www.biblio.univ-evry.fr/index.php?id=238&p_docid=11 > ; ou la présentation de l'espace « Océan Indien » au SCD de La Réunion : < <http://bu.univ-reunion.fr/bibliotheques/horaires-et-acces/espaceoceanindien/> >, ou encore le fonds breton du Centre de recherche bretonne et celtique de Brest : < <http://www.univ-brest.fr/crbc/menu/Bibliothe%C3%A8que+Yves+Le+Gallo+%28UMS3554%29/Pr%C3%A9sentation+de+l'UMS+3554> >.

UNE QUESTION DE TERRITOIRE : FRONTIÈRES ET ÉCHELLES

+++++

Commençons par le commencement et puisque le terme « local » est si couramment employé dans l'intitulé des collections en question, partons de la définition du mot. Le *Trésor de la langue française* le définit comme ce « qui est particulier à un lieu limité dans l'espace que l'on oppose généralement à un ensemble plus vaste ». Un fonds local est affaire de géographie, et sa conception a à voir avec un lieu. Ainsi, en 1982, François Hauchecorne propose : « Que l'on parle de fonds local ou de fonds régional, la seule définition générale par laquelle il soit possible de les identifier est une définition géographique »³. Plus de trente ans après et malgré la mondialisation, rien ne vient contredire cette évidence. Plus qu'à un lieu précis, le fonds local fait référence à un territoire, et pour en définir la géographie l'on doit savoir quel terrain occuper, où placer les limites, à quels autres espaces se confronter, sur quelle échelle se situer.

Le plus important de nos jours est sans aucun doute de s'intégrer à un réseau, d'envisager non pas uniquement son propre territoire, mais l'ensemble ou les ensembles dans lesquels il se situe. En effet, à une époque où l'on peut partager et échanger aisément les informations, et où les crédits et les surfaces se raréfient, il serait incompréhensible, voire mal venu, de ne pas chercher à éviter les redondances et de ne pas repenser « son » fonds local dans le maillage de tous les autres alentour, tout au moins dans une approche de type patrimonial. Dans cette optique, les limites d'un fonds local s'arrêtent là où commencent celles d'un autre, et il importe donc pour se définir de bien connaître ses voisins.

Il convient également de s'interroger sur l'échelle de territoire la plus pertinente, la plus adaptée au regard du statut de la bibliothèque et de ses missions globales. Bien qu'il n'y ait pas de règle précise dans ce domaine, chaque établissement restant maître de la constitution de ses fonds, il est en réalité courant de se référer au territoire desservi par la bibliothèque, tout en tenant compte de la position administrative et/ou de l'histoire du territoire en question : la bibliothèque municipale d'une capitale

3. François Hauchecorne, « Fonds local et régional », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1982, n° 1, pp. 25-30. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1982-01-0025-002> >.

régionale envisage naturellement plutôt un « fonds régional », les bibliothèques départementales se réfèrent au département, le fonds local de la bibliothèque d'un chef-lieu de canton n'aura pas la même envergure que celui d'une préfecture. On retrouve même la notion de fonds local sur des territoires plus restreints : ainsi, dans les plus grandes villes, c'est l'arrondissement qui pourra servir d'échelle au fonds local⁴.

Ces deux principes peuvent sembler contradictoires et empiéter l'un sur l'autre : comment rendre compatibles l'exigence d'un travail en réseau et l'existence de fonds à dimensions régionales par exemple ? Plusieurs pistes de réflexion permettent de résoudre ce dilemme.

ENCADRÉ LOCAL ET/OU RÉGIONAL ?

Un fonds local, quelle que soit sa dimension, peut se concevoir en cercles concentriques* :

- il sera ultra-spécialisé et quasi exhaustif sur la ville centre, et de moins en moins vers sa périphérie. Autrement dit, constituer un fonds régional, ce n'est pas obligatoirement acquérir tous les documents locaux de toutes les communes de ladite région. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on trouve parfois les deux mots associés, certaines bibliothèques parlant de « fonds local et régional », signifiant bien par là une distinction ;
- toutes les bibliothèques n'ont pas les mêmes missions, et par conséquent, tous les fonds ne sont pas conçus avec les mêmes objectifs ni pour servir les mêmes publics. De fait, il y a sur des territoires proches géographiquement de la place pour plusieurs fonds locaux avec des contenus similaires, à condition que leurs finalités soient différentes⁵ ;
- une réalité locale n'a pas obligatoirement un caractère régional, et ce qui a du sens au niveau d'une ville peut être abscons à une échelle plus large.

Ainsi, Pierre Mac Orlan peut être considéré comme « local » par la bibliothèque de Brest, au vu des romans importants qu'il a consacrés à la ville, mais il aurait moins sa place dans le fonds breton de Rennes.

4. Comme à Paris, voir Germaine Frigot, « Vers une autre conception du fonds local », *Bulletin d'informations de l'ABF*, 1983, n° 120, pp. 15-17. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/41091-vers-une-autre-conception-du-fonds-local.pdf> >.

5. Voir sur ce point la contribution de Gaël Chenard et Blaise Mijoule : « Deux bibliothèques, un seul fonds local ! », p. 138.

L'essentiel ici est de ne pas réfléchir de manière isolée, mais de concevoir le fonds local en termes de complémentarité et de réseau.

DE L'HISTOIRE LOCALE À LA MÉMOIRE D'UN LIEU

Si les divisions administratives contemporaines ne sont pas absentes des préoccupations d'un fonds local, les anciennes provinces, les « pays », les terroirs traditionnels sont également très souvent convoqués, et avec eux les adjectifs géographiques correspondants : on rencontre ainsi des fonds berrichons, dauphinois, occitans ou gascons, sans parler des fonds normands, bretons ou autres provençaux qui jouent sur les ambiguïtés historico-géographiques dans leur dénomination tout autant que dans leur définition. Cette approche induit en règle générale une connotation plutôt culturelle, voire « historique », du contenu des documents collectés, et parfois les fonds sont alors limités à « l'histoire locale ». En matière de types de document ou de support, au-delà des livres, cela peut impliquer un intérêt pour tout ce qui touche à l'iconographie.

Cette approche historique est d'ailleurs la définition originelle des fonds locaux dans les bibliothèques françaises, leur première légitimité dans le temps⁶, celle qui a guidé leur développement tout au long du XIX^e et du début du XX^e siècle. À partir des années 1920, cependant, une conception plus globale émerge parfois, qui fait apparaître l'expression de « documentation locale ». Noé Richter en 1963 définit ainsi très largement la documentation locale comme devant être la collecte de « tous les travaux consacrés à une collectivité locale et de toutes les publications relatives à des événements qui ont marqué l'activité et le comportement de toute ou d'une partie de cette collectivité à un moment donné »⁷. L'intention est d'en faire un instrument permettant de « reconstituer le visage d'une cité à un moment précis ». Une telle définition ouvre le fonds local sur

6. Voir sur ce sujet la synthèse de Laure Rioust dans la première partie de son mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, *De l'érudit aux usagers. Publics des fonds locaux et régionaux en bibliothèque municipale*, sous la direction de Raphaële Mouren : Villeurbanne, Enssib, 2008. [En ligne] : < <http://enssibal.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/rioust-dcb16.pdf> >.

7. Noé Richter, « La Documentation locale », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1963, n° 5, pp. 201-207. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1963-05-0201-001> >.

des réalités très variées, tout autant culturelles que politiques, sociales ou économiques, elle l'ancre dans un réseau de partenaires, et elle en élargit les publics potentiels bien au-delà des traditionnels amateurs d'histoire locale. L'orientation documentaire est aussi l'occasion de faire entrer de nouveaux supports et de compléter les sources écrites par des sources audiovisuelles.

Plus récemment, dans les années 1980-1990, le champ d'intervention du fonds local s'est encore accru, pour intégrer des dimensions mémorielles et identitaires, du fait d'un engouement croissant pour les questions patrimoniales. Prendre en compte ces dimensions dans un fonds local, c'est alors y intégrer tout ce qui est créé sur le territoire, devenu ainsi source potentielle d'inspiration, et non plus seulement ce qui parle de ce même territoire. Les œuvres littéraires, graphiques ou musicales, les écrits politiques, les essais philosophiques que l'on doit à des auteurs locaux peuvent ainsi trouver leur place dans un fonds du même nom au **xxi^e** siècle⁸.

UN PÉRIMÈTRE À ADAPTER À L'ENVIRONNEMENT

La pauvreté de la littérature professionnelle sur les fonds locaux tient peut-être à ce qu'il n'y a pas plus différent que deux fonds locaux, et qu'il est de ce fait difficile de généraliser sur leur compte. Au-delà de la notion géographique, le fonds local d'une bibliothèque n'est-il pas justement ce qui va la distinguer de toutes les autres ? Ce qui dans ses collections a le moins de chance de se rencontrer ailleurs ? Ce qui va faire sa spécialité, son identité, sa vocation à une part de pérennité ?

L'exploration des contours que les bibliothèques donnent à leurs fonds locaux amène à dresser une sorte d'inventaire « à la Prévert » des types de document, de support, voire d'objet, que l'on y conserve, au-delà des évidents duos bibliothéconomiques que sont les livres et périodiques, et les manuscrits et imprimés.

8. Reste bien entendu l'épineuse question de la définition de ce qu'est un auteur local : voir André-Pierre Syren, « Cartographie des hommes illustres », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2000, n° 2. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2000-02-0087-002> >.

ENCADRÉ DES CONTENUS MULTISUPPORTS

- la famille des documents iconographiques est largement représentée, sous toutes ses formes : affiches, cartes postales, photographies, dessins, estampes, cartes de vœux, images pieuses et *tutti quanti* sont très couramment inclus ;
- il en est de même pour les cartes et plans ;
- pour rester dans la catégorie des imprimés, on rencontre aussi dans certains fonds locaux des documents que l'on qualifie d'« éphémères » : publicités, tracts, almanachs et calendriers, menus, programmes, faire-part, étiquettes (de fromage, de vin, de boîtes de conserve...), tickets et billets divers, etc.
- la musique et le cinéma sous toutes leurs formes et tous leurs supports peuvent également intégrer un fonds local ;
- plus anecdotiques, mais malgré tout présents : des jeux, des registres d'échantillons de tissus ou de dentelles, des timbres, des herbiers, etc.
- enfin depuis peu, les documents numériques et autres sites web ont également fait leur apparition, tout au moins dans la réflexion si ce n'est dans les collections elles-mêmes.

Il ne s'agit pas de penser qu'un fonds local doit impérativement intégrer tous ces types de document, mais d'avoir en tête tous les champs du possible et d'être ouvert à toutes les potentialités.

D'où vient une telle diversité et comment alors poser les limites d'un fonds local ? Le premier facteur qui entre en ligne de compte est qu'un fonds local s'inscrit dans une histoire, et même dans une histoire longue : telle bibliothèque aura hérité *via* les confiscations révolutionnaires d'un cabinet de dessins et d'estampes, telle autre aura reçu en don au XIX^e siècle une collection de menus ou de jeux de cartes, et elles auront poursuivi dans cette voie. Lorsqu'il est question de conservation*, il est fondamental de veiller à la cohérence d'un fonds sur une durée longue, de tenir compte de l'existant et de ce qu'ont pu faire nos prédécesseurs. Le fonds local ne fait pas exception à la politique documentaire générale et appartient aussi à une lignée. L'existence (ou *a fortiori* l'absence) sur le même territoire de partenaires institutionnels tels que musées ou archives, et la définition qu'eux-mêmes donnent à leur collecte dans les domaines proches de ceux d'une bibliothèque peuvent et même doivent influencer sur le périmètre du fonds local. C'est bien ce que précise la *Charte des bibliothèques* de 1991 : le

développement du fonds local doit se faire « en concertation avec les musées et les archives ». S'il existe un fonds de photographies dans le musée de la ville, un partage documentaire devra nécessairement être défini. Si les archives départementales collectent depuis toujours les cartes relevant de leur aire géographique, nul besoin là non plus de doubler la collection. Sur certains territoires, des associations peuvent également avoir collecté et développé des fonds locaux dans des domaines pointus⁹ : il convient là aussi d'en tenir compte et de ne pas créer de doublons.

Plus généralement, on ne peut définir correctement les contours du fonds local sans être attentif à l'environnement global de la bibliothèque. Connaître le territoire sur lequel on intervient est essentiel pour percevoir les développements possibles et souhaitables du fonds local, à la fois pour mieux jouer le rôle de collecteur de mémoire en n'en oubliant aucun aspect, et pour mieux servir un public local en tenant compte de ses centres d'intérêt. Il faut ici s'attacher à appréhender l'environnement économique et social de la bibliothèque : en collectant par exemple les documents relatifs aux activités de son territoire, le fonds local en reflétera le caractère rural ou industriel. On se situe là dans un rôle de « centre de documentation locale », qui a tout son intérêt et peut être valorisé auprès d'un public de professionnels, la littérature grise étant moins souvent présente dans un fonds local. Mais sauf à vouloir constituer un fonds spécialisé, ce qui est une autre histoire, il faut savoir s'arrêter dans ce domaine aux particularismes locaux et non pas embrasser les généralités du thème : pour reprendre un exemple cité par Noé Richter, ce n'est pas parce que la CGT a été créée à Limoges qu'un fonds limousin doit « annexer le syndicalisme »¹⁰.

Au-delà de la documentation, un fonds local peut vouloir jouer un autre rôle et viser d'autres publics, par exemple dans le domaine de la création. Il faut dans ce cas explorer largement les différents milieux culturels de la ville ou de la région, en connaître les sensibilités, les lignes de

9. Voir par exemple dans le domaine du patrimoine oral, le portail de la Fédération des associations de musiques et danses traditionnelles [FAMDT] < <http://www.famdt.com/portail-du-patrimoine-oral/> > ou plus largement dans celui du patrimoine immatériel : la Fédération des géants du Nord de la France < <http://www.federationgeants.fr/> > ; le portail du Centre français du patrimoine culturel immatériel, et notamment la page des acteurs du domaine < <http://www.cfpci.fr/les-acteurs-du-pci-en-france> >.

10. Noé Richter, *op. cit.*

force, les acteurs et les réseaux, aussi bien institutionnels qu'associatifs ou indépendants. Il peut s'agir d'une librairie qui rassemble autour d'elle les talents locaux de la bande dessinée, d'une association qui fédère les groupes de musique actuelle, ou encore d'une maison de quartier qui organise régulièrement un concours de slam. L'enjeu est de devenir un lieu de mémoire mais aussi une vitrine de la création locale contemporaine, en mettant en avant des richesses qui pourraient rester insoupçonnées au-delà d'un petit cercle de passionnés. De plus, il y a là matière à médiation et valorisation.

UN NET PENCHANT POUR LE PATRIMONIAL, À CONTREBALANCER

Selon l'objectif recherché et le public visé, on peut *grosso modo* définir trois types de fonds dans une bibliothèque, auxquels vont correspondre des modes de gestion différents :

- le fonds patrimonial, dont la finalité principale est la conservation pérenne, pour le public d'aujourd'hui mais également celui de demain ; de ce fait, il est conservé en magasin et non empruntable, et échappe au désherbage ;
- le fonds de référence, dont le but est d'apporter au public actuel une documentation choisie ; il est en libre accès mais non empruntable afin d'être toujours disponible et cohérent ; il se doit d'être au goût du jour, mais présente également les ouvrages classiques, qui « font référence » ;
- le fonds de diffusion, destiné à la lecture « loisir » ou à la documentation, qui circule auprès du public actuel, en libre accès et empruntable ; très axé sur la nouveauté et l'actualité éditoriale, il fait régulièrement l'objet de réactualisations et de désherbages.

De quelle catégorie relève un fonds local ? Traditionnellement, dans la plupart des bibliothèques, celui-ci est associé voire intégré au fonds patrimonial : on ne compte pas les pages de sites web de bibliothèques présentant « le patrimoine et le fonds local », ou « le fonds ancien et le fonds local ». Plusieurs idées, vraies ou fausses, amènent effectivement à associer fonds local et conservation :

- les documents de ce fonds sont souvent rares et difficiles à obtenir car non diffusés dans les circuits commerciaux ordinaires ;
- la documentation locale ne se périmé pas et devient avec le temps une source primaire d'information pour l'histoire du territoire ;
- constituer une mémoire, c'est conserver la totalité des documents, sans distinction particulière, sans faire de sélection ;
- le public principal d'un fonds local est un public de chercheurs, professionnels ou amateurs.

Tout cela concourt à faire pencher la balance du côté des fonds patrimoniaux. Mais dans la réalité, la situation est souvent plus nuancée. Pour faire exister et dépoussiérer le fonds local aux yeux du « grand public », pour répondre à des demandes régulières d'information venant d'un public peu habitué des espaces de consultation de type patrimonial et peu enclin à se plier à ses contraintes, certaines bibliothèques organisent un espace de référence autour du fait local. D'autres vont plus loin et proposent également un espace de prêt, ou combinent les deux de manière plus ou moins articulée. À Colmar par exemple, le fonds de conservation dit des « Alsatiques » est complété par une « salle d'actualité régionale » où les ouvrages peuvent être empruntés. À Lyon, la salle de documentation régionale, modèle du genre, associe et assume avec succès les trois rôles, conservation, référence et diffusion. Quant à savoir si dans ce cas, il faut doubler, voire tripler les exemplaires acquis, cela dépend surtout des moyens qu'il est raisonnable de dégager pour remplir telle ou telle fonction.

De la même manière, selon les moyens dont elle dispose, en fonction de l'histoire de ses collections et du public qu'elle choisit de privilégier, rien n'oblige une bibliothèque à orienter son fonds local vers la conservation à long terme. La médiathèque de Lorient est l'une de celles qui pousse le plus loin la logique de diffusion et de mise en valeur de ce fonds, avec sa salle Bretagne¹¹, qui regroupe « tous les documents du fonds local et régional »,

11. < <http://mediatheque.lorient.fr/trouver/bretagne/> >.

essentiellement destinés au prêt, et limite la part de conservation à son fonds ancien : le public apprécie cet espace et utilise largement ce fonds. Il n'y a donc pas de fatalité dans ce domaine, et le caractère patrimonial d'un fonds local se décide tout autant que son périmètre. Une fois de plus, l'environnement doit aussi entrer en ligne de compte dans ce choix, et l'existence d'un autre fonds de conservation dans une bibliothèque proche peut permettre de ne pas développer outre mesure cet aspect-là.

POUR EN FINIR AVEC L'EXHAUSTIVITÉ : TOUT EST RELATIF

Dans la logique de l'association « fonds local/patrimoine », on a tendance à envisager le fonds local comme un fonds devant viser à l'exhaustivité. Plusieurs limites existent cependant. Il faut d'abord préciser que cette notion d'exhaustivité n'a de sens que dans le cas d'un fonds de conservation, et qu'un fonds local de référence ou de prêt fait l'objet de sélections et de choix comme tous les autres fonds en libre accès dans une bibliothèque. Mais même dans le cas d'un fonds de conservation, l'exhaustivité se restreint au territoire et au périmètre définis : on l'a déjà dit, un fonds local s'arrête là où commence un autre, et le travail en cercles concentriques a été évoqué.

De plus, le développement déjà ancien des catalogues en ligne et désormais des bibliothèques numériques, la multiplication du partage et de l'échange de données, et leur ouverture progressive changent la donne : il est devenu difficile d'ignorer ce que conservent ses voisins, et facile de relativiser la rareté de tel ou tel document dans les collections publiques. Sans parler des possibilités offertes par ces outils pour le renseignement et l'orientation des publics. Plus que jamais, un fonds local ne peut s'envisager seul dans son coin, et l'exhaustivité se juge désormais au sein d'un réseau.

On peut ajouter que pour certains types de documents très particuliers comme les livres d'artistes, souvent chers et produits à peu d'exemplaires, seul un travail en complémentarité entre différents partenaires d'un territoire peut amener à envisager une forme d'exhaustivité. Il en est de même pour les documents complexes à conserver sur le long terme, comme les documents numériques.

LES ANCIENS ET LES MODERNES : QUELLE TEMPORALITÉ ?

Tel est le dernier aspect à envisager pour bien définir un fonds local. On l'a vu, les intitulés des fonds patrimoniaux associent souvent fonds local et fonds ancien : cette proximité des deux adjectifs a pour effet immédiat de les rendre complémentaires, ou de les mettre en concurrence, voire de les opposer. Parler de « fonds ancien et fonds local », c'est sous-entendre à la fois que le fonds ancien n'est pas local, et que le fonds local n'est pas ancien. Pour paraître moins tautologique, cela amène à penser que le fonds ancien n'aurait que faire des limites géographiques, alors que le fonds local serait borné chronologiquement et restreint à une période « contemporaine ».

Cet usage se réfère d'abord à l'histoire des collections et au mode initial de constitution des fonds anciens dans les bibliothèques françaises : les confiscations révolutionnaires ont créé des ensembles au contenu hétéroclite, qui reflètent avant tout les goûts littéraires ou les besoins documentaires des collectionneurs dépossédés de leurs biens à la Révolution. Ces ouvrages n'ont souvent de « local » qu'un ancien possesseur de la fin du XVIII^e siècle, d'où la tentation de mettre l'accent surtout sur leur côté « universel ».

En réalité, l'opposition « ancien/local » a surtout à voir avec le mode d'acquisition et de gestion des collections. On entend derrière le mot « ancien » des circuits commerciaux spécifiques (le monde de la librairie ancienne et des ventes aux enchères) et des normes de description particulières. Quant au contenu, beaucoup de bibliothèques limitent aujourd'hui leurs acquisitions de livres anciens à des ouvrages « locaux », appliquant bien ici des critères géographiques au développement de cette portion de leurs fonds patrimoniaux. D'une certaine manière, les fonds anciens ont tendance à se « localiser » de plus en plus, notamment parce que c'est là que se trouve la légitimité de leur accroissement aux yeux des contemporains, et parce que c'est une manière de se distinguer et/ou de partager la conservation de ces collections.

L'association, dans la définition courante du patrimoine, des expressions « fonds ancien » et « fonds local » a également pour effet de tirer le patrimoine vers la période actuelle et de montrer qu'il n'est justement pas confiné au fonds ancien. Vu sous cet angle, le fonds local est bien la plupart du temps le seul élément contemporain d'un fonds patrimonial, celui qui le dépoussière, qui le rend vivant et synonyme de créativité.

La plupart du temps, la chronologie n'est donc pas déterminante dans la définition d'un fonds local, au-delà des aspects techniques de gestion interne. En conclusion, le fonds local du *xxi*^e siècle est devenu tout à la fois plus complexe et plus simple à définir : plus complexe, car les missions des bibliothèques s'élargissent, les publics se diversifient, les supports se multiplient, mais plus simple car les outils de partage progressent, les réseaux se structurent, les complémentarités apparaissent plus nettement. Territoire et périmètre documentaire restent les maîtres mots de la structure d'un fonds local, mais l'environnement et les partenaires sont désormais tout aussi essentiels.

2

ENRICHIR LES FONDS LOCAUX*par
Claire Haquet*

L'enrichissement des fonds locaux a reposé très longtemps sur les relations étroites entretenues entre les bibliothèques et leur environnement scientifique et érudit immédiat, par des mécanismes de dons, d'échanges et d'achats.

Dans les années 1980, la constitution de collections locales s'est doublée d'un souci d'actualité, dans une perspective de documentation : rapports et indicateurs sur la santé économique locale, annuaires d'entreprises et brochures étaient rassemblés pour faciliter des démarches de recherche d'emploi dans un bassin de vie identifié. Aujourd'hui, le « régionalisme » est un secteur éditorial très dynamique dans le tourisme et les fictions dépeignant les conditions de vie « d'autrefois », quand les études historiques, artistiques et géographiques, qui forment le soubassement classique de ces fonds, tendent à se faire plus rares et moins synthétiques.

UNE POLITIQUE DOCUMENTAIRE POUR LE FONDS LOCAL ET RÉGIONAL

+++++

Une politique documentaire pour le fonds doit être rédigée en complémentarité avec la politique générale de l'établissement. L'idéal est bien sûr celui d'une collecte systématique et multisupport, visant la plupart du temps une conservation exhaustive. Cependant, le document doit être adapté aux réalités matérielles et humaines et aux priorités culturelles de l'établissement. Il placera au premier plan des bornes (territoriales, chronologiques) à l'exhaustivité, la méthode la plus courante étant celle dite des « cercles concentriques ». Il fera également une place à l'exhaustivité ou non de la conservation des documents, en apportant des éléments justificatifs objectifs face à une tutelle, une population, des écrivains forcément particulièrement attentifs à une collection si proche de leur cadre de vie.

FAIRE UNE VEILLE EXHAUSTIVE

Si la réalité impose de mettre des bornes à l'enrichissement matériel des collections, il nous semble que la veille doit, elle, être « écologique » et porter sur le long terme¹. Une connaissance approfondie de l'environnement culturel, éditorial, documentaire est requise afin de pouvoir maîtriser par la suite des choix bibliothéconomiques tenant compte des atouts et des faiblesses du territoire.

Fréquenter les librairies, lire la presse quotidienne régionale (PQR)

On ne rappellera pas que la connaissance des particularités du terroir : l'histoire, les gens, l'économie – les entreprises, la mémoire industrielle – est essentielle pour mener une veille intelligente sur le fait local. Quoiqu'il ne s'agisse pas de rassembler pour rassembler, « d'accumuler religieusement », comme l'écrivait Pierre Nora « vestiges, témoignages, documents, discours, signes visibles de ce qui fut »², une idée claire des principaux événements structurants du territoire couvert, des points de débat et des hauts lieux est requise. Il suffit pour s'en imprégner de flâner au rayon régional des librairies locales – on n'ose plus parler des disquaires – et de lire les réguliers comptes rendus des œuvres mises en avant par la PQR. Les outils traditionnels de la veille documentaire (*Électre*, *Livres-Hebdo*) seront de peu de recours en raison de la faible envergure du tirage et des réseaux de distribution de la plupart des éditeurs locaux. C'est pourquoi entretenir un rapport de confiance avec les libraires locaux est important pour se faire alerter d'une vente ou d'une parution imminente, et cela sans se limiter au titulaire du marché public des livres ni au libraire spécialisé dans le régionalisme.

-
1. Selon l'expression d'Yves Jocteur Montrozier, « Les fonds locaux », in Jean-Paul Oddos (dir.), *Le patrimoine : histoire, pratiques et perspectives*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 1997 (coll. Bibliothèques), p. 364.
 2. Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, 1, *la République*, Paris, Gallimard, 1984 (coll. Bibliothèque illustrée des histoires), p. XXVII.

connaître les services régionaux du livre, visiter les fêtes et salons

Certaines structures régionales pour le livre publient régulièrement un catalogue des publications des éditeurs locaux avec lesquels elles sont en relation permanente (en Lorraine, il s'agit de deux numéros spéciaux annuels du *Sel*, la publication du Centre régional du livre). Les éditeurs et les auteurs locaux peuvent encore être découverts en fréquentant les stands des multiples salons et fêtes du livre organisés dans toutes les régions de France. Des festivals semblables existent pour la musique et le cinéma : c'est l'occasion d'une prise de contact et d'une amorce de sensibilisation au travail de collecte et de conservation effectué par le fonds local de la bibliothèque.

être attentif à l'auto-édition

Désormais la veille sur Internet et les réseaux sociaux est indispensable. On a même vu se créer des entreprises d'auto-édition *via* le financement participatif (ou *crowdfunding*), d'œuvres d'intérêt local, qu'elles soient imprimées ou musicales. Ces productions échappent donc aux circuits traditionnels de l'édition et de la librairie.

favoriser les relations interpersonnelles : collectionneurs, étudiants, associations

Au-delà de la veille informationnelle, les relations interpersonnelles jouent à plein dans la veille et la collecte d'éléments du fonds local. Dans les salles de lecture et sur les rayonnages existants viennent se documenter les étudiants, chercheurs, savants, artistes, écrivains et rédacteurs de bulletins associatifs. Les échanges avec le personnel sont donc tout à fait naturels et la remise d'un tiré à part, d'un exemplaire de mémoire ou d'un exemplaire justificatif d'une publication viendront enrichir, parfois avec hommage ou dédicace, les collections de la bibliothèque. L'époque où de notables érudits se constituaient des collections privées de bibliophilie locale pouvant rivaliser avec celle de la bibliothèque municipale (BM) la plus proche est révolue. Il n'en demeure pas moins que les chercheurs d'une part, et les collectionneurs de curiosités d'intérêt local (estampes, cartes postales, films, disques...) d'autre part, existent toujours, qu'on les

croise dans les salles des ventes si ce n'est dans la salle de lecture, et que de fructueux échanges de trouvailles, d'identifications, d'opinions si ce n'est directement de documents, peuvent s'opérer par ce biais. Ces collectionneurs, par la suite, peuvent envisager le don ou le legs de leur collection s'ils sentent l'intérêt de la bibliothèque pour leur fonds et voient que leur approche de l'histoire ou des particularités locales est partagée par l'institution.

coopérer avec les institutions culturelles voisines

En dernier lieu, l'échange de documents* avec les institutions culturelles environnantes est à cultiver particulièrement. Bibliothèques, archives, musées, offices de promotion de la langue régionale, services régionaux de l'archéologie et de l'Inventaire du patrimoine, Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC), éditent régulièrement des publications dont beaucoup peuvent être envoyées gracieusement, d'autres collectées, certaines achetées. L'échange est pratiqué très communément dans les musées et assez peu dans les bibliothèques. Il peut concerner des catalogues d'exposition mais aussi des doubles du fonds local, dans une dynamique d'enrichissement mutuel et de répartition de la carte documentaire.

PRATIQUER TOUTES LES VOIES D'ENRICHISSEMENT

L'une des clefs d'une veille profitable réside dans la maîtrise des circuits d'approvisionnement. Les quatre modes d'acquisition décrits ci-après doivent être tous pratiqués concurremment et sans restriction, sinon les bornes financières et de négociation posées par l'autorité de tutelle.

ENCADRÉ QUATRE MODES D'ACQUISITION

- les acquisitions courantes sont réalisées sur le budget de fonctionnement et la plupart sur le marché public de fourniture de documents courants, sauf si un lot de ce marché a été réservé au fonds local. Elles sont réalisées de préférence en double exemplaire dès l'abord lorsqu'il existe une intention de conservation patrimoniale : un exemplaire est mis à disposition du public en prêt tandis que l'autre rejoint dès l'origine un magasin de conservation. Les ouvrages d'intérêt local étant souvent de faible diffusion, il est très difficile de racheter plusieurs années après publication un nouvel exemplaire si le premier est perdu ou dégradé, car les tirages sont le plus souvent épuisés. Les achats par souscription peuvent aussi être défendus dans ce cadre ;
- les acquisitions rétrospectives et patrimoniales sont réalisées sur le budget d'investissement si leur montant unitaire est supérieur à 100 €, ce qui est souvent le cas (ligne « fonds anciens des bibliothèques et des musées » dans la comptabilité M14). Ces acquisitions sont mûrement réfléchies au sein des établissements et des collectivités car leur consultation immédiate est faible voire inexistante, tandis que leur coût et leur valeur symbolique sont élevés. Elles sont d'ailleurs les seules à bénéficier des subventions des fonds régionaux d'acquisition pour les bibliothèques (FRAB) dotés à parité par l'État (DRAC) et la région, et des aides Acquisitions patrimoniales d'intérêt national (APIN) délivrées directement par le ministère de la Culture ;
- les dons peuvent prendre la simple forme du don manuel* d'un tiré à part ou du dépôt d'un exemplaire de mémoire d'étudiant à titre de remerciement et de documentation, comme celle particulièrement précieuse du don d'une bibliothèque de collectionneur local, du fonds d'atelier d'un artiste ou d'un photographe, ou des carnets d'un écrivain. D'une manière générale et selon son importance, tout don nécessite un remerciement écrit de la main du directeur d'établissement, si ce n'est de l'autorité de tutelle, voire une délibération du conseil municipal s'il est d'une valeur significative. Les plus beaux dons sont souvent le fruit de relations à long terme et d'échanges nourris avec le donateur potentiel. Ils nécessitent du temps et un peu d'investissement personnel ;
- la collecte de documents pour le fonds local peut prendre naissance dès l'entrée de la bibliothèque, à l'endroit où se déposent traditionnellement affiches et prospectus culturels, programmes de cinéma et journaux gratuits. Elle concerne aussi facilement les publications municipales environnantes, les courriers reçus, les commerçants du quartier, la chambre de commerce... et peut très vite subir un développement exponentiel pour peu que des relais dans l'équipe des bibliothécaires ou chez des lecteurs sensibilisés soient

...

...

très motivés. C'est pourquoi, hormis dans le cadre du dépôt légal, la collecte d'éphémères devrait toujours être encadrée par un projet particulier, événementiel ou thématique, mais surtout susceptible de s'inscrire à long terme dans la politique documentaire de l'établissement. La collecte peut aussi prendre la forme dématérialisée d'une sélection de sites réunis sous forme de signets ou, mieux, récoltés en collaboration avec la Bibliothèque nationale

de France (BnF) dans le cadre du dépôt légal de l'Internet français. Au-delà de l'imprimé, la collecte peut toucher la musique, comme en témoignent les riches « démothèques » d'Argentan et de Metz³. Elles assurent la conservation de la production musicale des groupes locaux dans un ensemble comprenant une performance enregistrée en direct, une mise à disposition des CD dans les bacs de prêt, et une programmation culturelle tout au long de l'année.

MAÎTRISER LA POLITIQUE DOCUMENTAIRE

+++++

Le fonds local doit être inscrit dans la politique documentaire générale de la bibliothèque, au même titre que les fonds courants ou spécialisés. Ici aussi, on parle d'accès, de publics-cibles, de sélection, de conservation et de désherbage. Il convient d'être capable d'expliciter ses choix en matière d'acquisition et de conservation face à une tutelle, des lecteurs ou les auteurs eux-mêmes qui n'ont pas forcément la même vision du « local » que celle qu'a souhaité se donner l'établissement. La bibliothèque n'étant pas seule dans son environnement documentaire à se préoccuper du fait local, il convient aussi de déterminer une carte documentaire où le positionnement de chacun (BU, service d'archives, musée, service de l'Inventaire, centres de documentation des collectivités ou d'autres organismes) sera bien établi ; éventuellement, un réseau d'acquisitions et de conservation réparties, même peu formalisé, sera développé.

La pratique des « cercles concentriques » est, inévitablement, la plus raisonnée dans un contexte matériel et budgétaire contraint. Elle consiste

3. Vincent Bouteloup, « Petit guide pour la mise en place d'une démothèque en discothèque de prêt », ACIM Portail des bibliothécaires musicaux, 2006. [En ligne] : < <http://www.acim.asso.fr/spip.php?article181> >.

à s'efforcer à l'exhaustivité dans le ressort immédiat de son territoire (communal, intercommunal, départemental selon les cas), et à établir des priorités décroissantes à mesure de l'éloignement de la bibliothèque⁴. À Versailles, la BM a apposé des codes aux intentions d'acquisition selon le système suivant : 1 - Versailles et Seine-et-Oise ; 2 - Yvelines ; 3 - Autres communes et départements de l'ancienne Seine-et-Oise⁵.

Des choix d'orientation documentaire peuvent être pris. Ils doivent être explicites. On pourra ainsi donner une coloration « tourisme et patrimoine », « économie et paysages », « culture et traditions » à son fonds de libre accès et ou de conservation, selon les thématiques développées par la bibliothèque en général et les appétences de son public.

La question de la fiction littéraire, avec le développement de l'autoédition en ligne, peut être délicate à traiter. Selon les cas, il sera pertinent de faire une place à la fiction régionaliste dans un fonds local le plus souvent envisagé comme un fonds documentaire, ou de maintenir ces romans dans le fonds de littérature. L'appréciation de la qualité littéraire des écrivains ou des poètes locaux relève de la subjectivité du bibliothécaire, qui ne rejoint pas toujours l'opinion qu'en ont les intéressés eux-mêmes, leurs lecteurs, ou leurs soutiens institutionnels. Dans ce cas, la politique des cercles concentriques peut servir à justifier de limiter l'acquisition onéreuse d'une œuvre littéraire à une seule publication représentative.

Une politique documentaire explicite et assumée est, ne l'oublions pas, un outil de valorisation et de promotion des fonds. Le fonds local éveille forcément l'intérêt des habitants du territoire qui fréquentent la bibliothèque. Il est relativement aisé de susciter des propositions d'intégration de toutes sortes de documents et de médias d'intérêt local. En découper est plus subtil. Mais le pareil attire le pareil, et la production de produits tels que sélections bibliographiques, présentations publiques de

4. Gérard Littler, « Fonds local et régional », in *Conservation et mise en valeur des fonds anciens, rares et précieux, des bibliothèques françaises*, Villeurbanne, Presses de l'ENSB, 1983, p. 188.

5. Marie-Agnès Ibar, *Constituer un fonds local : l'exemple de la Bibliothèque municipale de Versailles*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Marie-Françoise Bois-Delatte : Villeurbanne, Enssib, 2002, p. 49. [En ligne] : < <http://enssibal.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/ibar.pdf> >. Le ressort de Seine-et-Oise constitue, pour les collections versaillaises, un territoire plus pertinent que celui des seules Yvelines, et rejoint celui des Archives départementales « des Yvelines et de l'ancienne Seine-et-Oise ».

nouveautés du fonds local, expositions d'images... est un excellent moyen pour faire appréhender les orientations du fonds et attirer des propositions enrichissantes.

3

LA FABRIQUE DES FONDS LOCAUX : CONSTRUIRE DES PARTENARIATS

par
Anne Meyer

Le terme de *Grande Fabrique*, qui apparaît à Lyon lors de l'établissement de règlements demandés par Colbert en 1667, ne désigne pas une usine, mais un ensemble de petites manufactures dispersées où les différents métiers œuvrent ensemble à la création de tissus de soie. Quelle que soit la taille d'une bibliothèque, celle de son territoire, quelle que soit l'ampleur de ses moyens, elle n'est jamais qu'une de ces manufactures partenaires de la collecte et de la valorisation des fonds locaux ou régionaux. Dominique Arot, qui introduisait le 4 avril 2013 une journée d'étude organisée à Arras par le service commun de la documentation (SCD) de l'université d'Artois¹, sur le thème de la réinvention de la bibliothèque, se demandait de quel projet politique la bibliothèque d'aujourd'hui était porteuse, quels manques elle pouvait combler. Il proposait qu'elle se recentre sur trois missions essentielles :

- vivre ensemble ;
- apprendre, informer ;
- penser, chercher.

La fabrique des fonds locaux inscrit aisément ses partenariats dans ces trois missions.

D'UNE BIBLIOTHÈQUE L'AUTRE...

+++++

Sur un territoire défini, les fonds locaux sont encyclopédiques, concernent tous les publics, couvrent toutes les époques, se déclinent en tout type de document sur tout support. Leur gestion est fortement différenciée d'un établissement à l'autre et ils sont plus ou moins dispersés. Avant de

1. Alain Sainsot, « Réinventer la bibliothèque ? », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2013, n° 4, pp. 55-57. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2013-04-0055-002> >.

s'ouvrir à des partenariats extérieurs, la bibliothèque doit entreprendre un travail de cartographe :

- les fonds locaux dépendent-ils en grande partie d'un service ou d'un département autonome, doté de sa propre équipe, son budget, sa politique d'acquisition, sa politique culturelle... et sa propre salle de lecture, voire son propre bâtiment ?
- les fonds locaux sont-ils globalement regroupés, identifiables, mais gérés avec d'autres collections, par exemple disposant d'un espace dédié dans une salle de fonds ancien ou un département Histoire ?
- les fonds locaux sont-ils répartis entre documentaires et fictions ? Intégrés aux thématiques d'autres départements ? Répartis par type de document (les périodiques locaux au sein d'une salle d'actualité), ou par support (les collections photographiques regroupées au sein d'une unique photothèque), par date ?

Comme le regroupement intégral des collections locales, des services et des publics est peu fréquent, les premiers partenariats seront à construire au sein même de la bibliothèque. Si dispersion il y a, elle ne menacera pas la visibilité des collections locales et régionales, la dynamique des projets, pourvu que...

- le catalogue et la bibliothèque numérique proposent des facettes permettant de reconstituer virtuellement les collections ;
- une commission acquisition soit créée, qui veille à la complétude ;
- le site web de la bibliothèque les mette en valeur, que des contenus soient produits autour de ces collections ;
- des expositions soient régulièrement proposées ;
- des animations soient menées transversalement : ateliers pédagogiques sur la presse régionale, balades urbaines* sur les traces d'un auteur local, etc.

Plus le fonds local est dispersé, plus sa visibilité tient à la qualité de la dynamique collective.

Si la bibliothèque est pôle associé* de la BnF pour la collecte du DLI, la position de ce dernier dans l'organigramme de la bibliothèque est déterminante. Est-il au cœur des contenus ou bien dépendant d'un service technique, acquisitions, bibliographique ? Plus le dépôt légal est considéré comme un producteur de contenus, plus il alimente les collections locales en documents ignorés du circuit traditionnel des acquisitions. Le traitement documentaire de ce dépôt légal d'intérêt local ou régional doit être exigeant car c'est une matière extraordinaire pour les chercheurs, mais aussi pour des expositions et diverses animations.

Tous les métiers du livre sont potentiellement partenaires. Les éditeurs de périodiques peuvent trouver leur intérêt à la fourniture gratuite de titres régionaux qui seront valorisés en salle de lecture. Quand la bibliothèque fournit de l'iconographie, elle trouve autant sinon plus d'avantages à figurer comme partenaire dans un encart inséré dans une publication, à une présence forte au générique d'un documentaire, que dans la rémunération par l'éditeur de sa prestation technique de numérisation.

VIVRE ENSEMBLE OU LE GÉNIE DU LIEU

+++++

Les partenariats avec les associations sont très porteurs : par leur réseau, elles sont des relais de communication, gèrent des collections qui pourront enrichir les expositions de la bibliothèque de documents ou d'objets jusqu'ici invisibles² pour le grand public, elles constituent des viviers d'intervenants. De nombreux petits musées associatifs sont intéressés par une vitrine temporaire de leurs collections et un accueil lors de visites VIP pour leurs membres. Au-delà du prêt temporaire, les associations du patrimoine doivent savoir qu'elles peuvent compter sur la bibliothèque pour accueillir leurs documents quand elles décident de ne plus les gérer, que la bibliothèque peut leur donner une seconde vie en leur offrant de meilleures conditions de conservation et une visibilité élargie. Quant au vivier d'intervenants, les membres des associations de sauvegarde du

2. Certaines associations, en pénurie de bénévoles, n'ouvrent leurs locaux qu'aux Journées européennes du patrimoine, au sein d'une programmation éphémère si pléthorique qu'elle en devient illisible.

patrimoine interviennent volontiers pour des conférences, tables-rondes. Des forums thématiques peuvent être accueillis par la bibliothèque, permettant aux associations de se faire connaître, de diffuser leurs publications, de se rencontrer.

Il s'agit d'actions « en les murs », les bibliothèques doivent aussi se penser « hors les murs », mais sans pour autant oublier leurs fondamentaux.

Les balades urbaines existaient depuis longtemps à Lyon, organisées par l'Office de tourisme, par les musées Gadagne d'histoire de Lyon, et par des associations de sauvegarde du patrimoine, pour leurs adhérents. Les bibliothécaires, qui sont aguerris aux visites de leurs expositions, ne peuvent-ils pas aussi faire visiter ce musée vivant que constitue leur ville ? Les balades patrimoine* sont une initiative récente, qui consiste à déambuler dans un quartier pour en raconter l'histoire, en partenariat avec d'autres services municipaux, par exemple la voirie ou les espaces verts, avec des associations expertes du patrimoine naturel végétal ou animal³, avec des comités de quartier qui vont parler du vécu des habitants. Ces balades à plusieurs voix rencontrent un très grand succès : relayées par la communication de la bibliothèque et celle de la Ville, mais aussi par la presse et par des réseaux sociaux qui compilent les sorties et les loisirs, elles attirent les habitués... et les autres, habitants du quartier, nouveaux arrivés, touristes. Les collections de la bibliothèque s'invitent en support du discours, sous la forme d'un livret proposant des photographies ou des plans anciens, des extraits littéraires, de petites bibliographies pour prolonger la visite⁴. D'autres balades vont permettre de découvrir un bâtiment enchâssé dans un quartier porteur d'une histoire particulière : par exemple la Grande Mosquée de Lyon dans son quartier hier industriel, devenu aujourd'hui pôle santé de l'Est lyonnais.

Du partenariat au collaboratif, il n'y a qu'un pas. Son succès est affaire de sens, étroitement lié à l'ADN du territoire. La photographie est dans l'ADN de Lyon, ville où les frères Lumière ont « inventé » le cinéma, mais surtout

3. La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA Rhône) : < <http://www.frapna-rhone.org> >, Naturama : < <http://www.naturama.fr> >.

4. La bibliothèque a envisagé un moment l'usage de tablettes numériques pour utiliser la réalité augmentée, mais le nombre élevé des participants et les aléas de la météorologie l'en ont rapidement dissuadé !

connu une immense notoriété dans la photographie. La bibliothèque conserve des milliers de photographies. Tout en les numérisant pour alimenter *Photographes en Rhône-Alpes*⁵, elle sollicite les photographes amateurs et professionnels pour qu'ils déposent leurs photographies ou celles de leurs proches. Sur les 50 000 photographies en ligne, 10 000 proviennent de ces contributeurs qui ont découvert cette entreprise de collecte des mémoires du paysage, ou ont participé à l'une des balades photographiques organisées par la bibliothèque, dont l'aboutissement est une exposition participative. La bibliothèque est dans son rôle. Elle fait réseau : ces balades encadrées par un photographe professionnel permettent aux participants de progresser ensemble, de se rencontrer. Elle produit une indexation normée, enrichie de résumés. Elle met ses savoir-faire au service de la créativité des publics.

Pour conclure cette partie consacrée au vivre ensemble à Lyon, citons le *Guichet du savoir*⁶, un service de question-réponse. L'excellente idée était de rendre accessible à tous, en les cumulant, les questions et les réponses. Le *Guichet*, grâce à l'investissement des bibliothécaires sur le local, complète aujourd'hui d'une encyclopédie collaborative la prestation de service initiale. Le génie du lieu s'y manifeste de multiples façons : on y repère aisément les débuts des chantiers urbains qui questionnent les riverains sur l'histoire de leur quartier, les futures monographies historiques, les futurs parcours qu'offriront bientôt les guides touristiques, les prochains articles historiques dans la presse locale... et parfois, les thèses en cours ! Le *Guichet* est un outil de veille documentaire. Il contribue au développement des compétences des bibliothécaires, les pousse à une connaissance approfondie et réactualisée en permanence de leurs propres collections et des ressources extérieures complémentaires.

5. *Photographes en Rhône-Alpes*, base des photographies régionales : < <http://collections.bm-lyon.fr/photo-rhone-alpes> >.

6. *Le Guichet du savoir* : < <http://guichetdusavoir.org/> >.

APPRENDRE ET INFORMER OU LA NÉCESSAIRE MÉDIATION DES CONTENUS

+++++

En quoi les partenariats permettent-ils de développer la médiation des contenus ? On rencontre trois champs où se déploie la dynamique du réseau des services culturels : les projets de numérisation, les nouveaux services et les événements culturels.

Pour certains contenus, leur dispersion au-delà des magasins de la bibliothèque est inévitable : documents iconographiques, presse locale, annuaires. Les hasards des entrées obligent à compléter les collections et donc à répondre conjointement, entre services culturels, aux appels à projets de numérisation. Mais il est possible également de constituer des collections thématiques multisupports : presse spécialisée, monographies et iconographie de la bibliothèque, rejoignant les registres d'une corporation conservés aux archives municipales, complétées des photographies des collections du musée historique de la ville. Ces projets sont complexes car la maîtrise du numérique varie d'un service culturel à l'autre. Et comment ensuite fédérer ces collections dont les métadonnées sont hétérogènes ?⁷

La mutualisation des pratiques professionnelles entre établissements culturels d'un même territoire peut concerner les pratiques documentaires – par exemple quand les bibliothécaires souhaitent utiliser les techniques archivistiques pour décrire leurs fonds (format EAD). Les musées ont une avance considérable dans le domaine de la médiation du patrimoine pour la jeunesse. Ainsi, la demande des villes pour les ateliers périscolaires va renforcer les collaborations entre services culturels, par des partages d'expérience et aussi pour construire une offre globale cohérente.

Les expositions sont des formes particulières de médiation des contenus, scénarisés pour raconter une histoire. Le prêt d'œuvres ou la numérisation pour réaliser des fac-similés lors d'expositions font partie du courant des partenariats entre services culturels. Mais aucun catalogue ne remplace la connaissance des fonds du bibliothécaire, de l'archiviste, du conservateur de musée : le prêt devient rapidement une coproduction. Lors de festivals,

7. Sur les projets numérique, voir la contribution de Géraldine Bulckaen : « Et si le numérique représentait une nouvelle chance pour le local ? », p. 94.

de programmations culturelles au niveau d'une ville, la coproduction s'étend sur tout le territoire, les événements se tissent d'un établissement à l'autre, comme à Lyon lors des Quais du polar (festival annuel autour du roman policier), de Label Soie (festival annuel sur l'histoire des canuts et la création contemporaine) ou du Festival des roses, organisé au second trimestre 2015 à l'occasion de la Convention mondiale des sociétés nationales de roses. Ce dernier exemple est encore plus emblématique de la réactivité des acteurs : le projet était piloté par le Service des espaces verts de la Ville de Lyon, soulevant en quelques mois le réseau des services culturels, bibliothèques, archives, musées et des associations pour un vaste programme d'expositions, conférences, ateliers pour adultes et enfants, visites et balades...

Tous ces partenariats se développent sur un territoire arpenté depuis des lustres par la bibliothèque, correspondant à ces collectivités territoriales que sont la ville, le département, la région... La métropole, qui est une nouvelle collectivité, attribue de nouveaux périmètres à la lecture publique et au patrimoine. C'est un territoire en recherche de sens : tournée vers son passé, la métropole recherche ses emblèmes, tournée vers l'avenir, elle pousse tous les établissements culturels, quelles que soient leur taille et leurs missions à travailler ensemble à sa visibilité, dans un contexte parfois contraint budgétairement. Les nouvelles régions ne changeront rien pour le dépôt légal, mais généreront des partenariats entre structures désirant partager leurs bonnes pratiques et leurs meilleures idées.

PENSER, CHERCHER OU LE FONDS LOCAL COMME TERRAIN DE JEUX POUR LES CHERCHEURS

Que la bibliothèque numérise ses collections est une demande récurrente des chercheurs. Elle peut répondre à leurs souhaits de disposer en ligne de corpus particuliers, et donc numériser à la demande pour soutenir la recherche⁸. Mais elle peut aussi rendre visibles et exploitables des pans entiers de collections qui n'ont jamais fait l'objet de recherche.

8. C'est ainsi que la Bibliothèque municipale de Lyon (BmL) a numérisé les Archives de Pierre Charnier < http://collections.bm-lyon.fr/BML_01MAN00101 > à la demande de Ludovic Frobert (ENS Lyon) et George Sheridan (université de l'Oregon).

C'est particulièrement vrai pour la presse locale. Dans tous les cas, elle est suffisamment proche des chercheurs pour les inviter à partager leurs questionnements, avec les publics, même à mi-parcours de leurs thèses. Il faut sans cesse évaluer dans quelle mesure le bibliothécaire d'un fonds local peut apporter sa contribution à un projet de recherche, ou plutôt, comme le dit Raphaëlle Bats, être intégré⁹ (embarqué ?) en tant que partenaire actif de ce projet de recherche.

Le projet Recueil et sauvegarde du patrimoine industriel en Rhône-Alpes (RESPIRA), soutenu par le ministère de la Culture et de la Communication¹⁰, consiste à recueillir par entretien les mémoires de deux usines de textile artificiel en région lyonnaise, l'une au nord-ouest de Lyon à Vaise, l'autre à l'est à Vaulx-en-Velin. La mémoire des personnes ayant travaillé dans ces usines ou dont les parents y ont travaillé est mobilisée à partir de leurs photographies personnelles. Les entretiens sont filmés, retranscrits, les photographies sont numérisées au fur et à mesure que les personnes les montrent et les commentent. Ce projet « interculturel » est piloté par un enseignant-chercheur de l'université Lyon 1 au sein du laboratoire ELICO, plusieurs chercheurs de l'université de Lyon, en partenariat avec les associations locales qui s'intéressent au patrimoine industriel et la bibliothèque. Les associations, grâce à leur réseau, facilitent les prises de contact avec les futurs contributeurs. Le rôle de la bibliothèque est de réfléchir à un modèle de document numérique assurant la pérennisation et la valorisation de ces contenus. Elle intervient aussi parfois en soutien des ethnologues pour numériser les photographies. Dans ce partenariat, chacun contribue par son métier à la réussite du projet.

Dans la fabrique des fonds locaux, la coproduction est relative, différenciée et souvent expérimentale. Elle se déploie sur le temps long de la constitution des collections physiques et numériques, et beaucoup en mode projet. Elle demande une grande réactivité des bibliothécaires, qui doivent rester ouverts aux révolutions permanentes qui agitent le territoire.

9. Raphaëlle Bats, « Bibliothécaire intégrée ? », *Crieurs publics*, 12 octobre 2014. [En ligne] : < <http://crieurspublics.blogspot.fr/2014/10/bibliothecaire-integree.html> >.

10. Appel à projets de recherche 2014 « Pratiques interculturelles dans les processus de patrimonialisation », Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation, Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie.

PARTIE II

QUESTIONS TRANSVERSALES

1. HÉRITAGES ET PATRIMOINE EN DEVENIR : RÉFLEXIONS À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE DE LA BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE MANIOC

par Anne Pajard

2. LE SIGNALEMENT COOPÉRATIF DES FONDS LOCAUX

par Agnès Babois

3. LES LANGUES RÉGIONALES : UNE POLITIQUE DOCUMENTAIRE EN MIROIR ?

par Jérôme Schweitzer

4. LES ÉPHÉMÈRES, UN CAS PARTICULIER

par Séverine Montigny

5. LE DÉPÔT LÉGAL IMPRIMEUR PEUT-IL AVOIR UNE SIGNIFICATION RÉGIONALE ?

par Bernard Huchet

1

HÉRITAGES ET PATRIMOINE EN DEVENIR : RÉFLEXIONS À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE DE LA BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE MANIOC

par
Anne Pajard

La question du patrimoine « local » ou « régional » a longtemps été considérée comme secondaire au regard des définitions institutionnelles du patrimoine, même si les bibliothécaires¹ intégraient dans leurs fonds patrimoniaux des collections locales ou régionales plus récentes. Mais le rapport de l'Inspection générale des bibliothèques (IGB) publié en 2010² reconnaît la dimension patrimoniale des fonds locaux, leur offrant ainsi davantage de légitimité sur un territoire marqué par des lieux, des événements, un contexte culturel, économique, politique et social.

Les technologies de l'information et de la communication ne sont pas étrangères à cette reconfiguration : le sentiment d'un monde globalisé contribue au désir de rendre visible la diversité et de renforcer la continuité en favorisant les ancrages territoriaux. Depuis une dizaine d'années, des bibliothèques numériques territoriales relèvent de lieux et de temps, de volontés d'inscription dans des ensembles culturels ou politiques qui ont à voir avec les dynamiques identitaires.

Cette contribution présente les réflexions qui accompagnent la genèse, la mise en œuvre et le développement de ces bibliothèques numériques territoriales en prenant appui sur l'expérience de la bibliothèque numérique Caraïbe, Amazonie, Plateau des Guyanes : Manioc. L'intérêt de cette expérience réside probablement dans un regard aux multiples échelles et influences (locales, nationales, régionales³, internationales), souvent complémentaires mais parfois inscrites au cœur de tensions importantes.

-
1. Nous utilisons cette expression générique pour définir les personnels de bibliothèques.
 2. Inspection générale des bibliothèques, *La formation aux questions patrimoniales dans les bibliothèques : rapport à Monsieur le ministre de la Culture et de la Communication*, Rapport n°2010-016, septembre 2010. [En ligne] : < http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2010/52/1/Formation_aux_questions_patrim_def_166521.pdf >.
 3. La référence à la région n'est pas employée pour définir un territoire administratif mais comme espace géographique et culturel transnational.

ENCADRÉ**LA BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE CARAÏBE,
AMAZONIE, PLATEAU DES GUYANÉS : MANIOC**

Initiée en 2006 par l'université des Antilles et de la Guyane et inaugurée en 2009, la bibliothèque numérique Manioc propose des dizaines de milliers de documents sur la Caraïbe, l'Amazonie, le Plateau des Guyanes. Toutes les collections sont accessibles en libre accès < <http://www.manioc.org> >.

Le projet, piloté par l'université des Antilles, associe une dizaine d'établissements documentaires (collectivités territoriales et universités), des partenaires privés ainsi que des laboratoires de recherche. Outre les financements des participants, Manioc s'appuie sur deux dispositifs : structure fédérative reconnue par le ministère en charge de la recherche, Manioc est également un pôle associé interrégional de la BnF dont sont membres les DRAC de Guadeloupe, Martinique et Guyane.

C'est probablement la première bibliothèque numérique ayant choisi de proposer des documents anciens numérisés (livres, archives, iconographies) aux côtés de productions contemporaines diversifiées (revues, bases de données spécialisées) dont elle assure l'édition numérique. Elle développe également une recherche fédérée sur l'ensemble des collections et sites soutenus par Manioc mais également, simultanément, près d'une dizaine de collections issues d'autres projets tels que la banque numérique des patrimoines martiniquais (BNPM), l'entrepôt de l'University of the West Indies (regroupant 17 nations dans la Caraïbe sur quatre campus) et la Digital Library of the Caribbean (University of Florida).

CONSTRUCTION DES COLLECTIONS

+++++

VALORISATION ET ATTRACTIVITÉ :**DE LA BIBLIOTHÈQUE AU TERRITOIRE**

La bibliothèque au XXI^e siècle n'est que relation : elle suscite ou crée des liens entre des productions de l'esprit, anciennes ou contemporaines, et des hommes d'aujourd'hui et de demain. Pour conserver sa place de médiateur, catalyseur de connaissance et de créativité, la bibliothèque doit en permanence métamorphoser ses pratiques pour s'inscrire dans les contextes de production, de circulation et d'usages de son temps.

Construire une offre numérique accessible à tous, et plus seulement limitée aux usagers fréquentant la bibliothèque physique, permet de repenser les enjeux et les projets depuis des flux de circulation qui ne sont plus seulement physiques. C'est l'occasion pour chacun de se pencher

sur le « capital » de la bibliothèque. Que peut apporter la bibliothèque, à l'échelle locale comme à l'échelle mondiale ? Aux usagers proches comme à d'autres situés à des milliers de kilomètres ? Que pourra-t-on considérer comme une richesse et que d'autres ne proposent pas ? Comment lui offrir une nouvelle visibilité ?

Ces questions, qui semblent éloigner la bibliothèque de l'espace physique, l'y ramènent pourtant. Plus les circulations des marchandises, des hommes et des idées s'intensifient, plus les besoins individuels et collectifs d'ancrage territorial et de représentation culturelle se renforcent et se saisissent des technologies. Ce phénomène converge avec les intérêts économiques et politiques autour du patrimoine. À l'heure du marketing territorial, des territoires numériques, le patrimoine et la culture sont envisagés comme une richesse exploitable, un outil mobilisable au service de l'attractivité des territoires. En percevant ce contexte comme un point de départ, les bibliothèques peuvent contribuer à créer des liens, et peut-être venir en contrepoids de dynamiques de repli identitaire, également à l'œuvre.

La bibliothèque numérique Manioc a fait le choix de s'inscrire dans une dynamique territoriale, marquée par une configuration complexe non calquée sur un territoire politique. Le choix de cette échelle a été conditionné par l'organisation de l'université pilote, alors implantée sur trois territoires distants et séparés par la mer : la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. Chacun disposait d'un conseil régional et d'un conseil général sans aucune autre structure politique ou administrative que celles de l'État. Le projet visait certes à mutualiser des ressources humaines, financières, technologiques mais aussi à fédérer des dynamiques transversales et à faire un atout de la pluri-territorialité, souvent vécue comme une contrainte. Depuis, l'université s'est scindée en deux et rien ne garantit que ce processus soit achevé. Manioc a survécu à cet « éclatement », s'adaptant aux multiples reconfigurations, grâce à sa plasticité, à sa dimension collaborative fortement installée et à l'intérêt commun des acteurs individuels et des institutions.

Le projet s'est initialement construit autour de deux objectifs : donner accès à des collections anciennes essentielles à la recherche sur l'histoire des territoires, et favoriser l'accessibilité, la visibilité et la circulation des productions scientifiques de la zone géographique et culturelle.

numérisation et édition numérique

Décliner la diversité des collections proposées par Manioc est une façon d'offrir une idée des vastes possibilités ouvertes aux professionnels qui s'engagent dans la construction de collections numériques.

Quelques précisions sur les modalités de constitution de ces collections s'imposent au préalable. La limitation à un espace géographique circonscrit par des frontières, à l'image des collections imprimées du « fonds régional » de nos bibliothèques physiques, n'a pas été privilégiée. Les contraintes de volume n'étaient plus de mise et il s'agissait de développer une vision humaniste du territoire et des problématiques liées, une perception qui admet la circulation comme un facteur essentiel et inhérent à l'idée de territoire dans sa dimension culturelle, *a fortiori* dans la Caraïbe. Afin de rationaliser les ressources humaines, la numérisation, les captations vidéo, la conformation des fichiers ainsi que les prestations graphiques des interfaces sont confiés à des prestataires.

Les collections « anciennes »

Les BU aux Antilles-Guyane, relativement récentes, ne disposent pas d'ouvrages tombés dans le domaine public. Ces collections, essentielles pour les chercheurs, sont disséminées dans les fonds patrimoniaux de bibliothèques de collectivités territoriales aux Antilles-Guyane, en France hexagonale et dans le reste du monde du fait des occupations coloniales qu'a subies la grande Caraïbe. Il a donc été proposé aux collectivités territoriales des Antilles-Guyane de participer aux projets de numérisation. Leurs collections ont été progressivement numérisées et les professionnels de ces bibliothèques sont devenus membres du projet.

Outre la mise à disposition des collections, l'investissement de ces professionnels a constitué un apport considérable au projet. Les professionnels connaissent les collections, leur histoire – souvent initiée par des dons, des legs de personnes qui elles-mêmes font partie de cette histoire du territoire –, leurs lecteurs aux profils divers, fidèles, ou curieux d'un jour, chercheurs ou passionnés... Ils connaissent également la culture de leur territoire. Quels que soient leurs parcours, leurs niveaux de formation, ils ont tous des connaissances qui peuvent être cruciales pour contextualiser les collections. Enfin, ils ont conscience qu'il ne s'agit pas simplement

d'une « niche » ou d'un patrimoine aux frontières locales étanches, mais bien que ces collections concernent une histoire plus vaste.

La quasi-totalité des collections ayant été numérisée, le projet s'est tourné vers des fonds de France hexagonale, situés dans des territoires ou des bibliothèques qui ont bien souvent une histoire en partage dont les collections portent la marque. Il peut s'agir pour ces établissements d'une simple mise à disposition des collections pour la numérisation, ou d'un véritable engagement dans cette aventure collective.

Les collections contemporaines

Le projet de mettre à disposition des travaux contemporains est toujours conditionné par les contraintes juridiques. Les choix auraient été très différents si la seule question posée pouvait être celle de la sélection et de la mise à disposition des documents : œuvres orphelines et traductions d'ouvrages incontournables pour la Caraïbe auraient très certainement constitué le cœur des collections. Mais cette contrainte initiale oblige à interroger le rôle de la bibliothèque dans un présent plus immédiat, voire à chercher comment la bibliothèque pourrait contribuer à la construction du patrimoine de demain. Cette question conduit à se focaliser sur le contexte institutionnel, son contexte, et à s'appuyer sur l'existant.

Manioc a mis en place un service d'enregistrement des conférences sur les différents campus avec pour objectif de valoriser l'activité de l'établissement en constituant une archive pérenne de la production scientifique. En l'absence de publications systématiques, les instances nationales d'évaluation étaient souvent dubitatives quant à la réalité de l'organisation des événements scientifiques. Les questions juridiques pouvaient être résolues relativement aisément, par la mise en place d'autorisations de diffusion signées par les intervenants. Le succès de ces collections a largement dépassé les attentes. À titre d'exemple, en 2014, la collection comprenait 1 300 interventions et comptabilisait pour cette seule année 250 000 téléchargements. Les statistiques de consultation montrent bien que ce corpus « local » trouve des publics à l'échelle mondiale.

Au-delà de ces captations, les collections contemporaines se sont également développées autour de l'édition numérique, avec l'accompagnement

d'une revue en accès ouvert⁴ et l'édition numérique de bases de données⁵. Il s'agissait d'accompagner des acteurs scientifiques à la structuration et à la mise à disposition sur Internet de projets et des données qu'ils contiennent : montage de dossiers, redéfinition du projet pour en améliorer la visibilité, mise en place ou adoption de chaîne de traitement et de publication, analyse des données... Ce travail de traduction met en œuvre des capacités relationnelles, des compétences d'analyse, d'ingénierie documentaire, d'utilisation des techniques et technologies (formats, logiciels, pratiques scientifiques de publication...).

LE PATRIMOINE : MARQUE DES SOUFFRANCES, DES CONFLITS ET DES PROJETS DE SOCIÉTÉ

+++++

Le monde des bibliothèques semble s'être encore peu penché sur les dynamiques de patrimonialisation, c'est-à-dire sur les processus de transformation d'un ouvrage ou d'une collection en un objet patrimonial, et sur les motivations et incidences de cette transformation. Deux éléments devraient inciter les bibliothécaires à interroger leurs pratiques : d'une part, les mises en question de l'universalisme et de l'objectivité formulées par la recherche en sciences humaines et sociales depuis les années 1970 ; d'autre part, les déplacements, la brutalité des changements économiques, politiques et sociaux, et les tensions perceptibles autour de la mémoire et du patrimoine.

INTERROGER LA VALEUR POSITIVE DU PATRIMOINE

Le patrimoine est inconsciemment associé à des valeurs positives, autant que le caractère ancien, nécessairement associé au précieux et à la nécessité de sauvegarde. Le patrimoine est venu servir en Europe l'idée de peuple en condensant par les monuments, musées, manuels scolaires,

4. *Études caribéennes : revue des mondes insulaires et tropicaux*, [En ligne] : < <http://etudescaribeennes.revues.org/> >.

5. *TRAMIL* (programme de recherche appliquée à l'usage populaire des plantes médicinales dans la Caraïbe). [En ligne] : < <http://www.tramil.net> >. *Esclaves et affranchis de Guyane* (principalement retranscription d'actes d'affranchissements d'esclaves). [En ligne] : < <http://www.manioc.org/esclaves> >.

une histoire de puissance et de conquêtes, représentant des événements ou des héros générateurs d'identités nationales. Ce modèle a influé sur la conception que la plupart des groupes pouvaient avoir de la nation et du patrimoine. Dans cette famille, l'écrit a cependant un statut complexe qui masque son rôle fondamental dans la construction des représentations. Il se distingue des monuments, des objets exposés au musée, car il véhicule des idées individuelles, sans doute moins asservies aux volontés politiques. Pourtant, tout ce qui s'inscrit dans ce grand récit national, y compris la littérature, doit être associé aux valeurs de la nation, et se trouve mobilisé à des moments stratégiques⁶. Toute démarche contemporaine de « mise en patrimoine » porte l'empreinte de ces valeurs, fût-ce en occultant ou minimisant dans une biographie exemplaire d'éventuels éléments négatifs. Un professionnel des bibliothèques n'aurait sans doute pas l'idée de créer une bibliothèque numérique des nazis, ou des collaborateurs, mais plus spontanément celle de la Résistance. La mémoire de la Shoah a ouvert une brèche dans cette vision positiviste du patrimoine et de l'histoire, en affirmant l'existence de crimes imprescriptibles.

Les questions qui se sont imposées dans le cadre de la création et du développement de Manioc touchent des problématiques qui peuvent sembler très anciennes, mais qui ont un écho très contemporain. Il s'agit du « patrimoine » et de la mémoire sociale de la traite transatlantique, de l'esclavage, de la colonisation et de la construction des représentations et des inégalités qui en découlent jusqu'à présent.

PATRIMOINE, TRACÉ ET LÉGITIMITÉ

La problématique initiale du projet Manioc répondait à des enjeux professionnels consensuels : numériser des livres dans le domaine public et les rendre accessibles. Les initiateurs du projet n'étaient pas spécialistes de ces fonds : leur mission était principalement de servir les chercheurs en valorisant leurs travaux et en mettant des sources à leur disposition. Les descriptions générales laissaient apparaître des fonds incluant l'histoire des explorations et « découvertes » de l'Amérique, des récits d'aventuriers, de missionnaires, des publications administratives, des ouvrages sur

6. La mobilisation de Voltaire suite aux attentats de janvier 2015 illustre ce processus.

l'histoire coloniale... Concentré sur de multiples aspects du projet (partenariats, financement, cahier des charges, métadonnées et autres soucis bibliothéconomiques du *xxi*^e siècle)⁷, nul n'était armé pour se pencher sur les problématiques soulevées par ces textes. Pourtant, très rapidement, les premiers sentiments de malaise à la lecture de textes d'un accès confidentiel, voire impossible, ont contribué à façonner le projet.

Ces collections ne racontent pas seulement l'histoire de la Caraïbe et de l'Amazonie, mais en filigrane l'histoire déroulée sur plusieurs siècles de la construction et de la légitimation scientifique, juridique, politique et économique de l'esclavage, de la colonisation, et du racisme. Des textes d'esclavagistes à ceux des abolitionnistes (empreints de paternalisme), en passant par la plume d'acteurs très divers venus des métropoles coloniales (religieux, fonctionnaires...), ces ouvrages condensent des siècles de construction de l'image de l'Autre, réduit, essentialisé, infériorisé, qui font partie de l'histoire des nations européennes et influent sur le monde contemporain. Comme le soulignent de nombreux chercheurs, l'esclavage n'est pas une erreur de la Modernité, il y est étroitement associé⁸. Plus de 12 millions de personnes ont été réduites en esclavage et transportées depuis l'Afrique pendant plusieurs siècles, nourrissant l'économie des métropoles coloniales européennes et influant sur le devenir des sociétés. L'esclavage est la trame qui a conditionné le peuplement et le devenir de ces sociétés, et plus particulièrement de celles de la Caraïbe.

Cette question nous confronte à tous les conflits d'aujourd'hui entre mémoire et histoire, entre la conscience de l'horreur, du terrible, de la tragédie, et des résistances individuelles collectives, transmise de génération en génération par des populations malgré l'absence de matérialité, d'inscription et de légitimité, et les traces de cette histoire. La reconnaissance d'une vérité historique est avant tout une vérité documentaire, et l'absence d'écrits est liée au doute, à la suspicion de la mémoire. La mémoire

7. Le premier lot de numérisation n'était composé que d'un échantillonnage d'environ trente documents.

8. Paul Gilroy, *L'Atlantique noir. Modernité et double conscience*, Paris, Éditions Amsterdam, 2010 (coll. Histoires Atlantiques).

de l'esclavage est soumise à un double doute : à la question de la preuve documentaire s'ajoute celle du temps et d'une mémoire sociale indirecte⁹. Outre les privations quotidiennes et les sévices qu'il subit, l'esclave ne doit pas laisser de traces ; il est privé de son nom, de la capacité à produire des objets ou à écrire, privé même de la capacité à communiquer par le langage (les esclaves de même origine sont séparés à leur arrivée afin de limiter les possibilités de rébellion). Il se crée donc au fil des siècles un écart important entre le patrimoine reconnu par la nation autour d'une trace durable, et ce qui fait le bien commun, l'héritage et le devenir de ces populations malgré les dynamiques d'aliénation. Cette question est amplifiée par la faiblesse des traces matérielles des Amérindiens natifs de la Caraïbe, exterminés à l'arrivée des premiers Européens. L'histoire d'autres migrants arrivés après l'abolition de l'esclavage dans la Caraïbe et qui constituent une part importante de la population, tels que les travailleurs engagés indiens, n'a pas non plus de place légitime dans le récit de la nation.

Jusqu'aux années 1990 aux Antilles, les musées du xx^e siècle présentaient les fastes de la vie coloniale (mobilier, tenues vestimentaires...) : le bâti valorisé est la maison coloniale, la statuaire érige en mythe l'action d'Européens en faveur de l'abolition de l'esclavage (Victor Schœlcher pour les territoires francophones), les bibliothèques présentent les ouvrages anciens des abolitionnistes européens, dont l'histoire est souvent peu connue en France hexagonale... Toute la littérature antillaise du xx^e siècle porte la marque de ce projet exprimé par le célèbre vers d'Aimé Césaire, « Ma bouche sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche, ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir »¹⁰. Mais la littérature n'exprime pas que cette souffrance des descendants d'esclaves, elle s'inscrit également dans le mouvement, dans la volonté de reconnaître l'histoire du territoire et dans la capacité à réinventer autour de son expérience, qualifiée par certains de « créole », « métissée » ou « hybride » : on peut y voir une déclinaison des questions posées par la mondialisation contemporaine : déplacements, relocalisations, différences

9. Christine Chivallon, *L'esclavage : du souvenir à la mémoire. Contribution à une anthropologie de la Caraïbe*, Paris, Kathala ; Centre international de recherches sur les esclavages (CIRESC), 2012 (coll. Esclavages).

10. Aimé Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*, Paris, Présence africaine, 1939.

culturelles et linguistiques... Elle invite à construire à partir du divers. La pensée archipélagique d'Édouard Glissant propose au monde un autre paradigme que l'Universel, fondé sur la Rencontre et la Relation. Le patrimoine n'est donc pas neutre, pas plus que les classifications universelles que nous utilisons au quotidien.

CONSTRUIRE LE PATRIMOINE

Le fonds local offre l'opportunité pour les professionnels de s'ouvrir à des réflexions auxquelles leur environnement les convie ou les confronte, et de s'affranchir des critères factuels ou chiffrés de l'offre documentaire ordinaire. La démarche est aujourd'hui difficile car il n'existe pas encore sur ce point de module de formation ou de boîte à outils. Le partage d'expérience est donc un premier pas.

Dans le cas de Manioc, ces premiers éléments sont parcellaires et hybrides ; ils ne représentent pas un état d'achèvement, une réponse, mais tout au plus des tâtonnements. Le « malaise » évoqué face aux collections (et qui manifeste bien l'absence d'étanchéité entre passé et présent) a conduit les professionnels à porter une attention redoublée aux questions de représentation. Il a conditionné une démarche d'expérimentation qui portait des territoires et qui a impacté tous les aspects du projet : son nom, la navigation, les métadonnées...

Trouver un nom, hors du référent colonial, que des populations extrêmement différentes pouvaient s'approprier, ressentir comme un patrimoine, une richesse commune, présentait une difficulté de taille. C'est l'un des premiers apports des collections contemporaines, *La civilisation du manioc amer*, qui a guidé notre choix : Manioc. Le manioc illustre symboliquement les territoires Caraïbe-Amazone : il fait écho au peuplement de la Caraïbe, au déplacement, à la nourriture, à l'ingéniosité de populations qui ont inventé des procédés pour extraire du manioc amer le jus dont la toxicité est mortelle, à des organisations sociales spécifiques et à bien d'autres éléments. Certains avaient suggéré le sous-titre « bibliothèque numérique Caraïbe ». S'est ensuivi un long débat où chacun démontrait que la Guyane faisait ou ne faisait pas partie de la Caraïbe. Si le sous-titre adopté a été « Bibliothèque numérique Caraïbe, Amazonie, Plateau des Guyanes », c'est parce que, malgré de nombreuses définitions englobantes les Guyanais ne

se sentent pas Caribéens. Le souci de ne pas imposer d'identité, mais de se concentrer sur une démarche qui ne nécessite pas de se sentir identique, a primé sur les arguments rationnels et documentés.

Nous avons également proposé, à l'ouverture du site, un modeste avertissement précisant que les ouvrages numérisés « restituaient la pensée sociale d'une époque ». À cet avertissement, s'est ajoutée une réflexion sur l'agencement de l'interface : le face-à-face entre ces collections anciennes et les travaux de recherche contemporains, émanant de chercheurs situés sur nos territoires, érigeait comme une rupture dans un espace pourtant commun, et autorisait un rééquilibrage des voix autant que l'imaginaire d'un devenir. Enfin, la décision de soutenir des projets en devenant éditeur de site et de bases de données poursuit cette trajectoire. L'un des premiers projets soutenus est le *TRAMIL* et accompagne le début d'un changement du statut patrimonial.

Contrairement à certains lieux physiques réhabilités et patrimonialisés dont le sens est parfois profondément réinvesti, la bibliothèque ne peut pas complètement inventer le patrimoine pour répondre à des stratégies. Elle se trouve dans cet entre-deux qui illustre peut-être le défi majeur des sociétés : composer avec des héritages parfois complexes, et contribuer à dessiner des pluralités contemporaines en dialogue.

VISIBILITÉ ET MÉDIATION

+++++

MÉDIATION : VERS LES COLLECTIONS, VERS LES USAGERS

Afin de contourner les difficultés aujourd'hui classiques liées à la visibilité des bibliothèques numériques, l'équipe de Manioc a développé une stratégie de médiation s'appuyant principalement sur Wikipédia, Facebook et un blog hébergé par Blogger. Cette stratégie s'articule principalement autour de deux objectifs :

- améliorer la diffusion de connaissances sur des sujets importants pour les populations de la région et sous-représentés sur Internet ;

- signaler l'existence de documents anciens et contemporains spécialisés sur ces questions, provenant principalement de la bibliothèque numérique Manioc, de façon à ce que les publics intéressés par ces sujets puissent accéder à ces documents.

Il s'agissait d'apposer des liens « fins » vers des contenus spécialisés issus de toutes les collections, en étroite relation bien sûr avec les articles enrichis. Au-delà de l'augmentation des consultations particulièrement palpable et de l'amélioration de l'indexation de la bibliothèque par les moteurs généralistes, cette stratégie a eu un effet significatif sur la connaissance des collections par les professionnels et la capacité à les resituer dans un environnement de la connaissance plus vaste. Plusieurs processus d'identification et d'enrichissement ont été mis en place qui ont impliqué de se plonger dans les collections et leurs contenus et font naître une multitude de liens inattendus. Plus de 200 contributions ont été ajoutées en trois ans.

Ce travail de médiation est complété par des articles publiés sur le blog de la bibliothèque numérique, et par l'animation de la page Facebook en vue d'autres modalités de médiation, vers des publics moins érudits.

Tous les ans, le groupe de travail interrégional réunit les partenaires du projet et, outre le fait de fixer les orientations et les chantiers à venir, travaille en ateliers à la médiation des collections. L'hétérogénéité du groupe constitue un apport considérable pour chaque individu autant que pour le projet. Ces ateliers, ouverts aux professionnels intéressés ne participant pas au projet, ont contribué à la réorganisation des métadonnées pour la navigation, notamment autour de quatre axes structurants : lieux, événements, personnages, sujets.

Cependant, la médiation reste dans une certaine mesure superficielle et ne répond pas complètement à la forte demande sociale de mise en récit. Il reste encore du chemin à parcourir pour approfondir ces voies qui ne font pas encore réellement partie de la culture professionnelle des bibliothèques, du moins à l'écrit.

DE L'INTEROPÉRABILITÉ AU TERRITOIRE AUGMENTÉ

Cette forme de coopération entre institutions différentes, issues de pays distincts, est particulièrement enrichissante mais souvent difficile à mettre en œuvre pour des raisons politiques, culturelles et organisationnelles. D'autres modalités de coopération peuvent être envisagées qui s'articulent principalement autour de l'interopérabilité de portails documentaires distincts.

Au-delà de l'interopérabilité, le décloisonnement apparaît comme l'élément incontournable qui contribuera à déterminer la place des bibliothèques. L'interopérabilité a déjà permis de développer des portails hybrides, associant données issues de la recherche, documents d'archives, fonds iconographiques... Les développements majeurs à venir pourraient s'organiser autour des lieux. Cette question nous ramène de nouveau à la question du local et des territoires comme première porte d'entrée pour agir et ouvrir vers de nouvelles expériences de contextualisation des données. L'enjeu contemporain dans lequel les bibliothèques peuvent jouer un rôle majeur est celui de l'information comme valeur ajoutée omniprésente depuis les lieux. Les collections pourraient venir enrichir des applications contextuelles de visite des villes, des monuments... Proposer aux usagers qui le souhaitent de prolonger leur parcours dans l'espace physique, apportant de l'épaisseur aux lieux, aux territoires, dont la perception est toujours forgée par l'imaginaire.

Si le local peut parfois être perçu comme un repli, il peut être, pour les bibliothèques, un point de départ, ouvert, vers des trajectoires multiples. Contribuer à la constitution du patrimoine local ou régional interroge la façon de créer le commun dans un monde où la relation à l'espace et au temps est en train de changer profondément. Les bibliothécaires peuvent poursuivre les voies tracées et légitimées qui envisagent le commun comme l'identique, ou ouvrir de nouveaux chemins pluriels et entrecroisés qui admettent le divers, le déplacement, le mouvement ; leur attention aux représentations met en dialogue des voix qui peuvent sembler incompatibles.

Le patrimoine local se trouve souvent pris entre un marketing territorial essentialisant et des demandes de légitimité sociales parfois conflictuelles. Les bibliothèques peuvent contribuer à l'apaisement, car elles constituent un pont entre les héritages et la construction d'un devenir, apportent de la continuité tout en ouvrant le champ des possibles.

2

LE SIGNALLEMENT COOPÉRATIF
DES FONDS LOCAUXpar
Agnès Babois

La coopération en matière de fonds locaux se développe la plupart du temps en parallèle d'actions plus spécifiquement patrimoniales. Les bibliothécaires, convaincus de longue date du bien-fondé de la coopération, initient des projets communs pour l'ensemble des pratiques de la bibliothéconomie, jusqu'à l'action culturelle et sociale¹. Leurs premières tentatives portent sur la constitution de catalogues collectifs, tout d'abord de périodiques (1918), puis d'imprimés avec l'adoption d'un format unifié pour les fiches catalographiques (1950).

Dans le cadre de la politique de l'État, la BnF a notamment pour mission la coopération par la mise en commun des ressources documentaires des bibliothèques françaises². Dans les années 1980, elle participe à la mise en œuvre du Catalogue collectif de France (CCFr) et prend en charge sa gestion à partir de 2001.

Les années 1980 amorcent aussi un mouvement de coopération en région. La loi de décentralisation du 2 mars 1982 et la création des régions en tant que collectivités territoriales incitent l'IGB à formuler des recommandations pour la création de services régionaux décentralisés de coopération³. Des agences régionales de coopération sont créées à partir de 1984, afin que les bibliothèques puissent partager compétences, ressources et moyens, avec, entre autres missions, celle d'améliorer le signalement des fonds régionaux.

À partir de 1988, sous l'impulsion des élus régionaux, les missions de coopération entre les bibliothèques et celles liées à l'ensemble des métiers du livre – édition, librairie – sont confiées à un seul organisme dans

-
1. Voir Pascal Sanz (dir.), *Guide de la coopération entre bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2009 (coll. Bibliothèques).
 2. Voir les décrets du 3 janvier 1994 portant création de la Bibliothèque nationale de France et du 9 novembre 2006. [En ligne] : < http://www.bnf.fr/fr/la_bnf/missions_bnf.html >.
 3. Louis Desgraves, *Le patrimoine des bibliothèques. Rapport à Monsieur le Directeur du livre et de la lecture*, Paris, Ministère de la Culture, 1982, 2 vols.

chaque région⁴. De ce regroupement naissent les structures régionales du livre (SRL). Aujourd'hui au nombre de vingt-cinq, elles sont presque toutes regroupées au sein de la Fédération interrégionale pour le livre et la lecture (Fill)⁵. Leurs missions sont de protéger et de valoriser, à l'échelon régional, le patrimoine écrit et graphique, de développer la lecture, de promouvoir la vie littéraire et l'économie du livre et de former les professionnels du livre.

Les fonds locaux, encore largement considérés par les établissements comme des fonds de conservation, se situent à la frontière du patrimoine et des collections de lecture publique. La toute récente *Charte de la conservation dans les bibliothèques*, publiée en 2014 par les deux ministères de tutelle, propose une définition renouvelée du patrimoine et réaffirme le caractère patrimonial des fonds locaux⁶. La coopération s'impose aux bibliothèques de manière plus évidente pour les fonds locaux car ils reflètent l'ancrage de l'établissement sur son territoire, ils constituent une spécialité de la bibliothèque et revêtent un caractère unique. Les lois de décentralisation des vingt dernières années n'ont cessé de renforcer la « culture » des territoires ainsi que la question de leur identité. C'est pourquoi le signalement, l'accès et la valorisation des fonds locaux sont une contribution nécessaire à cette identité territoriale. Les établissements affirment leur spécificité sur le territoire en offrant à leur public une connaissance des collections qui leur sont proches. Les fonds locaux des établissements se définissent de concert par une compréhension, à échelle géographique, du canton au département et à la région, et des régions, sur l'ensemble du territoire national.

4. Béatrice Pedot, « Les structures régionales pour le livre : évolution et tendances », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2003, n° 2, pp. 18-24. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2003-02-0018-004> >.

5. < www.fill.fr >.

6. Notamment les articles 5 et 146 de la Charte. [En ligne] : < www.patrimoineecrit.culture.gouv.fr/files/conservation_restoration/Charte%20de%20la%20conservation.pdf >.

DES BIBLIOGRAPHIES DE FONDS LOCAUX AUX CATALOGUES COLLECTIFS RÉGIONAUX : LES ANNÉES 1980-1990

De ce besoin d'échanges entre établissements naissent à la fin des années 1980 et au cours des années 1990 une multitude d'actions collectives soutenues par les régions et l'État. Elles se structurent au sein des agences de coopération entre bibliothèques : les bibliothécaires veulent proposer au public un accès à leur documentation locale, jusque-là peu signalée et peu accessible. Les professionnels ont conscience que la dispersion des collections, amplifiée par l'hétérogénéité des catalogues, est l'un des obstacles majeurs à la recherche et à la communication des documents. Les bibliothèques, surtout les plus petites, n'ont pas individuellement les moyens de mettre en place des outils adaptés et unifiés de signalement des collections. Les agences de coopération régionale des bibliothèques, de Basse-Normandie (1991-1996), de Rhône-Alpes (1992-1995), de Bourgogne (1990-1996) et de Languedoc-Roussillon (1996) ont chacune édité des bibliographies et catalogues régionaux⁷. Le recensement des fonds locaux s'est effectué à partir des catalogues d'imprimés de la fin du XIX^e siècle, des inventaires manuscrits, des fichiers manuels des établissements et des bibliographies régionales annuelles publiées par des sociétés savantes. C'est le cas de la *Bibliographie bourguignonne* publiée par la Société des Annales de Bourgogne depuis 1939 et de la *Bibliographie normande* publiée par la Société des Annales de Normandie depuis 1951. Ces bases bibliographiques préfigurent les catalogues collectifs, elles recensent chaque année toutes les publications sur une même région quels que soient leurs supports : imprimés, périodiques.

7. Hélène Lorblanchet, « Catalogues collectifs et accès à l'information », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1996, n° 5, pp. 110-112. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1996-05-0110-008> >. Serge Desgranges, « Les fonds anciens et locaux des bibliothèques de Basse-Normandie : un catalogue collectif sur cd-rom », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1996, n° 3, pp. 50-53. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1996-03-0050-011> >.

FONCTIONNEMENT DES CATALOGUES COLLECTIFS RÉGIONAUX : LES ANNÉES 2000

+++++

Sous l'impulsion des bibliothécaires, les agences de coopération régionales ont d'abord rassemblé cette documentation régionale sous forme de CD-ROM, en région Rhône-Alpes (1993) et en région Basse-Normandie (1994). Les CD-ROMs réalisés avec l'appui des principales bibliothèques des deux régions rassemblaient en Rhône-Alpes 150 000 notices de 22 bibliothèques de toutes tailles, et en Basse-Normandie 55 000 notices de 20 bibliothèques. Afin d'harmoniser les données catalographiques parfois composées de « notices maison », les informations proposées sont unifiées à *minima* : le nom de l'auteur, le titre, l'éditeur, la collection et l'année de publication. Un index propose une recherche sur ces mêmes champs, par sujet et par bibliothèque. Ces premières tentatives d'informatisation des données catalographiques ont été confortées dans les années 1990 par l'informatisation des bibliothèques avec l'acquisition d'un système intégré de gestion de bibliothèque (SIGB), et le lancement par l'Établissement public de la Bibliothèque de France (EPBF) de grandes opérations de conversion rétrospective des catalogues de fonds anciens des bibliothèques municipales. Dès lors, plusieurs régions se sont lancées dans la création et la diffusion de catalogues régionaux en ligne : en Bourgogne le *Catalogue de la bibliothèque bourguignonne* (2000), en Basse-Normandie le *Catalogue collectif Normand* (CCN - 2003), en Rhône-Alpes le portail *Lectura* des bibliothèques des villes-centres (2006), pour ne citer que ces trois exemples. Les modalités de participation des établissements et les modes de fonctionnement diffèrent selon les régions.

TROIS MODÈLES DE CATALOGUES COLLECTIFS

Aujourd'hui, le Centre régional des lettres de Basse-Normandie centralise les notices versées par 22 établissements : bibliothèques, musées et services d'archives. L'ensemble est importé dans un même SIGB avec dédoublonnage des notices et intégration des différentes localisations du document dans une zone unique. Ce principe a pour avantage de proposer une seule notice pour un même document présent dans les principales

bibliothèques de la région, y compris pour les plus petites d'entre elles. Cependant, les informations restent minimales sans aucune donnée d'exemplaires et leur mise à jour nécessite un contrôle *a posteriori* des bibliothèques participantes. La saisie dans une base unique des fonds régionaux de Basse-Normandie et de la *Bibliographie normande* crée une confusion pour le public. La *Bibliographie normande* tend vers l'exhaustivité de la production éditoriale régionale mais les acquisitions des établissements ne couvrent pas toute la production. Une des conséquences pour l'utilisateur du catalogue est qu'il n'existe pas forcément, dans les bibliothèques de la région, d'exemplaire d'un document décrit.

L'Arald anime et suit le site *Lectura* qui permet d'accéder simultanément aux catalogues et aux bases de données des 8 bibliothèques participantes. Le mode de gestion a pour avantage la mise à disposition d'informations directement saisies par les établissements et leur mise à jour en temps réel. Cependant, le catalogue peut proposer plusieurs versions d'une même notice et il est loin de signaler les fonds locaux des plus petits établissements.

Le *Catalogue de la bibliothèque bourguignonne* repose sur un système mixte qui s'appuie sur le SIGB de la BM de Dijon ; son catalogue en ligne filtre ses propres notices régionales, d'une part, et d'autre part celles des autres établissements participants, rassemblées et versées par le Centre régional du livre de Bourgogne.

Les autorités

À chacun de ces trois catalogues sont associées des notices d'autorité, auteurs et éditeurs. Elles sont créées pour le CCN lors de l'intégration des notices dans la base unifiée. Pour *Lectura*, elles sont issues directement des établissements participants au portail. En Bourgogne, les notices d'autorité permettent au public de découvrir les auteurs de la région dans une base biographique. Les notices auteur issues du répertoire de personnalités bourguignonnes dénommé R.a.b.u.t.in⁸, conçu à la BM de Dijon, est complété par le CRL de Bourgogne avec la contribution des bibliothèques participant à son réseau documentaire. Grâce à une forte mobilisation des professionnels

8. < www.bm-dijon.fr/opacwebaloes/index.aspx?idpage=149 >.

de la région, plus de 3 200 personnalités locales ou régionales, contemporaines ou anciennes sont référencées. Une interface ingénieuse permet au public d'effectuer plusieurs types de recherche : par ordre alphabétique (patronyme) ; par bibliothèque pour consulter les personnalités dont les œuvres et/ou les études critiques sont susceptibles d'être conservées dans chaque établissement ; et par une grille multicritères : nom, prénom, qualité, lieu et date de naissance ou bibliothèque référente pour la conservation des œuvres d'une personnalité locale.

Il est important de préciser qu'il s'agit d'outils de signalement et de localisation, et non de réservoir bibliographique permettant la dérivation de notices ou d'instruments de catalogue partagé. Ces catalogues ont été conçus pour porter à la connaissance du public des fonds peu connus et proposer aux chercheurs un repérage centralisé des références d'une même région. Les bibliographies proposent le dépouillement d'articles de périodiques, ce qui n'est pas le cas des réservoirs nationaux comme le Sudoc-PS⁹. S'ils n'ont pas été pensés comme des outils professionnels, il est assez courant qu'un bibliothécaire effectue une recherche dans un catalogue collectif afin de localiser d'autres exemplaires de sa région. Il est encore fréquent aujourd'hui que seul le catalogue collectif propose une notice d'un document local, même si elle est succincte.

ÉLARGISSEMENT DE LA REPRÉSENTATION ET DE LA PARTICIPATION DES BIBLIOTHÈQUES AUX CATALOGUES COLLECTIFS RÉGIONAUX

Aux cercles assez restreints d'établissements participant aux premières entreprises de catalogues régionaux se sont ajoutées de plus petites bibliothèques territoriales. L'informatisation des fonds anciens et locaux des premières bibliothèques reposait en partie sur les campagnes précoces de conversion rétrospective des catalogues, initiées dans la plupart des régions par l'EPBF. En 2004, le ministère de la Culture et de la Communication lance le Plan d'action pour le patrimoine écrit (PAPE), avec pour objectif de mieux connaître et d'améliorer les conditions de conservation, de signalement et de valorisation du patrimoine écrit en région¹⁰. De 2005 à 2007, une

9. < www.sudoc.abes.fr >.

10. < www.patrimoineecrit.culture.gouv.fr/pape.php >.

enquête nationale, menée en partenariat avec les DRAC a permis de dresser un état des lieux de ce patrimoine et d'identifier les principaux besoins. Des plans d'action régionaux ont été progressivement mis en place dans un grand nombre de régions afin de rassembler en vue d'objectifs communs les énergies des principaux acteurs. Le PAPE est devenu le cadre structurant de l'accompagnement de la politique patrimoniale de l'État en région. Les SRL participent pour partie à la mise en œuvre des plans.

Au niveau national, la BnF est également impliquée afin d'accompagner les bibliothèques des collectivités territoriales dans la promotion de leur patrimoine. Elle crée en 2006 le dispositif des pôles associés régionaux qui associe des partenaires au niveau régional avec plus ou moins de variables : la DRAC, les bibliothèques municipales classées (BMC), les SCD, la SRL et les établissements en charge de fonds patrimoniaux. Les objectifs des pôles associés régionaux sont définis dans une convention-cadre aujourd'hui quinquennale, avec pour axes principaux le signalement (recensement, rétroconversion ou catalogage des fonds patrimoniaux, anciens, locaux et spécialisés), la valorisation par le biais d'opérations de numérisation, et l'enrichissement de bibliothèques numériques.

Les pôles associés

Au sein du pôle associé, la SRL sert de relais pour l'organisation technique des actions de coopération. Des conventions bipartites entre SRL et bibliothèques intéressées fixent le cadre d'opérations de conversion rétrospective des catalogues, ou de numérisation. Elles précisent entre autres les modalités de réalisation des opérations et formalisent l'engagement de la collectivité à rendre accessibles ses catalogues informatisés via le CCfr, voire d'autres catalogues collectifs, pour la Basse-Normandie par exemple le CCN. La conversion rétrospective des catalogues de fonds locaux est l'un des moyens qui permet aux petites bibliothèques, souvent dépourvues de personnel en charge des fonds patrimoniaux et locaux, d'en proposer à leurs lecteurs un premier signalement dans leur propre catalogue et de les faire connaître par un signalement régional et national dans les catalogues collectifs. L'harmonisation avec les opérations nationales apporte de la cohérence aux projets. Les accords avec la BnF facilitent l'adhésion des collectivités au principe de versement des notices. Par ailleurs,

les catalogues se sont enrichis d'autres notices et supports en élargissant les partenariats avec les bibliothèques désormais informatisées. Nombre d'entre elles ont procédé à des états de collections et au catalogage de leur fonds locaux, bien souvent considérés comme une priorité pour la mise à disposition du public. La principale difficulté consiste pour les établissements à extraire leurs notices de leur propre SIGB, mais depuis les années 2000, la généralisation de la norme Z3950 a permis l'ajout de nouveaux fonds locaux aux bases collectives.

Localisation

Le CCFr permet aujourd'hui de localiser en France plus de 30 millions de documents imprimés et multimédia par l'interrogation simultanée du catalogue général de la BnF, du Sudoc, de la Base patrimoine ainsi que des catalogues de grandes bibliothèques municipales (Dijon, Limoges, Lyon, etc.) ainsi que ceux des bibliothèques spécialisées de la Ville de Paris. Le CCFr est également le répertoire des ressources documentaires françaises. Il propose la consultation du Répertoire national des bibliothèques et fonds documentaires (RNBFD) rassemblant le descriptif complet des bibliothèques et centres de documentations français – près de 5 000 établissements –, ainsi que de leurs fonds (2 300). Chaque fonds, y compris les fonds régionaux, fait l'objet d'un descriptif détaillé. Il permet notamment de se faire une idée globale d'un fonds sans pour autant proposer de description pièce à pièce.

NOUVEAUX OUTILS DE COOPÉRATION ET EXTENSION DES CATALOGUES COLLECTIFS DE FONDS LOCAUX

+++++

MOTEURS DE RECHERCHE ET MOISSONNAGE

Dotée de nouveaux outils, une toute dernière version du CCFr et de Gallica, la BnF accompagne les politiques des territoires¹¹. En 2015, une quinzaine de pôles associés régionaux contribuent à la valorisation du patrimoine, selon des programmes et des actions adaptés à l'évolution du contexte technologique et documentaire. Les perspectives de coopération de la BnF

11. < www.bnf.fr/fr/professionnels/anx_poles_autres/a.ccf_r_evolutions_interface.html >.

offrent de nouvelles possibilités pour signaler et décrire le patrimoine des bibliothèques dans le catalogue fédéré qu'est le CCFr, mais aussi dans les catalogues régionaux. De nombreuses bibliothèques numériques et portails régionaux de valorisation du patrimoine local ont vu le jour ces dix dernières années¹².

Les programmes coopératifs de numérisation de Gallica et les campagnes régionales mises en œuvre dans le cadre des pôles associés ont largement contribué à modifier le paysage du Net. La valorisation du patrimoine local passe aujourd'hui par la mise en ligne de documents numériques, les données catalographiques servent l'image en apportant les éléments descriptifs. Le portail *Bibliothèque numérique Caraïbe Amazonie et Plateau des Guyanes : Manioc*, créé en 2006, rassemble toutes les formes de la documentation régionale et fédère de multiples informations¹³. C'est une réponse collective exemplaire aux enjeux de préservation, de diffusion et de valorisation d'un patrimoine local.

Plutôt que des catalogues collectifs centralisés, les portails ont développé l'accès simultané à plusieurs catalogues avec des fonctions de recherche géographique grâce à la géolocalisation. Cette nouvelle approche est particulièrement pertinente dans le cadre des portails documentaires régionaux, indissociables d'une approche territoriale du patrimoine et des ressources documentaires¹⁴. L'évolution la plus marquante des portails documentaires est le passage d'une logique de catalogue collectif à une logique de moteur de recherche et de moissonnage. Elle repose sur l'interopérabilité qui implique une indexation harmonisée et la standardisation des formats de métadonnées. Dès le début des années 2000, la Banque numérique du savoir d'Aquitaine (BNSA) a expérimenté pour la première fois en France, à cette échelle, le respect complet des vocabulaires métiers, l'appui sur les métadonnées en Dublin Core (DC) et la mutualisation

12. Sophie Aude, *Les portails régionaux des bibliothèques*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Thierry Claerr : Villeurbanne : Enssib, 2013. [En ligne] : < www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/61093-les-portails-regionaux-des-bibliotheques.pdf >.

13. < www.manioc.org >. Voir la contribution d'Anne Pajard : « Héritages et patrimoine en devenir : réflexions à partir de l'expérience de la bibliothèque numérique Manioc », p. 48.

14. Jean-François Sibers, « Banque numérique du savoir en Aquitaine : dix ans pour la confluence des ressources patrimoniales en région », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2011, n° 4, pp. 50-56. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-04-0050-010> >.

par le moissonnage des entrepôts OAI¹⁵. Ce choix, alors pionnier, définit aujourd'hui le cadre dans lequel évoluent les portails, jusqu'au plus récent d'entre eux¹⁶.

Le portail des bibliothèques en Limousin

Si les portails de valorisation du patrimoine local reposent aujourd'hui en partie sur l'image numérique, ils proposent des ensembles catalographiques. Le portail des bibliothèques en Limousin (BIBLIM) est le site portail commun à sept grandes bibliothèques de la région Limousin et à celles qui ont des fonds spécifiques et patrimoniaux¹⁷. BIBLIM offre un ensemble global de services au public : catalogue régional, actualités, bibliothèque numérique patrimoniale. BIBLIM¹⁸ est d'abord un catalogue régional qui permet de chercher et localiser des livres, CDs, DVDs et offres numériques dans toute la région. Pour chaque exemplaire trouvé, BIBLIM fournit adresse, horaires, contact de la bibliothèque concernée et précise en temps réel la disponibilité du document. BIBLIM est l'aboutissement d'un projet coopératif impulsé et suivi par les bibliothèques partenaires, la DRAC Limousin, la BnF et le CRL Limousin, et coordonné par la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges (Bfm).

Au-delà de l'investissement financier important que nécessite la mise en œuvre d'un portail régional, les difficultés majeures sont d'ordre fonctionnel. Le porteur de projet SRL ou bibliothèque municipale à vocation régionale (BMVR) est chargé du fonctionnement avec un impact sur les ressources humaines non négligeable. Il assume la gestion matérielle en interne ou en externe des logiciels catalographiques, de bibliothèques numériques et de portail et les rapports avec les sociétés prestataires. Les partenariats reposent sur des conventionnements complexes, avec les partenaires régionaux et les partenaires nationaux comme la BnF dans le cadre du moissonnage de Gallica. C'est le cas des portails *Manioc*, *BNSA* et

15. < www.bnf.fr/fr/professionnels/formats_catalogage/a.f_dublin_core.html >. < www.bnf.fr/fr/professionnels/protocoles_echange_donnees/a.proto_oai.html >.

16. Sophie Aude, *op. cit.*, note 12.

17. < www.biblim.fr/exploitation/accueil-ermes.aspx >.

18. Il remplace MADUVIL (2006), le portail commun à la Bfm et au SCD de Limoges. Il a bénéficié de l'aide du ministère de la Culture dans le cadre du PAPE.

BIBLIM. Ce fonctionnement est assumé par plusieurs personnes dans les équipes mais, rapporté en équivalent temps plein (ETP), le temps consacré n'est en réalité que de quelques heures par semaine.

« Du point de vue de la coopération numérique, l'échelon régional apparaît comme un possible relais entre les niveaux local et national, répondant à la double nécessité de fédérer et de multiplier les accès aux ressources numérisées, dans un contexte où l'augmentation de l'offre accroît également les besoins de structuration et de visibilité. »¹⁹ Cependant, la recherche d'information par le public a profondément évolué. Les modes de recherche des internautes sont plus intuitifs et moins structurés. L'accès aux données se fait directement par des moteurs de recherche et pas spécialement dans des catalogues, dans la mesure où l'utilisateur veut en priorité accéder directement au document. Dans ce domaine, l'évolution des catalogues avec l'arrivée de nouveaux modèles comme le Functional Requirements for Bibliographic Records (FRBR)²⁰ permettra d'adapter l'information aux usages.

19. Sophie Aude, *op. cit.*, p. 69, note 12.

20. Ou fonctionnalités requises des notices bibliographiques. [En ligne] : < www.bnf.fr/fr/professionnels/modelisation_ontologies/a.modele_FRBR.html >.

3

LES LANGUES RÉGIONALES : UNE POLITIQUE DOCUMENTAIRE EN MIROIR ?

par
Jérôme
Schweitzer

L'annonce récente¹ du président de la République du dépôt d'un projet de loi constitutionnelle visant à ratifier la *Charte européenne des langues régionales et minoritaires* signée en 1992 par les États membres du Conseil de l'Europe, souligne les enjeux présentés par la diversité linguistique de la France. Les bibliothèques, établissements inscrits dans leurs territoires, reflètent les besoins de savoir exprimés par les populations qu'elles desservent. Dans le cas des langues régionales, leurs fonds expriment une quête de reconnaissance, d'apprentissage, de découverte ou de redécouverte de ce patrimoine propre aux différentes régions. Cependant, la littérature professionnelle dans ce domaine est assez rare alors que ces problématiques sont souvent spécifiques et suggèrent une nécessaire adaptation des politiques documentaires propres à chaque institution. Celles-ci ne peuvent se contenter d'appliquer pour ces fonds linguistiques le même type de démarche que pour les autres collections, elles doivent par conséquent s'adapter pour innover.

LES FONDS DE LANGUES RÉGIONALES : DES SPÉCIFICITÉS

+++++

En 1999, pour préparer la ratification de la charte européenne, Bernard Cerquiglini a répertorié dans un rapport sur les langues de France² 75 langues, dont une vingtaine en France métropolitaine. Il constate que moins de dix de ces langues disposent d'une tradition écrite ancienne ; à ce nombre s'ajoutent les langues non territorialisées que sont le yiddish, les langues parlées par les Tsiganes, l'arménien occidental, le berbère ou l'arabe dialectal. La France est bien un pays multilingue où le français

1. Dépôt d'un projet de loi constitutionnelle par François Hollande, en juin 2015.

2. Bernard Cerquiglini, *Les langues de France : rapport aux ministres de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, et de la Culture et de la Communication*, 1999. [En ligne] : < <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/994000719/index.shtml> >.

côteie au quotidien des langues comme l'occitan, le basque, le breton, le corse ou l'alsacien.

Néanmoins, les gouvernements successifs qui ont annoncé la ratification prochaine de la fameuse charte européenne, se sont, pour l'instant, toujours vu opposer l'article 2 de la Constitution qui précise : « la langue de la République est le français ». Pourtant, les langues régionales sont une réalité qui se concrétise dans l'oralité mais aussi dans l'écrit avec des fonds documentaires remontant parfois au Moyen Âge. Ces fonds se caractérisent d'ailleurs par divers éléments ayant une influence directe sur les politiques des bibliothèques :

- une production éditoriale relativement réduite : à l'exception des langues transfrontalières comme le catalan ou le basque, la production éditoriale en langue régionale dépasse rarement la centaine de titres par an³, ce qui constitue un frein important au développement d'une véritable politique d'acquisition. Ces productions éditoriales peuvent également surreprésenter certains secteurs comme la littérature, la poésie ou les ouvrages d'apprentissage linguistique ;
- être locuteur d'une langue régionale ne signifie pas forcément en être lecteur, d'autant moins que le passage de l'oral à l'écrit suppose une standardisation de la langue. Ce processus est nécessaire pour assurer une production écrite, mais il peut parfois être ressenti comme une menace pour la diversité linguistique ;
- l'ensemble des professionnels des bibliothèques ne maîtrise pas toujours la langue régionale, même si dans la majorité des cas les personnes en charge de ces fonds sont motivées et soucieuses de les valoriser⁴.

3. Julie Le Mest, *La place des langues régionales en bibliothèque municipale*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Michèle Coïc : Villeurbanne, Enssib, 2010, p. 31.

4. *Ibid.*, p. 12.

Face à ces enjeux, les bibliothèques doivent développer des stratégies afin d'adapter leur offre documentaire et être des acteurs de la diffusion et de la préservation des langues de France.

ASSURER LA VISIBILITÉ DES LANGUES RÉGIONALES

Les situations sont contrastées en fonction des identités régionales, des moyens mis à disposition par l'État et les collectivités locales ou de la vivacité de chaque langue. Mais de manière générale, une action directe visant à assurer la diffusion, la promotion et la visibilité de ces langues est toujours envisageable. Pour assurer ces missions, les bibliothèques développent des portails permettant de recenser, parfois d'y accéder, non seulement le patrimoine écrit mais aussi le patrimoine oral ou des vidéos des différentes langues. Sous l'égide de la médiathèque de Bayonne, le portail *Bilketa*⁵ lancé en 2015 permet d'explorer les collections d'une vingtaine d'établissements du Pays basque. Le portail *Occitanica*⁶ entend créer des outils de connaissance et de développement de l'occitan dans le cadre des missions du Centre inter-régional de développement de l'occitan (CIRDOC)⁷. Ces deux exemples regroupent aussi bien des bibliothèques publiques, privées, que des associations. Soutenus tous les deux par la BnF dans le cadre de sa politique de pôles associés, ils se distinguent par une volonté conjointe de diffusion et de transmission, en recherchant des synergies autour des langues régionales. Les textes numérisés, l'histoire linguistique, l'iconographie, etc. sont mis en avant, et sont associés à des vidéos, des sons, des calendriers d'événements, incitant les internautes à explorer toutes les richesses mises à leur disposition mais aussi à accroître leur connaissance de la langue.

5. < <http://www.bilketa.eus> >.

6. < <http://occitanica.eu/> >.

7. Marie-Andrée Ouret, « La valorisation des fonds basques », in Bibliothèque nationale de France, *Actes des 15^{es} journées des pôles associés et de la coopération, « les nouveaux visages du patrimoine »*, 2014. [En ligne] : < http://www.bnf.fr/documents/JPAC2014_OURET_present.pdf > et Benjamin Assié, « Le patrimoine occitan », *ibid.* [En ligne] : < http://www.bnf.fr/documents/JPAC2014_ASSIE_present.pdf >.

ACCOMPAGNER LES USAGERS ET LES PROFESSIONNELS

Cette action inscrite dans des réseaux correspond à la réalité des pratiques d'une langue au sein d'un territoire. La concrétisation de ce travail en coordination peut se traduire par ce type de portail, mais ce besoin de visibilité peut également prendre une forme plus prosaïque par le biais d'une inscription de la langue régionale dans la signalétique de la bibliothèque : un contact quotidien et familier avec la langue constitue un facteur favorable à son assimilation par les publics. Ce lien direct peut également comprendre le port d'un badge par les agents maîtrisant la langue régionale, afin de favoriser le dialogue avec le public. La plupart des langues régionales n'étant plus des langues de communication, offrir cette possibilité dans les bibliothèques contribuerait à leur retour dans la sphère publique⁸. Cette inscription dans le quotidien invite à s'intéresser également à l'usage professionnel des langues régionales ; des formations spécifiques existent pour le breton, le basque ou l'occitan, par exemple. La maîtrise de la langue semble essentielle pour mieux appréhender ses enjeux. Les professionnels les plus militants peuvent par ailleurs favoriser l'émergence de partenariats par leur implication dans le milieu associatif, ou leur connaissance de l'histoire linguistique et littéraire. Sans être indispensable, la maîtrise de la langue est un atout pour assurer la gestion de fonds que pourrait compliquer une connaissance insuffisante de la langue et de la culture régionales, d'autant plus que les outils de référence font souvent défaut et que ces collections courent le risque d'une mise au second plan⁹. La maîtrise de la langue doit également permettre son signalement par des indexations linguistiques dans les catalogues des bibliothèques, le Sudoc ou le CCFr. Cette démarche vise à offrir une visibilité globale sur l'offre dans ce domaine et sur son évolution.

VALORISER UN PATRIMOINE PLURILINGUISTIQUE

Outre ces actions favorisant la visibilité et la pratique quotidienne des langues régionales, les bibliothèques mettent en place des politiques de diffusion et de valorisation des fonds. En effet, les programmes de

8. Julie Le Mest, *op. cit.*, pp. 67-68.

9. *Ibid.*, p. 64.

numérisation tiennent compte de ces éléments, le « critère des langues de France » est par exemple mentionné dans les programmes de numérisation concertée de la BnF. Cette politique s'étend aux formes d'expression de la culture régionale dans d'autres langues nationales : en Alsace, divers groupes d'écrivains ont utilisé indifféremment le français, l'allemand ou l'alsacien entre les années 1850 et nos jours. La numérisation et la mise en ligne ne sont cependant pas une fin en soi, l'action des bibliothèques doit s'accompagner d'une valorisation *via* des portails déjà évoqués, ou par le développement d'outils nouveaux. C'est l'ambition du projet Restaura qui a obtenu un financement de l'Agence nationale pour la recherche (ANR) afin de développer des logiciels d'océrisation de trois langues régionales : le picard, l'occitan et l'alsacien¹⁰. Trois laboratoires travaillent de concert sur ce programme, à Amiens, Toulouse et Strasbourg. Les bibliothèques sont un soutien intéressant pour ce projet : elles ouvrent l'accès aux sources qui permettront de tester et mettre au point l'outil en développement.

Les documents numérisés peuvent également être des vecteurs de diffusion et d'animation du « fait local ». Dans le domaine linguistique, ces sources peuvent inspirer des associations de valorisation des langues régionales, soucieuses de faire redécouvrir des textes parfois oubliés. À Strasbourg, l'association Culture et bilinguisme s'appuie régulièrement sur des documents mis à disposition par la Bibliothèque nationale et universitaire (BNU) pour monter des soirées de lecture de textes d'écrivains régionaux comme René Schickele, Jean-Paul de Dadelsen ou Erckmann-Chatrian.

Éditeur régional

Autre moyen de valorisation : une action concertée avec le monde de l'édition qui, dans le domaine de la langue régionale, peut faire face à un marché limité. En 2014, l'exposition de la BNU, *1914, la mort des poètes* a mis à l'honneur Ernst Stadler, auteur de langue allemande né à Colmar. L'événement avait été suggéré par une maison d'édition qui a publié en parallèle la première traduction intégrale de l'œuvre majeure de ce poète expressionniste, *Der Aufbruch*¹¹. La bibliothèque est alors devenue

10. < <http://www.agence-nationale-recherche.fr/?Projet=ANR-14-CE24-0003> >.

11. Ernst Stadler, trad. Philippe Abry, *Le départ*, Paris, Arfuyen, 2014 (coll. Neige ; volume 29).

acteur de la culture locale en apportant un soutien concret à sa fabrication par la réalisation de cette exposition, accompagnée d'ateliers de création avec la Haute École des arts du Rhin, le Master édition de l'université de Strasbourg et les élèves de l'école du Théâtre national de Strasbourg¹². La mise en valeur de la langue de ce poète traduit ainsi la volonté des bibliothèques de participer à la diffusion de toutes les formes d'expression des identités linguistiques.

Ces divers exemples soulignent les problématiques spécifiques posées par les langues régionales. Public parfois restreint, marché de l'édition limité, auteurs oubliés, les bibliothèques doivent s'adapter à une situation démographique où les langues de France sont pour la plupart des « langues en danger ». Il s'agit d'innover pour favoriser la pratique de ces langues en les rendant visibles, audibles et présentes, aussi bien en ligne que sur les rayonnages ou dans les espaces des bibliothèques.

12. < <http://www.bnu.fr/action-culturel/agenda/1914-la-mort-des-poetes> >. Julien Collonges, Jérôme Schweitzer et Tatiana Victoroff (dir.), *1914, la mort des poètes*, [catalogue d'exposition, Strasbourg, Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, 22 novembre 2014-1^{er} février 2015], Strasbourg, Bibliothèque nationale et universitaire, 2014.

4

LES ÉPHÉMÈRES, UN CAS PARTICULIER

par
Séverine
Montigny

Les fonds locaux et régionaux comportent souvent des éphémères, ces pièces ou feuilles volantes échappant aux catégories bibliothéconomiques classiques et, de ce fait, largement délaissées, en dépit même de leur intérêt documentaire. On reviendra ici sur leur définition et leur place au sein de la documentation locale et régionale avant de proposer des pistes pour leur assurer une meilleure visibilité.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE DÉFINITION

+++++

Vieux papiers, occasionnels, bilboquets... Imprimeurs, collectionneurs ou bibliothécaires ont inventé un vocabulaire foisonnant pour désigner ces documents.

Le terme d'*éphémères* permet d'embrasser une grande diversité de types documentaires tout en insistant sur leurs caractéristiques communes :

- ils véhiculent une information vite obsolète au regard de leur caractère utilitaire ;
- leur conservation n'est pas prévue au-delà de leur utilité immédiate. Ces objets du quotidien peuvent donc devenir rares, quel que soit le nombre initial d'exemplaires ;
- ils sont diffusés gratuitement ou à faible prix, selon des circuits informels, en dehors des voies éditoriales classiques ou officielles. Beaucoup échappent donc aux circuits d'acquisition des bibliothèques, en particulier au dépôt légal, et des services d'archives ;

- ce sont des imprimés¹, même s'ils comportent parfois des éléments manuscrits. Leur essor est considérable à partir de la Révolution industrielle. En général, ils sont de forme modeste (qualité du support et de l'impression, dimensions), ce qui explique leur fragilité et contribue à leur rareté.

TYPLOGIES DOCUMENTAIRES

Bien que les besoins de la vie courante et les évolutions des techniques de l'information renouvellent la forme des éphémères et rendent difficile l'établissement d'une typologie complète, il en existe de plusieurs sortes. Signalons-en trois :

- les imprimeurs utilisent des classifications reflétant la nature de leur clientèle, comme la « Nomenclature des principaux bilboquets » de Marius Audin, qui ne cite pas, faute d'en avoir imprimé, de documents associatifs² ;
- pour les besoins du traitement documentaire, les bibliothécaires ont également défini des catégories fondées sur la forme des objets. Les affiches, les cartes postales, les périodiques les plus occasionnels et certaines brochures, assimilables à des éphémères, sont souvent gérés par les départements iconographiques ou les services des imprimés. Pour le « reste », la nature de l'information délivrée (publicité, information, propagande, etc.)³ ou la fonction du document (didactique et impérative, juridique, etc.)⁴ peuvent aider au classement ;

1. Les premiers documents imprimés, les indulgences, sont d'ailleurs classés au rang des éphémères (*L'éphémère*, Revue de la Bibliothèque nationale de France, n° 10, 2002, p. 19).

2. Marius Audin, Alan Marshall, Bernadette Moglia, *Ephemera : les imprimés de tous les jours, 1880-1939*, Lyon, Musée de l'imprimerie, 2001.

3. Cette catégorisation est proposée par Madeleine Barnoud pour les recueils de la BnF en 1998 (document interne).

4. Marianne Carbonnier, « Les "feuilles volantes" et le service des sources de l'histoire de France », *Bulletin d'informations de l'Association des bibliothécaires français*, 1983, n° 121, 1983, pp. 15-17, ici p. 15. [En ligne] : < http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/index-des-revues?id_article=41072 >.

- enfin, on peut envisager une classification des éphémères, comme en archives, selon leur origine : particuliers (travaux de ville, pièces administratives, titres de transport, etc.), associations (programmes, tracts, etc.), commerces (papiers à en-tête, images publicitaires, etc.).

UN INTÉRÊT RÉCENT DES CHERCHEURS

Désignés par des termes péjoratifs (*paperasse*, *pubblicazioni minori* en italien...), les éphémères ont longtemps été méprisés. Un document seul, non daté ou sans indication de provenance, peut n'apporter qu'une information médiocre à l'historien. En revanche, la masse d'un corpus permet comparaisons et observation de tendances.

Les éphémères ont d'abord intéressé des amateurs. Dès l'Ancien Régime, des particuliers regroupent des pièces témoignant d'événements vécus, comme les mazarinades⁵. À partir du XIX^e siècle, des collectionneurs développent un goût pour ces petits documents, dont ils se font les spécialistes⁶. Aujourd'hui, il entre aussi une dimension affective dans la collecte de ces souvenirs d'un temps révolu, et les sociétés d'amateurs, le Vieux Papier ou The Ephemera Society, sont toujours très actives et leurs publications font référence.

La bibliographie révèle un intérêt pour les éphémères bien plus développé chez les Anglo-Saxons. Le centre de recherche de Reading en Grande-Bretagne⁷, dirigé par Mickaël Twyman, est reconnu internationalement. En France, alors que les collections couvrent généralement les deux derniers siècles, les bibliothécaires et les chercheurs ont surtout étudié l'Ancien Régime⁸, soit que les corpus semblent plus maîtrisables, soit qu'ils permettent de traiter d'histoire événementielle, plus « noble ». L'histoire

5. On désigne par ce nom l'ensemble des pièces imprimées, pamphlets, satires et libelles, en vers ou en prose, visant le cardinal Mazarin pendant la Fronde (1648-1653), ainsi que les autres pièces produites en réponse par ses partisans. Leur corpus théorique s'établit entre 12 000 et 15 000 références.

6. John Grand-Carteret, *Vieux papiers, vieilles images : cartons d'un collectionneur*, Paris, A. Le Vasseur, 1896.

7. [En ligne] : < <https://www.reading.ac.uk/typography/research/typ-researchcentres.aspx#ces> >.

8. Par exemple : Nicolas Petit, *L'éphémère, l'occasionnel et le non livre à la bibliothèque Sainte-Genève (XV^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Klincksieck, 1997 (coll. Corpus iconographique de l'histoire du livre).

du livre est aussi très présente dans la bibliographie, souvent consacrée à des types documentaires (menus, faire-part...).

Les faits du quotidien intéressent cependant de plus en plus. Ainsi, le Mois du Patrimoine écrit de 2004, « Curiosités et éphémères »⁹, fait sortir de l'ombre des fonds documentant des phénomènes plus modestes et locaux, tels que la collection Delloye à Cambrai, composée d'une bibliothèque et d'un ensemble documentaire sur la ville et sa région, principalement au XIX^e siècle.

Récemment, on remarque également le projet Patrimonialisation des éphémères (PatrimEph), programme de recherche pluriannuel porté par plusieurs universités françaises (Cergy-Pontoise, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Bourgogne) qui interroge la place des éphémères dans le patrimoine écrit¹⁰.

LES ÉPHÉMÈRES DANS LA DOCUMENTATION LOCALE ET RÉGIONALE

+++++

DE L'INTÉRÊT DES ÉPHÉMÈRES POUR L'HISTOIRE LOCALE

Les éphémères sont des témoins parfois uniques de la vie quotidienne : une manifestation locale peut ne laisser d'autre trace qu'un programme ; une petite entreprise laisse rarement des archives, mais peut diffuser des prospectus... C'est en soulignant leur potentiel que Marcel Poète justifie en 1906 le lancement de la collecte d'« actualités » par la Bibliothèque historique de la Ville de Paris (BHVP)¹¹ : il s'agit d'ouvrir de nouveaux champs d'étude, sociaux, économiques ou culturels, et de constituer les matériaux de la recherche à venir.

9. Voir *Curiosités et éphémères : un patrimoine de circonstance*, Actes du colloque national de Chambéry (2004), Arald, Fédération française de coopération entre bibliothèques, bibliothèque municipale de Chambéry, 2005. [En ligne] : < www.arald.org/telechargement/183/actes_colloque_mpe_2004.pdf >.

10. Voir les actes des journées d'étude tenues en 2014, « Éphémères, un patrimoine à construire ». [En ligne] : < <http://www.fabula.org/colloques/sommaire2882.php> >.

11. Marcel Poète, « Rapport présenté par M. Marcel Poète au nom de la commission de réorganisation de ce service », *Bulletin de la Bibliothèque et des Travaux historiques de la Ville de Paris*, 1906, n° 1, p. XIV-XVI.

Les collections d'éphémères peuvent s'avérer très complémentaires des fonds d'archives, où l'on ne trouve que par incidence ce type de source. Leur collecte s'accompagne parfois de la constitution de dossiers documentaires sur des lieux, des personnalités ou des thématiques locales, comme à la BHVP, où Marcel Poëte lance une revue de presse à partir des journaux locaux. La numérisation de la presse régionale doit conduire à réévaluer cette pratique¹², voire à s'interroger sur la conservation de certains dossiers, surtout lorsque sources primaires, éphémères rares et précieux, et sources secondaires, coupures de presse et extraits de monographies, y sont mêlées. Mais on apprécie encore souvent leur intérêt documentaire et la rapidité d'accès à l'information qu'ils assurent.

Les éphémères présentent aussi de grands atouts pour la médiation de l'histoire locale auprès du grand public, en raison de leur esthétisme et de leur force d'évocation (ils renvoient à des réalités familières). En outre, il est aisé de numériser ou d'exposer de simples feuillets.

La présence forte d'un type d'éphémère dans une bibliothèque, en raison d'un don ou d'une histoire particulière, renforcée par la définition d'une carte documentaire régionale ou plus large, peut contribuer à la construction d'une singularité. C'est ainsi que la BM de Dijon et son fonds gourmand font référence pour l'histoire de la gastronomie. Citons également la collection de catalogues de constructeurs automobiles au Mans.

L'ORIGINE DES COLLECTIONS

Les collectionneurs privés sont à l'origine d'ensembles remarquables. Personnalités impliquées dans les institutions ou les associations de leur ville, ils peuvent en recueillir la production et ont le souci d'en faire don à leur bibliothèque. Leurs collections sont maintenues dans leur état originel de fonds d'archives privées, comme celle d'Arthur Labbé de la Mauvignière¹³ à Poitiers, ou réparties dans des séries thématiques ou typologiques.

12. Dominique Genuer, *Les dossiers documentaires à l'heure du numérique*, Mont-Saint-Aignan, Éditions Klog, 2012.

13. Anne-Laurence Mennessier, *Le traitement des éphémères en bibliothèque : l'exemple de la collection Arthur Labbé de la Mauvignière à la médiathèque François-Mitterrand de Poitiers*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction d'Anne Meyer : Villeurbanne, Enssib, 2005. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/1031-le-traitement-des-ephemeres-en-bibliotheque.pdf> >.

Le pourvoyeur d'éphémères le plus important ou le plus régulier pour les grandes bibliothèques régionales est le DLI. Même s'il exclut certains types de documents (travaux de ville, de commerce et administratifs, documents électoraux) et qu'il est difficile d'obtenir un versement exhaustif de producteurs amateurs ou informels, il y fait affluer affiches, catalogues et autres prospectus.

Enfin, les bibliothécaires peuvent effectuer une collecte volontaire, qu'elle soit ponctuelle, comme lors d'élections, ciblée, par exemple sur l'actualité culturelle, ou de grande ampleur, comme à la BHVP. Cet effort permet d'éviter de futures acquisitions onéreuses. Il ne faut pourtant pas s'en tenir à de l'accumulation documentaire, mais s'interroger sur la collecte à venir et sur son utilité, comme pour toute documentation.

UN PROBLÈME DE DÉNOMINATION

On repère peu de collections d'éphémères dans le Répertoire national des bibliothèques et des fonds documentaires (RNFBD), sans doute à cause d'un vocabulaire trop hétérogène : « ephemera » et « éphémères » sont rares ; « recueils » est trop flou. Parmi les fiches de fonds évoquant le DLI, seule celle de Nancy signale des « éphémères ». Pour les fonds d'archives susceptibles de comprendre des pièces d'intérêt local, elles se « cachent » souvent derrière le nom du producteur.

Les pages de présentation des collections sur les sites des bibliothèques, peut-être davantage consultés par les chercheurs travaillant sur des thématiques locales, ne mentionnent guère ces ensembles.

Cette relative invisibilité traduit les difficultés des bibliothèques à traiter ces documents : confrontées à une masse de petites pièces, elles semblent manquer de moyens pour engager leur signalement, voire leur classement et leur conditionnement. Enfin, la priorité donnée à la collecte et au renseignement des lecteurs maintient souvent les personnels chargés des dossiers documentaires et des éphémères dans un rôle de documentalistes, classant, mais signalant peu les documents.

ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DES ÉPHÉMÈRES

+++++

DIFFUSER UNE INFORMATION SIMPLE

Il convient d'abord d'établir des fiches de fonds dans le RNFBD. À défaut d'un vocabulaire normalisé, le terme de « recueil », qui ressort de l'organisation des documents, semble devoir être au moins précisé (« recueils de pièces », « recueils de faire-part »...). Une indexation uniforme des fiches pourrait ensuite permettre de recenser les fonds en France, comme en Australie¹⁴.

Localement, il paraît nécessaire de créer sur les sites web des bibliothèques des pages sur le fonds local et régional et, le cas échéant, le DLI. Les BM d'Orléans ou d'Épernay en donnent de bons exemples¹⁵.

METTRE EN LIGNE LE CADRE DE CLASSEMENT

La publication du cadre de classement des éphémères de la bibliothèque, même inabouti, est également souhaitable. Ceux des bibliothèques de dépôt légal imprimeur (BDLI), revus par le groupe de travail sur les recueils réuni en 2004 par la BnF, peuvent servir de modèles¹⁶. On répartit souvent les documents selon leurs dimensions, pour leur bonne conservation, les affiches constituant des ensembles distincts ; les séries peuvent être organisées par typologie documentaire (étiquettes, calendriers...), thème (sport, tourisme...) ou portée géographique : cela permet notamment aux BDLI de regrouper les documents intéressants d'autres régions que la leur et de répondre au problème de la répartition du DLI. De manière générale, les informations géographiques sont capitales pour un fonds local ; elles permettront une valorisation cartographique des données.

14. Michael Dewe, Paul Drew, "The collection of printed ephemera in Australia at national, state and local levels", *International Information and Library Review*, June 1993, n° 2, Vol. 25, pp. 123-140.

15. BM d'Orléans. [En ligne] : < http://www.bm-orleans.fr/medias/medias.aspx?INSTANCE=exploitation&PORTAL_ID=ermes_portal_0003.xml > et BM d'Épernay. < <http://mediatheque.epernay.fr/opacwebaloes/index.aspx?IdPage=408#> >.

16. Voir celui de Lyon. [En ligne] : < http://pleade.bm-lyon.fr/toc.xsp?id=FR693836101_001DL&qid=sd_x_q1&fmt=tab&idtoc=FR693836101_001DL-pleadetoc&base=fa&n=6&ss=true&as=true&ai=colle ction-cat >.

CHOISIR UN MODE DE TRAITEMENT

Devant la masse, il faut renoncer à un traitement à la pièce, sauf peut-être pour les pièces exceptionnelles. Le mieux est de choisir le niveau de description le plus adapté à la communication, généralement le dossier. Rassembler les documents par producteur permet de leur donner une place univoque.

Deux solutions techniques s'offrent aux bibliothécaires¹⁷. On peut cataloguer les dossiers en recueils, en Unimarc. Pour cela, on suivra le guide de catalogage de la BnF, qui fournit des modèles de notices minimales, ainsi qu'une typologie documentaire pour les titres forgés. C'est l'option la plus accessible pour la plupart des établissements : on utilise un outil et des compétences préexistants. Par ailleurs, les usagers pourront trouver les références des recueils simultanément à d'autres types de documents et appréhender la diversité et la complémentarité des collections. Cela suppose néanmoins un soin particulier dans l'indexation. En outre, le risque de « bruit » dans les résultats d'une recherche, sur un type documentaire par exemple, est réel et l'ensemble dans lequel s'inscrit un dossier n'est pas perceptible.

À ce traitement bibliothéconomique classique existe une alternative d'inspiration archivistique : l'inventaire en EAD. Tandis que l'Unimarc met sur le même plan toutes les notices, le format EAD permet de restituer le contexte de production des documents et de structurer l'information en niveaux hiérarchiques ; ainsi, le lecteur peut visualiser dans quelle collection se trouve un dossier, comment elle est classée et quels autres éléments proches pourraient l'intéresser. Un tel inventaire peut être publié à tous les stades de sa rédaction, du simple cadre de classement au catalogue détaillé des dossiers, voire des pièces, d'une série. Néanmoins, ce choix nécessite de former les bibliothécaires à l'utilisation d'un éditeur XML et de l'EAD. Pour les lecteurs, il induit un éclatement de la recherche dans une base distincte du catalogue, aux données peu interopérables : cet inconvénient paraît mineur dans le cas de collections très spécifiques d'intérêt local ou régional.

17. Sur ce point notamment, on se reportera avec profit au travail approfondi d'Anne-Laurence Mennessier, *op. cit.*

CHOISIR UN MODE DE PARTAGE DE L'INFORMATION

L'EAD offre de sérieux avantages pour la description d'éphémères, mais il pose la question de la diffusion des inventaires ainsi rédigés, à l'écart des catalogues traditionnels. Il est en effet difficile pour les établissements de se doter d'un deuxième outil de publication. Les catalogues collectifs, Calames ou le CCFr-Manuscrits, qui s'ouvrent à des types documentaires plus divers, offrent donc une première solution.

En local, faute de mieux, chaque établissement peut cataloguer les inventaires sous forme de fichiers PDF dans le SIGB, en Unimarc. L'idéal est d'utiliser un logiciel de publication permettant une diffusion sur le site propre de l'établissement. La BmL propose ainsi trois catalogues pour ses fonds patrimoniaux : une base traditionnelle en Unimarc, un ensemble d'inventaires en EAD, dont la « collection d'éphémères d'intérêt régional », et une bibliothèque numérique¹⁸. Cet éclatement de l'information peut être réduit en intégrant des images aux inventaires en EAD comme à Dijon¹⁹.

Mais il s'agit d'outils destinés avant tout aux chercheurs. Pour le grand public, on privilégie des bibliothèques numériques plus attractives, où l'image prime sur le texte, comme à Bordeaux²⁰. Limités dans leurs moyens et leurs droits, ces ensembles sont parcellaires ; une politique de numérisation exhaustive implique d'effectuer un catalogage à la pièce, envisageable avec le partenariat d'un organisme de recherche ou la participation des internautes²¹. Un projet collaboratif engendre un travail d'administration non négligeable, mais peut être très fructueux pour des documents parfois peu parlants comme les éphémères.

18. [En ligne] : < <http://www.bm-lyon.fr/collections-patrimoniales-et-specialisees/chercher-un-document/> >.

19. [En ligne] : < <http://patrimoine.bm-dijon.fr/pleade/> >.

20. [En ligne] : < http://bibliotheque.bordeaux.fr/le-patrimoine/bordeaux-et-laquitaine.dot?host_id=62909281-80c9-4bea-934d-e5034a95e7bc >.

21. Voir par exemple le projet Building Inspector de la New York Public Library. [En ligne] : < <http://www.nypl.org/collections/labs> >.

Masse documentaire, accroissement continu, variété typologique, fragilité rendent compliquée la gestion d'une collection d'éphémères. Mais il existe des modèles et des pratiques pour les classer et les signaler. À l'heure où la rétroconversion des imprimés et des manuscrits s'achève, en parallèle des fonds iconographiques auxquels ils sont parfois mêlés, il importe de révéler le potentiel de ces ensembles patrimoniaux originaux extrêmement riches pour l'histoire locale, et d'inventer des moyens de les valoriser.

5

LE DÉPÔT LÉGAL IMPRIMEUR PEUT-IL AVOIR UNE SIGNIFICATION RÉGIONALE ?

par
Bernard
Huchet

Il suffit de poser ainsi la question pour présumer la réponse : à plus de soixante-dix ans d'existence, le dépôt légal en région n'a qu'imparfaitement tenu les promesses qu'il semblait faire aux établissements dépositaires, avec cette ambiguïté qui depuis François I^{er} le frappe toujours d'un soupçon de censure. S'il conserve un objectif scientifique au niveau national, on ne peut ignorer qu'aujourd'hui les restructurations de la filière graphique ont fait bon marché de l'appropriation des contenus, et que la production des éditeurs français, éparpillée dans les régions au gré des passations de marchés et des fortunes de l'industrie, n'a plus de cohérence territoriale qu'à la marge, lorsqu'il existe encore sur place de puissants éditeurs régionalistes qui poursuivent un travail à l'ancienne. Pourtant, la conjoncture économique n'interdit pas des initiatives diverses qui feront de cette obligation légale, pour certaines bibliothèques tout au moins, bien plus qu'une charge excessive et pratiquement dénuée de contreparties. Constitué sous cette forme par la loi du 21 juin 1943, restructuré par des réglementations ultérieures, le DLI n'avait pas explicitement pour fonction d'enrichir en contenus les collections des bibliothèques dépositaires, mais de permettre un contrôle croisé qui dépisterait, entre la Bibliothèque nationale et ses correspondants en région, des lacunes éventuelles : c'est pourquoi les bibliothécaires des années 1960 ne lui reconnaissaient qu'un intérêt « discutable », en soulignant d'abord ses imperfections¹. L'institution demeure très jeune dans ses rapports avec les fonds locaux des établissements, dont la plupart ont pris leur essor au cours du XIX^e siècle ; elle n'en est que partiellement complémentaire, puisque les imprimeurs de chaque ressort peuvent évidemment produire des ouvrages sans autre

1. Marie-Thérèse Dougnac et Marcel Guilbaud, « Le dépôt légal, son sens et son évolution », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1960, n° 8, pp. 283-291. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1960-08-0283-002> >.

lien que matériel avec leur territoire. Enfin, les impératifs de conservation qui s'imposent aux bibliothèques font souvent du dépôt légal un fonds particulier par son régime, et dont l'intégration n'est guère possible aux autres collections de l'établissement – d'autant moins qu'au fil des réformes le législateur n'a cessé de réduire le nombre des exemplaires déposés².

UN LEVIER POUR LE FONDS LOCAL

Plusieurs bibliothèques depositaires s'efforcent néanmoins d'exploiter cette mission de contrôle émanant d'un réseau national pour en faire l'instrument d'une dynamique régionale, susceptible de recouper et de parfaire la collecte poursuivie par les responsables du fonds local : ce mouvement, qui apparaît clairement dans le rapport publié par l'IGB en 2013³, est sans doute conditionné par les priorités documentaires et les moyens en effectifs de chaque établissement, ce qui le rend inégal sur l'ensemble du territoire.

Par les réseaux qu'elle peut se constituer dans l'exercice de ses missions légales, par l'obligation qu'elle doit rappeler à tous les imprimeurs de son ressort, la bibliothèque est à même de se procurer des publications que les outils bibliographiques de veille documentaire ne peuvent cibler : c'est bien sûr le cas des éphémères (publicités volantes, cartons d'invitation, tracts), mais également d'innombrables brochures, bulletins, affiches, fanzines, et même de petites monographies, publiés par des particuliers ou des associations, qui sont révélateurs du fait local et doivent trouver leur place dans les collections de l'établissement. Suivant les cas, ils pourront faire l'objet d'un signalement plus élaboré que le tout-venant du DLI, ou d'une acquisition en double, sans doute onéreuse, pour compléter ainsi le fonds local.

-
2. Trois exemplaires suivant la loi du 21 juin 1943, deux à partir de la réforme de 1992 (décret du 31 décembre 1993), et un seul depuis le décret du 13 juin 2006.
 3. Thierry Grognet et Hélène Richard, *La gestion du dépôt légal imprimeur : rapport à Madame la ministre de la Culture et de la Communication*, Paris, Inspection générale des bibliothèques, septembre 2013, not. p. 25. [En ligne] : < http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2013/60/7/Rapport_DLI_definitif_octobre_280607.pdf >.

DÉVELOPPER LA COLLECTE AU-DELÀ DU DLI

+++++

Il faut donc sensibiliser les imprimeurs à l'importance de leur dépôt, bien au-delà des sanctions – d'ailleurs symboliques – que leur font encourir d'éventuelles infractions⁴. Mais cette politique ne peut désormais suffire, dans la mesure où la généralisation de l'informatique à domicile facilite la confection de petites publications directement par leur auteur, renforçant la pratique de l'autoédition d'une aptitude croissante à l'auto-impression : la recherche et l'acquisition de ces documents, publiés par des particuliers sans avoir passé par les mains d'un imprimeur commercial, supposent la mise en place et le développement d'autres canaux d'information, que peuvent soutenir des campagnes régulières d'information et de valorisation⁵. Encore n'évoquons-nous ici que les documents imprimés sur du papier, mais la même quête s'impose progressivement des productions diffusées par voie numérique, sites web et pages personnelles significatives du fait local, elles aussi concernées par le dépôt légal depuis 2006, bien que leur collecte, leur conservation et leur consultation ne soient pas encore systématiques.

Bien qu'une seule bibliothèque attributaire du DLI couvre plusieurs départements – ce qui rend ce maillage imperméable aux réformes territoriales portant sur le nombre des régions –, il ne fait aucun doute qu'elle doit s'appuyer, pour exercer correctement ses missions, sur le réseau des établissements culturels de son territoire : les bibliothèques, les services d'archives, les musées mêmes de petites communes sont non seulement producteurs de publications qui doivent enrichir le dépôt légal, mais ce sont aussi des relais d'information qu'il faut solliciter sans relâche, à la fois pour qu'ils fassent connaître dans leur cercle de public les enjeux de la conservation par le dépôt légal, et qu'ils informent ses responsables des

4. Suivant l'article R133-1 du *Code du Patrimoine*, les infractions aux diverses dispositions du Dépôt légal sont passibles de l'amende relative aux contraventions de cinquième classe, soit au plus 1 500 €, et 3 000 € en cas de récidive (*Code pénal*, art. 131-13).

5. Le rapport de l'Inspection générale, *op. cit.*, en rappelle quelques exemples dont les formes sont encore assez conventionnelles : expositions, visites guidées du public, stages proposés dans les cursus universitaires. Ce devrait être aussi l'argument de relations nourries avec les sociétés savantes opérant localement, de même qu'avec le tissu associatif partenaire de certaines opérations de lecture publique.

productions dont ils auraient connaissance. Bien loin d'être un privilège dévolu aux pôles associés de la BnF, le DLI devient ainsi l'affaire de tous, puisqu'il est à même d'innover des réseaux coopératifs où l'on pratiquait déjà, sur d'autres terrains d'exercice, les valeurs de partage et de circulation de l'information.

Le sens régional du DLI n'est donc pas gravé dans le marbre de son appareil réglementaire, mais il est sous-entendu par les missions qu'il confère aux bibliothèques territoriales : il s'affirme d'autant plus que se développent, en corrélation constante avec l'évolution des pratiques, le dynamisme et l'imagination de chaque professionnel.

PARTIE III

PROJETS NUMÉRIQUES

1. ET SI LE NUMÉRIQUE REPRÉSENTAIT UNE NOUVELLE CHANCE POUR LE LOCAL ?

par Géraldine Bulckaen

+++++

2. GALLICA ET LA SÉLECTION DE FONDS LOCAUX ET RÉGIONAUX

par Arnaud Dhermy

+++++

3. LES FONDS LOCAUX NÉS NUMÉRIQUES

par Clément Oury

+++++

1

par Geraldine
Bulckaen**ET SI LE NUMRIQUE
REPRSENTAIT UNE NOUVELLE
CHANCE POUR LE LOCAL ?**

La constitution des fonds locaux repose avant tout sur une forte valeur identitaire. Ds lors, comment justifier l'utilisation du numrique, outil d'exposition global, noy au sein du Web pour donner voir et valoriser des fonds circonscrits ?

 qui s'adresse-t-on ? Comment penser le local l'chelle globale ? Pourquoi ne pas laisser la BnF, instance nationale, faire le travail de donner voir les documents de nos territoires ? Comment leur attribuer plus de vie qu'ils n'en ont dans nos locaux ?

 Roubaix, le fonds local est riche de l'histoire rcente de la ville, il est le reflet des nombreuses communauts que reprsentent ses habitants, de monuments remarquables, et d'un auteur naturaliste prim en 1936 par le prix Goncourt, Maxence Van der Meersch, auteur, entre autres, de *L'empreinte de Dieu*, de *Quand les sirnes se taisent*. La labellisation « Ville d'art et d'histoire » (2001) consacre la volont politique de donner un rayonnement culturel la ville. Elle renforce le dsir de la mdiathque de mieux faire connatre son patrimoine graphique, rcent et en construction.

LA BIBLIOTHQUE NUMRIQUE DE ROUBAIX¹

+++++

Le projet transversal de bibliothque numrique rassemble en 2008, l'inauguration de la premire version, des documents issus des institutions culturelles : mdiathque, muse La Piscine, archives municipales, Conservatoire de musique, danse et thtre, centre de documentation local et des collections particulires.

1. < <http://www.bn-r.fr/> >.

Un tel projet numérique donne au niveau du territoire une entrée unique à l'histoire et à la mémoire locale institutionnelle, et développe la cohésion entre les services. À l'échelle régionale, Antoine Fauchié², de l'Arald, assure que l'évolution des formes de la coopération en Rhône-Alpes montre que l'outil numérique est un facilitateur : « Un site internet portail peut être alimenté à distance. La logique d'accès étant la logique qui prime, le numérique en est le meilleur vecteur. »

Depuis 2015, une deuxième version de la bibliothèque numérique de Roubaix est en préparation, avec pour priorités :

- faciliter l'alimentation de la base par d'autres acteurs documentaires : particuliers, associations (dont la Société d'émulation de Roubaix), institutions à portée nationale (par exemple des reportages de l'Institut national de l'audiovisuel [INA]), voire internationale ;
- intégrer la dimension participative du Web ;
- améliorer le référencement.

Mettre en ligne est prétexte à sélectionner, à prioriser, à cadrer le discours. Assurer une cohérence d'ensemble est important, d'où la nécessité d'afficher des critères de choix. À Roubaix, ils figurent dans une charte :

- il faut que les documents aient un intérêt pour le public ;
- il faut que les documents concernent Roubaix, ou les axes de conservation forts en lien avec son histoire ;
- il faut vérifier le statut juridique des documents : libres de droits, ou ne présentant pas de risque de contestation.

Afin de partager les pistes de réflexion quotidiennes des services qui ont mis en place des bibliothèques numériques, il convient de cerner clairement les objectifs de ces projets dans les établissements territoriaux. Cela

2. Échange professionnel sur la question du rapport entre valorisation du fonds local et mise à disposition numérique sur l'expérience du site *Mémoire et actualité en Rhône-Alpes*. [En ligne] : < <http://www.memoireetactualite.org/> >.

permet de montrer qu'ils sont légitimes pour réinventer le local et créer un nouveau rapport de l'utilisateur à nos fonds.

DE L'ILLUSION DE LA NUMÉRISATION POUR LA CONSERVATION AU RÉALISME DE LA DIFFUSION

+++++

La mise en place d'une bibliothèque numérique nécessite un juste équilibre entre ambition et mesure. Le circuit du document numérique s'ajoute aux pratiques ordinaires des services. Une description minutieuse des procédures permet de cadrer le projet et de faciliter la priorisation des tâches quotidiennes.

LE LEURRE DE LA NUMÉRISATION POUR LA CONSERVATION DANS LES STRUCTURES DE TAILLE PETITE ET MOYENNE

Faute de moyens économiques et humains, il est impossible pour une collectivité territoriale de mettre en place une solution d'archivage numérique. La seule alternative possible est d'établir un plan raisonné en lien avec les structures référentes que sont aujourd'hui le Centre informatique national de l'enseignement supérieur (CINES) et la BnF. Tout au plus, lorsque la direction des services informatiques est très à l'écoute et qu'elle cerne les enjeux de la sauvegarde des données numérisées, un stockage sécurisé est-il possible afin de protéger au mieux ces données volatiles.

La numérisation préserve les originaux de nombreuses consultations mais la conservation pérenne des données et métadonnées ne peut être portée par les collectivités seules.

La reproduction numérique, par contre, présente des atouts indéniables pour la diffusion, ce qui permet une meilleure accessibilité : confort de lecture, possibilité de recherche en plein texte, sélection d'extraits pour illustrer un article.

NUMÉRISER ET DIFFUSER, CERTES, MAIS EN CONTEXTE

Un projet de numérisation est l'occasion de mettre en place des plans partagés de reproduction numérique et/ou de diffusion. En effet, valider la numérisation d'une pièce ou d'un ensemble documentaire implique :

- de préférer le signalement de l'existant à la redondance, notamment quand les protocoles d'échange utilisés sont pérennes et ne nécessitent pas de vérification constante. Ainsi, il y a peu d'intérêt pour un établissement municipal à numériser des documents déjà accessibles *via* Gallica, sauf à y trouver des avantages tels qu'une plus-value qualitative : numérisation en couleur, plus fidèle à l'original, ou de meilleures conditions d'accès : numérisation avec reconnaissance de caractères offrant une recherche plein texte. La bibliothèque de Rennes métropole travaille dans ce sens : les collègues enrichissent les notices, *via* un lecteur exportable, des liens vers les documents déjà numérisés et mis en ligne sur Internet Archive, Google Books, Gallica, la Digital Public Library of America. Toutefois, Sarah Toulouse³, qui a mis en place les Tablettes rennaises, explique que « la bibliothèque numérique territoriale ne peut pas être exhaustive. Elle n'a pas de sens toute seule, elle est un élément du Web parmi d'autres » ;
- de mutualiser les moyens. Par exemple, les propositions d'apports émanant de particuliers sont à réorienter vers l'établissement coopérateur le plus pertinent.

BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE, UNE VITRINE LÉGITIME POUR LE FONDS LOCAL

élargir le public-cible

La mise en ligne de documents soigneusement sélectionnés offre une vitrine au rayonnement inégalé jusqu'à présent. Puisque le Web abolit les frontières spatio-temporelles et qu'un site web n'intimide pas, le grand public peut être ciblé *a priori*. Pour ce faire, les documents numérisés et diffusés sont avant tout des documents visuellement attractifs, qui

3. Échange professionnel sur la question du rapport entre valorisation du fonds local et mise à disposition numérique, suite à la mise en ligne des Tablettes rennaises. [En ligne] : < <http://www.tablettes-rennaises.fr/> >.

présentent un intérêt informationnel certain, aussi anecdotique soit-il. Laure Fabry, responsable de la bibliothèque numérique du Limousin⁴, résume parfaitement les critères de choix pour les établissements n'ayant pas pour objectif la numérisation de masse : « Priorité aux pièces les plus originales, les plus belles, les plus précieuses. »

Dans une démarche de diffusion orientée vers les usagers, le numérique permet d'offrir des parcours de déambulation, autant d'outils de médiation simples qui ciblent des publics différents.

ENCADRÉ

LA BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE DE ROUBAIX : QUATRE POINTS D'ACCÈS AUX DOCUMENTS

Une entrée classique, par collection

Très prisée des collectionneurs et des spécialistes, elle permet à celui qui a une certaine connaissance des documents d'être en terrain familier. L'idéal est de contextualiser plus ou moins finement le document, par exemple d'offrir une granularité de description différente en fonction :

- de la nature de la collection : alors que les manuscrits sont décrits pièce à pièce, les cartes postales sont souvent regroupées de façon géographique, puis par prise de vue et plusieurs déclinaisons d'un même visuel peuvent faire l'objet d'une seule notice ;
- du type de document : naviguer dans un corpus d'archives littéraires nécessite d'entrer par le signalement d'une œuvre alors qu'entrer dans une collection de photographies peut se faire par la technique utilisée, puis par thématique ;

- de la volumétrie du corpus : rendre lisible pour l'internaute l'organisation d'une collection (ou d'un fonds) doit se concevoir en fonction du nombre d'éléments. La mise en scène ne peut être identique lorsque 50 ou 5 000 pièces constituent l'ensemble.

Une entrée bibliothéconomique, par thème

Comme dans un fonds local « physique », les documents numériques font l'objet d'une description en lien étroit avec le territoire et les thématiques qui le caractérisent. Les termes sélectionnés sont prétexte à entrer dans l'histoire de la commune.

Une entrée chronologique, par frise

Elle cible les publics les plus intéressés par certaines périodes de l'histoire locale. Une réflexion est à mener pour que ces périodes soient pertinentes et explicites.

...

4. < <http://www.bn-limousin.fr/> >.

...

L'approche décennale habituelle a été remplacée, à Roubaix, par des périodes marquantes de la grande histoire. Par exemple, à la période 1871-1914 succède la période 1914-1918.

Une entrée géographique, par plan

Chaque usager peut aller repérer sur une carte la rue dans laquelle il vit ou a vécu, et essayer de retrouver la mémoire graphique et iconographique de son

quartier, de son habitation. Ce mode de navigation touche le public de proximité. Un module cartographique très intéressant est utilisé à Limoges : chaque notice donne à voir sur une carte l'emplacement du document et la vue satellite du monument actuel lorsqu'il existe encore. Ainsi, la vue sur carte postale du pont Saint-Étienne hier est-elle posée en regard du même pont aujourd'hui, faisant fi des frontières temporelles.

donner du rayonnement au travail des collègues

Enfin, les collègues très attachés aux fonds locaux, parfois réticents face aux manipulations qu'impose la numérisation des originaux, voient, grâce à l'exposition des documents en ligne, deux motifs de reconnaissance :

- les internautes portent un intérêt aux collections et prennent des contacts réguliers avec le personnel *via* la plate-forme ;
- les collègues des autres services, dont les préoccupations sont souvent éloignées des problématiques des gestionnaires de fonds locaux, perçoivent mieux les enjeux et les intérêts de ces collections.

pas de grand public mais un public réel

En 2010, alors que la bibliothèque numérique de Roubaix a deux ans d'existence, une enquête sur les publics est menée, ayant pour but de faire un état des lieux de l'existant et de déterminer les pistes prioritaires de travail en vue d'objectifs réalistes. Cette analyse⁵, de qualité, montre

5. Cette étude est l'œuvre d'une stagiaire de licence professionnelle « Métiers du livre », titulaire d'un DEA de sociologie : Dorothee Bout, *Analyse des données de l'enquête Les publics de la bn-r, rapport de stage*, septembre 2010. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/49513-analyse-des-donnees-de-l-enquete-les-publics-de-la-bn-r-bibliotheque-numerique-de-roubaix.pdf> >.

que le profil de l'utilisateur-type est plutôt masculin, d'âge mûr, issu des classes sociales et professionnelles supérieures : soit le profil de l'homme qui fréquente nos salles d'études.

Ce premier constat permet d'appuyer l'argument qui consiste à numériser les documents les plus consultés de nos salles d'études. C'est l'un des éléments à prendre en compte afin de satisfaire une demande à distance, qui, autrement, serait chronophage pour le personnel.

De surcroît, l'enquête a permis d'identifier trois actions à mener pour développer les publics.

ENCADRÉ TROIS ACTIONS POUR DÉVELOPPER LES PUBLICS

Mettre en place un plan de communication à l'interne et à l'externe

- les meilleurs médiateurs de nos fonds, dans nos murs, sont nos collègues, et pourtant ils connaissent souvent mal le site. Une formation interne leur est nécessaire, sur les contenus et sur les modes de navigation, pour développer leurs capacités à utiliser les outils du Web ;
- être bien référencé ne suffit pas, le projet du site doit être explicité, accompagné, verbalisé ;
- adapter le discours au public-cible : les utilisateurs sont nos meilleurs relais. Les enseignants du second degré n'ont pas les mêmes besoins que ceux du premier degré, qui n'ont pas les mêmes que les lycéens, étudiants, habitants dont la culture numérique varie en fonction de l'âge, de leur histoire personnelle, de leur facilité d'accès à l'outil.

Travailler à l'accompagnement de la connaissance de l'outil

Le numérique, même dans ses aspects les plus intuitifs et « autonomisants », nécessite d'être éclairé par des tutoriels, rédigés ou audiovisuels, et doit permettre d'entrer en contact avec un professionnel de l'information réactif et accueillant.

Signaler, signaler, toujours mieux signaler

Le numérique a réduit les barrières spatio-temporelles pour donner une visibilité dans l'instant à nos fonds locaux. Le signalement est donc essentiel.

Depuis 2010, la bibliothèque numérique de Roubaix est moissonnée par Gallica grâce à la mise en place de son serveur OAI-PMH. Cette collaboration, illustrée par une démonstration aux tutelles, donne du poids au travail fourni et permet une meilleure compréhension de l'intérêt du projet. Cette démarche est incontournable, puisque le site a gagné 25 % de visiteurs dès que ses contenus ont été accessibles *via* Gallica.

En 2011, le partenariat avec Gallica se renforce. Le service de la coopération de la BnF propose à la ville d'établir en collaboration une liste de documents qui composeront un *set* « Roubaix ». Les axes sont choisis par la ville puis, en retour, une liste est proposée par la BnF. La ville valide son périmètre et son contenu. L'objectif est d'extraire une sélection de documents de Gallica pour le public intéressé par l'histoire de Roubaix. Le serveur OAI-PMH va également permettre un moissonnage facilité par le moteur de recherche sémantique Collections du ministère de la Culture, ainsi qu'un signalement dans Internet Archive. Chaque étape donne une nouvelle dimension à la visibilité du fonds local.

QUAND L'ACCÈS AUX DOCUMENTS NUMÉRISÉS RÉINVENTE ET REDÉFINIT LE LOCAL

+++++

LE PÉRIMÈTRE DOCUMENTAIRE : CORPUS PHYSIQUE VERSUS CORPUS EN LIGNE

Pousser nos murs pour mieux servir l'internaute

La portée documentaire et mémorielle des documents prime sur leur appartenance aux collections de l'établissement porteur du projet.

Pour alimenter la base de données

Ainsi tout ensemble dispersé qui présente un intérêt pour le public curieux de l'histoire locale mérite un travail de rassemblement. Cette pratique, habituelle dans le cadre des expositions temporaires, est rendue pérenne par le biais du numérique. Les partenariats peuvent prendre de nombreuses formes.

Partager accès papier et accès numérique

À titre d'exemple, une convention est signée en 2007 entre Roubaix et Wasquehal, où sont conservées les archives de Maxence Van der Meersch. Elle stipule que la Ville de Roubaix s'engage à classer les archives, à les numériser et à les mettre en ligne dans sa propre bibliothèque numérique alors que les fonds physiques restent consultables à la mairie de Wasquehal. Ainsi, le fonds local roubaisien s'étend-il au-delà de sa collection physique.

Dans le même esprit, Lille, Roubaix et Tourcoing ont décidé de proposer un projet de diffusion, sur trois plates-formes, de documents autour de la période 1914-1918, issus des collections de six structures.

Rendre possible des opérations de numérisation d'ampleur

La numérisation de la presse fait régulièrement l'objet de concertations sur les conditions de rassemblement des collections avant numérisation. L'objectif visé est la complétude des collections afin d'offrir, lors de la diffusion, une collection la moins lacunaire possible. Dans ce cas, l'appartenance physique des documents est transparente pour l'internaute.

Pour la création de discours construits qui donnent du sens à nos fonds

Le numérique permet d'intégrer une dimension multimédia à nos fonds locaux et ce, quelle que soit la forme de la production finale : dossier thématique, exposition virtuelle, Web documentaire, expérience interactive, etc. Très consultées dans la phase de médiation, ces productions le sont moins en phase de maintien, excepté lorsque leur contenu n'est pas uniquement événementiel.

Ces projets ont l'avantage d'impliquer les acteurs du territoire qui deviennent ensuite les relais de l'outil dans des réseaux qui ne sont pas nos usagers naturels : associations militantes, écoles spécialisées ou universités. Didier Travier, conservateur à la Bibliothèque de Nîmes, évoque l'intérêt des projets interservices⁶ mobilisant des acteurs tels que les services techniques ou le service communication d'une collectivité : « On sort de

6. Échange professionnel sur la question du rapport entre valorisation du fonds local et mise à disposition numérique, suite à la réalisation du Webdocumentaire sur la Maison Carrée. [En ligne] : < <http://www.maisoncarree.eu/> >.

la logique d'institution, des "rabatteurs" nous signalent les fonds dont on ignore l'existence, on dépasse les frontières, y compris sur la connaissance scientifique. » Au-delà de l'échange d'informations dont le prétexte est la réalisation numérique, ces expériences, « permettent également de déterminer des axes de conservation partagée pour les documents physiques » et de rationaliser nos pratiques de conservation.

valoriser l'histoire, la mémoire, la création

La plupart des collectivités ayant entrepris la diffusion de leur fonds local en ligne ont fait le choix d'utiliser des documents du domaine public ou libres de droit. C'est la démarche adoptée pour les bibliothèques numériques de Besançon⁷, Orléans⁸, Rennes ou du Limousin, qui facilite le partage des données et protège la collectivité de toute poursuite éventuelle en cas de reproduction, d'exploitation commerciale ou non. La qualité des images et des sons accessibles en ligne dépend des termes juridiques choisis, en fonction d'impératifs politiques et déontologiques.

Mais le patrimoine local en construction nécessite d'aller au-delà du domaine public pour promouvoir la création. Les bibliothèques de la Ville de Grenoble font, dans ce sens, un gros travail de veille et de mise en valeur de la production cinématographique de proximité. Sur le site de l'établissement, les bibliothécaires mettent en accès libre *via* leur interface CineVOD les films de la création contemporaine locale dans une rubrique nommée *Vu(es) d'ici*⁹.

À Roubaix, après avoir conventionné avec des particuliers pour donner à voir leurs documents personnels, nous mettons en place des partenariats avec des artistes locaux pour diffuser leurs photographies. Par ailleurs, le recueil de mémoires fait l'objet de réalisations multimédias en cours nécessitant l'accord des personnes impliquées dans ces projets.

7. *Mémoire vive*. [En ligne] : < <http://memoirevive.besancon.fr/> >.

8. *Aurélia*. [En ligne] : < <http://aurelia.orleans.fr/> >.

9. *Vu(es) d'ici* : Les Bibliothèques de Grenoble soutiennent la création locale : découvrez en accès libre des films et des réalisateurs qui représentent cette richesse et cette diversité. [En ligne] : < <http://cinevod.bm-grenoble.fr/videos/category/7F972-kewego-import> >.

LE RAPPORT À L'UTILISATEUR REVU ET CORRIGÉ

La dimension participative du Web donne du sens à nos missions. Plusieurs degrés d'implication des internautes peuvent être envisagés.

par la mise en place de services du plus simple au plus communautaire

L'intégration par l'institution de collections particulières est possible dans la limite de l'exercice, le temps de l'administration n'étant pas celui du Web. Les compétences de l'internaute peuvent être sollicitées sur différents registres, puisqu'il peut s'agir de commenter un document, d'enrichir les notices, de proposer et déposer des contenus en les décrivant lui-même (à condition de répondre à une charte d'intégration cadrée), de participer à l'indexation des documents manuscrits, ou encore de corriger le texte des documents OCRisés pour optimiser la reconnaissance de caractères réalisée de façon automatique.

par l'utilisation des réseaux sociaux

Sur la page Facebook de la bibliothèque, quelques *posts* réguliers de documents locaux présentant un caractère anecdotique et suscitant une approche participative entraînent déjà des réactions.

Mais certaines institutions mènent des expériences plus poussées. C'est le cas depuis 2008 de Toulouse qui a mis une partie du fonds photographique Trutat¹⁰ sur Flickr. C'est également un choix fait par la bibliothèque numérique du Limousin. Laure Fabry y anime de façon quotidienne un compte Twitter et alimente un compte Pinterest en plus de la rédaction d'une newsletter hebdomadaire. Ce travail très régulier est mené sur un ton tout à fait personnel qui répond aux codes de la communication sur Internet et donc aux attentes des internautes. Ces outils ont contribué à propulser la bibliothèque numérique. À l'Arald, Antoine Fauchié explique que les réseaux sociaux vont permettre de faire en sorte que le document local

10. Voir la contribution de Jocelyne Deschaux et Patrick Hernebring : « Les réseaux sociaux : le fonds Trutat de la Bibliothèque municipale de Toulouse sur Flickr », in Christelle di Pietro (dir.), *Produire des contenus documentaires en ligne : quelles stratégies pour les bibliothèques ?*, Villeurbanne, Presses de l'enssib (coll. La Boîte à outils ; 30), pp. 110-116.

aille à la rencontre des gens, c'est une démarche inverse que permettent les technologies.

La bibliothèque numérique offre donc une opportunité à nos fonds locaux, elle les rend vivants, reflets d'une histoire passée et en construction. Elle ouvre une porte qui offre un rayonnement optimisé et permet potentiellement de toucher le public à distance. Elle est l'occasion, par ricochet, de revoir le périmètre de nos collections physiques et redessine les corpus pertinents formés numériquement, en intégrant des documents de provenance très variée. Cependant, nous devons prendre en compte ses spécificités : évolutions techniques permanentes et rapides, nécessitant une veille, une formation et une adaptation en continu, lien particulier avec l'internaute à entretenir constamment pour trouver un retour sur investissement qui se traduit par un engouement pour l'histoire locale et un intérêt certain pour nos fonds, procurant au professionnel, en échange de ses efforts, une satisfaction certaine.

2

**GALLICA ET LA SÉLECTION DE
FONDS LOCAUX ET RÉGIONAUX***par
Arnaud
Dhermy*

La constitution de fonds locaux dans Gallica¹ et leur accroissement régulier relève d'un double défi, celui de maintenir, d'une région à l'autre, une offre documentaire homogène quel que soit le lieu recherché, et celui de tenir compte de la spécificité de chacun de ces périmètres selon ses propres logiques d'enrichissement et de valorisation.

Une priorité est donc donnée à un premier ensemble structurant, avant de pousser plus loin dans l'arborescence documentaire, et d'adopter une approche plus diffuse, incluant éventuellement des fonds spéciaux ou des éléments muséaux. Ce corpus doit servir à amorcer tout type de recherche locale dans Gallica, mais aussi au-delà, et doit permettre en même temps une exploitation transverse de ces ressources, selon d'autres axes thématiques ou transrégionaux.

LA POLITIQUE DE COOPÉRATION DE LA BNF

+++++

Tout type d'institution documentaire, bibliothèque ou centre de documentation, peut s'associer à l'enrichissement des fonds locaux disponibles sur Gallica. Cette collégialité représente un point essentiel de la politique de coopération de la BnF et constitue, après recoupement rigoureux des listes de sélections, un complément important à la numérisation de ses propres collections, notamment de son fonds des monographies d'histoire des communes.

TYPES DE PARTICIPATION ET DÉFINITION DES CORPUS

Une telle participation peut se concevoir selon différents processus : l'intégration de documents dans les programmes de numérisation de la BnF et leur mise en ligne directe sur Gallica (depuis 2010 le marché des

1. < <http://gallica.bnf.fr/> >.

imprimés et des revues, sur financement du Centre national du livre, est ouvert pour un tiers du volume aux collections extérieures à la BnF) ; ou bien une numérisation partagée, voire subventionnée, puis une mise en ligne sur une bibliothèque numérique indépendante, interopérable avec Gallica grâce au protocole OAI-PMH.

Ce rapprochement peut aussi se concevoir à différents stades, depuis la sélection partagée, une candidature à un programme concerté, jusqu'au simple échange de métadonnées.

Cette participation enfin s'effectue à diverses échelles, depuis le choix d'un simple titre de revue jusqu'à la sélection d'un fonds spécifique ou d'ensembles plus importants.

Pour les monographies, il s'agit notamment de constituer une collection aussi complète que possible de dictionnaires, synthèses, répertoires, inventaires, recueils relatifs aux départements ou régions (topographie, statistiques, flore, faune, usages, parlars, etc.).

D'autres corpus sont sélectionnés autour des grandes villes, qui visent une certaine lisibilité dans un cadre circonscrit. Certains fonds remarquables sont également valorisés, notamment par le biais de programmes thématiques fédérés par la BnF, comme autour de la littérature pour la jeunesse, ou des sciences juridiques (fonds Benjamin Rabier à la Bibliothèque de La Roche-sur-Yon, fonds Lacassagne de médecine légale à la BmL).

L'offre de fonds locaux dans Gallica doit enfin détailler des éléments publiés de manière transverse dans des collections nationales (notamment les cahiers de doléances ; *Archives des missions scientifiques*, séries des *Enquêtes agricoles* du ministère, etc., grandes collections comme les *Documents inédits de l'histoire de France*, les *Archives de la France monastique*, etc.).

Les revues et publications en série émanant notamment des collectivités territoriales constituent un autre axe important d'accroissement : procès-verbaux des conseils généraux et des chambres professionnelles, annuaires départementaux, revues régionales et universitaires, feuilles littéraires ou de patrimoine...

La numérisation des publications des sociétés savantes (2 millions de pages disponibles) constitue le fer de lance de cette politique. Se déployant peu à peu en direction d'autres revues régionales, ce programme est la manifestation d'une volonté partagée de se fédérer en vue

de constituer virtuellement une collection nationale à forte implication régionale et locale.

FAVORISER LA CONSTITUTION DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES COLLECTIVES

+++++

Un partenariat numérique avec la BnF n'implique pas l'ensemble des projets d'un établissement ; de même des documents faisant défaut dans les collections de la BnF (documents précieux, à haute valeur patrimoniale) n'ont pas nécessité à intégrer exclusivement Gallica, mais font l'objet d'une mise en ligne sur d'autres espaces interopérables.

La Bfm de Limoges a choisi par exemple de n'inclure dans les collections numériques de la BnF que ses titres de revues régionales. Dans le cas des Archives des Hautes-Alpes, une répartition documentaire a été effectuée entre intégration directe dans Gallica et mise en ligne indépendante. Dans le cadre de la commémoration du centenaire de la Grande Guerre, la BM de Besançon a été encouragée à numériser et a mis en ligne sur son propre site un fonds de journaux de tranchées jusqu'alors inconnus des collections publiques, qui sera à terme accessible dans Gallica.

La numérisation concertée entre la BnF et ses partenaires ne se fait pas sur le seul modèle bilatéral. De nombreuses démarches fédérées existent à l'échelle d'une métropole ou d'un territoire, le plus souvent sous l'impulsion des structures régionales pour le livre ou dans le cadre des pôles associés régionaux de la BnF, qui permettent aux différents interlocuteurs de mutualiser leurs moyens mais aussi de confronter leurs approches d'un échelon régional à partir de sélections de fonds locaux.

Sur l'agglomération de Bordeaux, la BM et une BU se sont réparti les propositions documentaires adressées à la BnF : intégration dans les collections numériques de Gallica pour les monographies du fonds local de la ville, et numérisation propre avec subvention BnF puis interopérabilité pour les revues régionales de l'université de Bordeaux-Montaigne.

En Corse, les bibliothèques de Bastia et de l'université à Corte ont présenté une liste régionale commune. Les périodiques ont été réservés à Bastia, dans le prolongement d'une valorisation documentaire effectuée

de longue date, par le biais d'une Journée annuelle de la revue et d'une mise en ligne en local de titres de presse.

Cette idée de bibliothèque numérique collective peut se prolonger par une mise en miroir entre collections : fonds iconographiques, cartographiques, manuscrits (notamment à partir des fonds manuscrits de la BnF dits *des Provinces françaises*). C'est particulièrement vrai dans le cas de reconstitutions virtuelles de bibliothèques dispersées (comme les manuscrits d'abbayes : Corbie, Clairvaux..., rassemblés dans Gallica dans le cadre du projet *Biblissima*).

La bibliothèque collective s'illustre aussi par des mises en ligne parallèles et complémentaires : dans Gallica des histoires régionales imprimées, et dans d'autres bibliothèques numériques des archives manuscrites ou iconographiques : croquis, relevés, pièces justificatives, ébauches, comme avec la Bibliothèque de Poitiers, avec à terme un accès fédéré par interopérabilité, comme c'est déjà le cas des riches documentations iconographiques des bibliothèques de Toulouse, Montpellier, Dieppe, Bagnères-de-Bigorre...

UNE BASE NATIONALE, DES FONDS ET DES SERVICES LOCAUX

En tant qu'amorce de nombreux fonds locaux, Gallica pèse dans la carte documentaire française. Cela représente une complémentarité vertueuse, comme dans le cas de plans régionaux de conservation partagée au sein desquels, comme en Bourgogne ou en Midi-Pyrénées, la participation d'établissements de types et d'échelles différents permet, par la numérisation concertée, de prolonger une démarche de signalement et de mise à disposition des revues.

Dans la valorisation de fonds locaux cependant, beaucoup d'institutions documentaires peuvent regretter d'avoir à se positionner par rapport à un ensemble aussi volumineux que Gallica.

Par ailleurs, dans le cas d'une intégration directe, les partenaires de la BnF entendent aussi recueillir dans leurs emprises le fruit de leurs sélections, tant vis-à-vis des tutelles que des usagers attachés à une bibliothèque de proximité plutôt qu'à un outil national.

Enfin, à l'instar de l'Union des sociétés savantes de Savoie, la plupart des institutions, en se constituant comme partenaire de Gallica, ont avant tout

le désir de se positionner au-delà d'un simple « double-emploi », en particulier sur la base de services différents au public.

Il ne saurait y avoir de monopole de diffusion des fonds intégrés directement dans Gallica. Dès 1995, la BnF a constitué au nom de certains de ses partenaires l'amorce d'une collection numérique dans l'attente de la création de leur propre dispositif. Les documents prêtés par des institutions partenaires et numérisés au sein de la BnF sont une copropriété des deux parties et peuvent en parallèle être mis en ligne et conservés, même si l'intégration et le stockage de données lourdes, à la fois en format de conservation et de diffusion, ne vont pas sans poser des difficultés en termes d'infrastructures et de charge de travail.

Au-delà de la possibilité d'hébergement des fichiers numériques, de nombreux services et outils de réutilisation de métadonnées sont disponibles, depuis l'interopérabilité jusqu'au simple lien URL, afin de permettre à toute institution d'enrichir son offre propre par des éléments recueillis dans Gallica, ce qu'effectue par exemple la Bibliothèque bourguignonne² en incluant près de 7 000 liens URL dans son catalogue.

Mais surtout les bibliothèques en région ont un rôle essentiel de relais des fonds locaux de Gallica, notamment par un accès plus filtré aux ressources, par une présentation plus fine, qu'à son échelle, cette base nationale ne peut assumer. Ces accès filtrés et cette valorisation peuvent aussi relever de projets concertés, dans le prolongement des pages de médiation déjà visibles sur Gallica (*Revue savantes par zones géographiques, La France en cartes...*).

VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES DANS GALLICA

Depuis 2014, les ressources régionales et locales commencent à faire l'objet dans Gallica d'une organisation par ensemble régional, quand ces références comportent dans leur notice une mention de lieu (titre, sujet, lieu d'édition, etc.). Ce service fait l'objet d'un module de requête accessible sur la page de recherche avancée³ de Gallica. Cet accès intitulé « par collection numérique » permet d'interroger Gallica pour chaque

2. < <http://www.crl-bourgogne.org/biblio.html> >.

3. < <http://gallica.bnf.fr/services/engine/search/advancedSearch/> >.

région, éventuellement en y ajoutant d'autres discriminants (par support, date de parution, etc.).

Ce service a été conçu à la fois pour permettre d'enrichir d'autres fonds locaux par une simple URL portant sur une requête fédérée pré-remplie, mais aussi d'être un espace de travail pour les professionnels et les publics en vue d'une exploitation et d'une réutilisation plus rapide de certaines ressources.

Il s'adresse en particulier aux bibliothèques numériques et aux portails à vocation régionale dans leurs propres démarches de valorisation : alimentation de bibliographies régionales ou encore exploitation de données dans le cadre de reconnaissances d'« entités nommées ».

3

LES FONDS LOCAUX NÉS NUMÉRIQUES

par
Clément Oury

Depuis le 20 juin 2011, l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)¹ encourage la naissance de nouveaux espaces de publication sur l'internet² en multipliant le nombre de « domaines* de haut niveau » : à côté des domaines nationaux (.fr pour la France) et des domaines génériques (.com, .net, .org...), peuvent désormais se présenter des noms communs (.love, .book, .banque), des marques (.apple, .loreal) ou des entités géographiques³. Pour la France, cinq territoires ont ainsi obtenu des domaines de haut niveau : l'Alsace, l'Aquitaine, la Bretagne, la Corse, et Paris⁴. Pourquoi vouloir ainsi mettre en place un espace de publication lié à un territoire ? L'essence même du Web n'est-elle pas d'abolir les distances et les frontières, et de permettre à tous un contact permanent avec la terre entière ?

LA DÉFINITION D'UN WEB LOCAL

+++++

En réalité, ce retour de la dimension territoriale dans l'architecture même du Web est la manifestation que le « fait local » n'en est pas absent : sur le Web, les administrations, les entreprises ou les associations tiennent souvent à marquer leur ancrage régional ; elles desservent, de préférence,

-
1. En français, Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur l'Internet. Cet organisme à but non lucratif situé en Californie est l'un des organes de gouvernance de l'Internet. [En ligne] : < <https://www.icann.org/fr> >.
 2. Pour une présentation très claire du fonctionnement et des enjeux de la gestion des noms de domaines, voir sur le site Aquitaine numérique : < <http://numerique.aquitaine.fr/-Comprendre-les-noms-de-domaine-> > et notamment < <http://numerique.aquitaine.fr/-Comprendre-les-noms-de-domaine-#liberalisation> >.
 3. Geoffroy Husson, Damien Leloup, « L'Icann publie la liste des demandes de nouvelles extensions Internet », *Le Monde.fr*, 13 juin 2012. [En ligne] : < http://www.lemonde.fr/technologies/article/2012/06/13/1-icann-publie-la-liste-des-demandes-de-nouvelles-extensions-internet_1717904_651865.html >.
 4. Le dossier du « .alsace » a été déposé par la Région Alsace, « .aquitaine » par la Région Aquitaine, « .paris » par la mairie de Paris, « .bzh » par l'association .BZH (Bretagne) et « .corsica » par la collectivité territoriale de Corse.

les ressortissants d'un territoire – qu'ils y habitent ou qu'ils soient venus y faire du tourisme. Bien loin de nier leur inscription régionale, de nombreux sites web la valorisent : c'est ainsi que le .paris a pour ambition affichée de « créer un lien original entre un territoire numérique et un territoire géographique »⁵.

Le Web local est donc une réalité : ce média global est aussi devenu un outil de construction de lien territorial – qu'il s'agisse de liens politiques, économiques, commerciaux, sociaux ou culturels. L'activité en ligne des internautes ne remplace pas, mais accompagne ou renforce des interactions « du monde réel » – à ce titre, la conservation de leur trace numérique* participe de la constitution d'un patrimoine local, c'est-à-dire d'un patrimoine qui documente et valorise l'action des citoyens dans une circonscription donnée.

LES AUTRES PRODUCTIONS NUMÉRIQUES

+++++

Il faut donc envisager la constitution, l'exploitation et la préservation d'un patrimoine nativement numérique. Par « fonds local né (ou nativement) numérique », on entend l'ensemble des publications et des ressources produites et/ou diffusées d'emblée sous forme numérique, sur un territoire ou par ses ressortissants, ou destinées à un public identifié par sa situation géographique⁶. Le Web représente le principal vecteur de distribution de ces ressources, même si d'autres moyens de diffusion coexistent (le courriel, par exemple), ce qui explique la place que l'on va ici consacrer aux politiques d'archivage des sites web. En revanche, la récupération directe de fichiers depuis les serveurs d'un organisme ou de l'ordinateur d'une personnalité locale, qui est davantage du ressort des services d'archives, ne sera pas développée ici, même si des bibliothèques peuvent parfois conserver, sous forme numérique, les « manuscrits » d'écrivains ou d'artistes liés au territoire qu'elles desservent. Enfin, on n'évoquera pas la question d'autres ressources nativement numériques, acquises à titre onéreux auprès d'éditeurs (bases de données bibliographiques, répertoires de revues),

5. < <http://bienvenue.paris/> >.

6. Cela exclut, par conséquent, les ressources locales numérisées depuis un support traditionnel.

dont certaines intéressent le patrimoine local mais qui appartiennent généralement à des ensembles plus vastes⁷.

L'ARCHIVAGE PÉRENNE DES RESSOURCES EN LIGNE

+++++

Pourquoi vouloir stocker et conserver dans l'institution des ressources immatérielles, librement accessibles à tous ? En réalité, l'ubiquité des ressources numériques est illusoire : si la documentation disparaît sur les serveurs où elle est hébergée, et si aucune institution n'a pris garde d'en faire une copie, le flux d'information se tarit immédiatement. Or, cela peut arriver pour de multiples raisons. Les fichiers numériques eux-mêmes sont fragiles, hébergés sur des supports de courte durée (quelques années pour les plus fiables) et soumis à l'obsolescence technologique. L'architecture du Web n'est pas pensée pour la pérennité : qu'un nom de domaine change, qu'un site soit refondu, et la ressource est introuvable, voire perdue. D'autres aléas peuvent entraîner une interruption : un auteur ferme son blog, une entreprise fait faillite, une circonscription locale fusionne avec une voisine... Que deviendront les sites web des régions françaises après la réforme territoriale ?

L'identification, la sélection et la valorisation de ressources locales en ligne ne sont pas, pour les bibliothèques territoriales, des activités nouvelles : elles s'inscrivent dans leur mission de collecte et d'actualisation des fonds régionaux. Ainsi, comme l'a remarqué Bruno Bonnenfant dès 2008, la bibliothèque Méjanes-Cité du Livre d'Aix-en-Provence « opère une sélection et procède à un classement de sites régionaux (non commerciaux et non personnels) retenus pour leur fiabilité et la qualité de l'information [...]. Des signets associent des sites de l'Internet à la bibliothèque d'art, au fonds provençal, au pôle Méditerranée... »⁸.

7. C'est le cas, entre autres exemples, de la revue *Annales de Normandie* sur le site de Cairn : < <http://www.cairn.info/> >.

8. Bruno Bonnenfant, *Définir une politique d'archivage du Web régional en bibliothèque municipale. L'exemple du Web forézien*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Thierry Veyron : Villeurbanne, Enssib, décembre 2008, p. 18. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/2042-definir-une-politique-d-archivage-du-web-regional-en-bibliotheque-municipale.pdf> >.

La fragilité des ressources du Web doit pourtant nous garder de confondre le simple référencement et la constitution de collections numériques – il n'en est que la première étape. L'archivage des ressources en ligne se heurte de fait à de multiples difficultés. Les premiers obstacles sont d'ordre juridique : même les documents librement accessibles sont soumis au droit d'auteur et ne peuvent être copiés sans autorisation. En l'occurrence, la recherche et l'identification des ayants droit peuvent être très longues.

LE DÉPÔT LÉGAL DE L'INTERNET : MODALITÉS DE COOPÉRATION

Le code du Patrimoine offre cependant une alternative : le dépôt légal de l'Internet⁹. Celui-ci, mis en œuvre dès 2006 et renforcé par un décret d'application de 2011, confie à deux institutions la charge de collecter l'ensemble des publications numériques en ligne françaises : l'INA pour les sites de radio et de télévision et la BnF pour l'ensemble des autres sites. D'un point de vue technique, ces deux institutions s'appuient principalement sur la technologie de « robots » d'archivage qui parcourent le Web de liens en liens à partir d'une liste. Pour conjuguer la logique « non-sélective » du dépôt légal et la prospection de segments du Web à haute valeur ajoutée, la BnF associe à des collectes « larges » portant sur l'ensemble du Web français (particulièrement le .fr) des collectes ciblées de sites individuellement identifiés par ses agents ou ses partenaires. Comme le dépôt légal de l'Internet constitue une exception au droit d'auteur, la consultation de ces ressources est limitée aux enceintes des établissements dépositaires ; cependant, le décret de 2011 étend cet accès à des bibliothèques habilitées, qui sont depuis 2014 les BDLI.

Le dépôt légal de l'Internet est donc par essence une activité coopérative : si les opérations techniques de la chaîne de traitement documentaire (capture, indexation, préservation) sont centralisées, la sélection, en amont, et la valorisation, en aval, peuvent être partagées. Dès 2004, quatre BDLI avaient souhaité s'associer à la collecte des sites relatifs aux élections

9. Sur les aspects juridiques du dépôt légal de l'Internet, voir Gildas Illien, Pascal Sanz, Sophie Sepetjan, Peter Stirling, « La situation du dépôt légal de l'Internet en France... », *Actes du 77^e congrès de l'IFLA*, San Juan (Porto Rico), août 2011. [En ligne] : < <http://conference.ifla.org/past-wlic/2011/193-stirling-fr.pdf> >.

régionales ; ce réseau n'a cessé de croître, atteignant 21 établissements en 2015 pour de nouveaux scrutins régionaux¹⁰. Ces partenariats ont rapidement dépassé le simple cas des élections : la BnF s'est également associée avec des bibliothèques universitaires et de recherche (ainsi avec la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine pour la collecte des sites du « Web militant ») ou des laboratoires (Sciences-Po Grenoble pour les sites des Jeux Olympiques de 2010 et 2012). En 2013, la BNU de Strasbourg a ouvert une collecte des « Alsatiques en ligne »¹¹ : une centaine de ressources web concernant l'Alsace sont depuis lors capturées à des fréquences régulières, jusqu'à une fois par semaine. Par ailleurs, la coopération en matière de consultation est devenue effective en 2014 avec l'ouverture d'un premier accès distant depuis les enceintes de la médiathèque Émile Zola de Montpellier.

MÉDIATISER LES COLLECTES DE RESSOURCES NUMÉRIQUES

+++++

Ces expériences précisent pour les bibliothèques les principaux axes de constitution d'un patrimoine local nativement numérique. Les grands événements politiques ont été souvent mis à l'honneur, scrutins à l'échelle nationale ou votes concernant leur seul territoire : ainsi des référendums sur les statuts respectifs de la Martinique et de la Guadeloupe en 2010, et de l'Alsace en 2013. Des événements culturels éphémères, comme les salons et festivals, sont également d'un intérêt particulier : la BDLI de Marseille et la BnF ont poursuivi en 2013 une collecte des sites « Marseille capitale européenne de la culture ». La typologie des sites retenus pour la collecte des Alsatiques en ligne révèle enfin la diversité des domaines qui peuvent être couverts : administrations locales, économie, enseignement supérieur, religion ou patrimoine... En outre, toutes les formes

10. Sur les collectes électorales de la BnF, voir Clément Oury, « Soixante millions de fichiers pour un scrutin. Les collections de sites politiques à la BnF », *Revue de la BnF*, 2012, n° 40, pp. 84-90. [En ligne] : < <http://www.cairn.info/revue-de-la-bibliotheque-nationale-de-france-2012-1-page-84.htm> >.

11. Clément Oury, Jérôme Schweitzer, « Les archives du Web, nouvelle mémoire nationale, nouvelle documentation régionale », *Actes des 15^{es} journées des pôles associés et de la coopération, Les nouveaux visages du patrimoine*, Montpellier, 2 et 3 octobre 2014. [En ligne] : < http://www.bnf.fr/documents/JPAC2014_OURY_present.pdf >.

d'expression en ligne peuvent être représentées : du site d'institution au forum, du blog au fil Twitter.

FORMALISER UNE POLITIQUE DOCUMENTAIRE

Ces projets de collectes de ressources numériques ne diffèrent guère d'autres projets coopératifs de constitution de collections, si ce n'est par la nature particulière du support. Toute institution doit, en amont, formaliser une politique documentaire concertée, en lien avec ses missions, les collections précédentes, et le public qu'elle dessert ; il faut disposer d'une équipe formée aux enjeux particuliers et aux outils des documents numériques ; enfin il faut assurer, en aval, le signalement et la valorisation des collections.

ACCOMPAGNER LES PUBLICS

C'est sans doute dans ce domaine que les méthodes et les outils demandent le plus à mûrir. Des méthodes plus performantes de référencement et d'indexation des collections doivent être mises en œuvre ; surtout, il s'agit d'accompagner les usagers de la bibliothèque dans leur découverte de ce nouvel ensemble documentaire. Le caractère fragile, précieux, éminemment patrimonial des ressources numériques n'est pas encore largement accepté ni compris. De plus, dans le cas d'archives de sites web, le caractère très particulier de ces ressources doit être pris en compte : il ne s'agit pas de documents séparés, mais d'un ensemble de fichiers qui s'agrègent afin de constituer un site. En aidant leur public à appréhender la complexité des technologies et des documents numériques, les bibliothèques s'inscriront dans leur rôle de passeurs, capables de s'appuyer sur leurs missions et leurs collections pour lui faire percevoir les enjeux du monde contemporain.

PARTIE IV

MÉDIATIONS

1. URBI ET ORBI : LE LOCAL EST L'UNIVERSÉL

par André-Pierre Syren

+++++

2. LA VALORISATION DES FONDS LOCAUX

par Dominique Rouet

+++++

3. DEUX BIBLIOTHÈQUES, UN SEUL FONDS LOCAL !

par Gaël Chenard et Blaise Mijoule

+++++

4. LE SÉMINAIRE BAS-NORMAND DU PATRIMOINE ÉCRIT

par Bernard Huchet

+++++

1

URBI ET ORBI : LE LOCAL EST L'UNIVERSEL

par
André-Pierre
Syren

Racontant sa traversée de l'Asie sur les pas d'évadés du Goulag¹, Sylvain Tesson faisait remarquer que les personnes rencontrées dans les endroits les plus reculés ne s'étonnaient jamais qu'il soit arrivé jusqu'à elles, mais s'inquiétaient immanquablement des dangers de l'étape suivante. L'étrange étranger, c'est déjà le village voisin. Au contraire, l'étranger connaissable, c'est celui que l'autochtone peut étiqueter de manière assurée. Tout titulaire d'un passeport français s'est vu un jour identifié : Français.e = Paris = Tour Eiffel. La planète s'envisage globalement, mais nous nous l'approprions grâce à des repères de réputation plus ou moins précis.

Le/la bibliothécaire travaille pourtant comme un démiurge qui contemplerait sa création en surplomb, en niant ses perceptions individuelles parfois démultipliées au gré des itinéraires personnels et familiaux. Borges l'a senti dès les premiers mots de sa fameuse Babel : « L'univers (que d'autres nomment la Bibliothèque) [...] ». Cet univers plonge son imaginaire dans Alexandrie et reste régi par les règles antiques de raréfaction et de hiérarchisation de l'information, selon les conceptions intellectuelles en vigueur à la fin du XIX^e siècle. Nous utilisons des outils subjectifs avec le souci paradoxal d'une neutralité érigée en principe déontologique.

Explicables à l'époque où le rapport économie-technologie ne favorisait pas la multiplication des données, ces règles sont désormais inadaptées. Un exemple : l'arborescence des connaissances pose non seulement la question de la légitimité des branches maîtresses – la critique est bien connue pour les classifications décimales – mais encore celle de l'assignation des faits et des idées à une place fixe dans le temps et même, au-delà, celle d'une « raison classante » qui devrait privilégier l'universel aux particularités.

La modernité se traduit toujours par un accroissement de la complexité à l'échelle des individus comme des sociétés, par des hybridations et des métissages, par des réseaux de relations complexes dont nos techniques

1. Sylvain Tesson, *L'axe du loup : de la Sibérie à l'Inde sur les pas des évadés du Goulag*, Paris, Robert Laffont, 2004.

peinent à rendre compte. De surcroît, la technologie numérique renverse la polarité professionnelle : jadis l'individu devait faire la preuve de sa légitimité pour accéder à des documents rares dans l'institution, désormais l'institution doit exporter ses propositions dans un milieu concurrentiel qui sature d'informations l'individu au plus intime de lui-même : l'écran de son mobile.

Si l'on suit Michel de Certeau, qui pense illusoire de supposer politiquement neutre la discussion la plus technique, et Michel Foucault dans son analyse systémique de l'ordre des mots, il faut convenir que la dénomination de « fonds local » constitue déjà une double forme d'assignation : celle du fonds comme sous-ensemble des collections et celle du local qui s'opposerait au global, à l'encyclopédique. En appréhendant ainsi le sujet, ne fait-on pas du Claudel qui s'étonnait que l'Académie suédoise couronne du prix Nobel, en Mauriac, un « écrivain régionaliste » ?

IL N'Y A PAS DE TERRITOIRE

+++++

La principale difficulté d'analyse du fait local tient à sa délimitation. On le voit bien au moment où la France restructure certaines de ses régions : il n'existe pas de territoire stable. Alors que Lutèce se retranchait à l'époque gallo-romaine sur l'Île de la Cité, on évoque désormais un « Grand Paris » qui s'étendrait jusqu'au Havre. Sans passer toutes les régions françaises au crible d'une analyse historique, il est facile de distinguer des « points chauds » durables (Marseille par exemple, à l'origine colonie, ou Bordeaux) et d'autres dont le statut urbain a changé (ainsi les évolutions inverses de Narbonne et de Lille...).

Les actuelles définitions territoriales sont *grosso modo* celles de la Troisième République, à l'époque où Curnonsky consacrait les terroirs, mais, au contraire de nos taxonomies, les découpes sont imprécises : la Champagne avait trois capitales (ecclésiastique, comtale, administrative) dont témoignent encore trois bibliothèques municipales à vocation régionale (BMVR) ; l'imaginaire bourguignon reste nostalgique du faste – flamand – des grands ducs d'Occident tandis que Nantes regrette de « n'être plus » bretonne ; le Dauphiné historique est inséré dans une grande région Rhône-Alpes quand la Normandie reconstitue en une seule ses deux

semi-régions ; d'autres provinces, comme l'Alsace-Moselle, ont été jusqu'à une époque récente disputées par des états voisins...

Les définitions territoriales sont moins le fruit de la géographie que de l'histoire : les terres françaises d'Outre-Mer, plus proches dans le temps et plus éloignées dans l'espace, ont du mal à s'intégrer dans un discours qui reste celui du grand « récit national » hexagonal et multiséculaire. Que dire alors des populations immigrées venant de pays dont on partage un bout d'héritage culturel ancien (Pologne, Italie, Portugal, etc.), ou vivant une relation historique encore polémique (notamment les anciennes colonies, etc.), sans compter des migrants politiques, économiques et bientôt climatiques tout à fait exotiques ? Ces vagues font évoluer continûment les réalités locales mais toutes ne trouvent pas leur place dans une définition que l'on qualifierait, en forçant, de bourgeoise-catholique-cultivée : fond d'écran explicable des collections mais possibles écrans politiques.

En chantant « J'ai deux amours », Joséphine Baker revendiquait la possibilité d'attaches plurielles dont beaucoup se réclament à divers titres, affectif, symbolique, mémoriel, etc. Il y a 150 ans, les Mosellans devaient choisir entre rester Français et devenir Allemands ; nul n'est surpris aujourd'hui quand un Messin retourne au *bled*. Si l'on reconnaît à chacun la légitimité de porter en soi plusieurs lieux et *habitus*, parfois socialement dissociés comme l'a montré Bernard Lahire, il reste à penser que chaque lieu (pas seulement les capitales et les ports, naturellement qualifiés de cosmopolites) traverse différentes sensibilités, souvent inconsciemment et parfois de manière contradictoire.

Le sol ne définit pas spontanément les valeurs culturelles ; le fait local n'est pas tant issu du territoire que du récit qui en est fait. Le « génie du lieu » qui a permis de classer au patrimoine mondial de l'Unesco les vignobles bourguignons et champenois après le bordelais, tient moins dans les sites que dans la construction très humaine de ceux-ci ; les trois fleurons viticoles ont certes un concept en commun, mais ils le déclinent chacun à sa manière. Les sociétés anciennes ne pratiquaient guère autrement en construisant leur cohésion sur des systèmes de représentations religieuses et politiques autrement plus restreints et contraignants.

CONSTRUIRE LE FAIT LOCAL

+++++

Au final, il importe peu qu'un lieu existe, il faut le faire exister parce qu'il s'y passe (ou s'y est passé) de quoi rallumer l'imaginaire contemporain : grotte à peintures ou chemin de pèlerinage...

Le fait local ne s'impose pas spontanément, c'est nous, en l'espèce nous bibliothécaires, qui lui donnons une forme et des « héros » (écrivains et artistes au premier chef...) en fonction de nos représentations contemporaines, avec le bénéfice de recherches universitaires qui bousculent les cadres établis.

À Claudel, nous préférons Vincenot déclarant « tout ce qui est bourguignon est accessoirement universel ». Le fait local est d'abord une dynamique qui doit transcender les fonds en partant de la diversité du présent, des créations, des relectures et des points de vue. Sous cet angle, il questionne jusqu'à la notion de patrimoine au sens où les politiques publiques l'emploient le plus souvent : pièces remarquables et/ou suffisamment anciennes pour être libres de droit, si possible figées dans leur état natif. Il n'y a rien de nouveau dans cette démarche de renouvellement de légitimité historique, si ce n'est le médium : après la Révolution, les collectionneurs ont progressivement élargi les espaces traditionnels des fonds, la technologie s'en charge désormais.

UNE CONCURRENCE RÉVOLUTIONNAIRE

+++++

Jusqu'ici, la valorisation se fondait sur la possession ; la technologie numérique propose un avantage inédit : en respectant le droit d'auteur, les bibliothécaires peuvent proposer, mêlés à leurs ressources propres, des documents qui intéressent leur travail, qu'ils revendiquent intellectuellement, même s'ils n'en ont pas ou plus la propriété. Mais elle présente aussi une contrainte majeure : ce que l'un peut faire, l'autre le peut aussi, même distant. L'information étant désormais partout disponible, les bibliothèques perdent ce qui a fondé leur existence depuis l'origine : le monopole du capital informationnel, aussi bien à l'échelle encyclopédique qu'à l'échelle

locale. Il ne suffit pas de rendre accessibles des ressources numérisées, il faut les présenter, aux sens intellectuel et technique, c'est-à-dire adapter leur contenu à des publics différents et leur forme à la structuration des données du Web. Sans emphase, le métier de bibliothécaire est au seuil d'une refondation (ou de sa disparition, peut-être, si la gestion des stocks ne s'accompagne pas du courtage, comme Google et Amazon le prouvent). Certes, beaucoup de bibliothécaires pensent être garantis par le capital de leur « fonds local », mais se croire en sécurité serait ignorer que les wikis, les blogs et les réseaux sociaux imposent leur offre comme l'imprimé a jadis permis la promotion d'une culture plus laïque. La « richesse » des collections, tant citée dans les discours patrimoniaux, se dépréciera si on ne la fait pas circuler ; il ne faudra pas une génération pour que la seule information existante, aux yeux du grand public, soit celle trouvée dans le Web, celle proposée par les moteurs de recherche.

Si Rome, La Mecque, Cuzco, Hollywood, Hiroshima, Seveso... sont connus par la « culture générale », c'est en raison des discours, citations, interprétations et récupérations qui y sont associés, voire du passage dans la langue courante. Dans un contexte concurrentiel, une évolution conceptuelle est nécessaire : la bibliothèque ne peut plus être qu'un lieu de dépôt, elle doit devenir un service de problématisation, de récit et surtout le moyen d'expression des subjectivités. Après la médiation classique, surplombante et souvent technique, ne peut-on imaginer une médiation de débat* où le patrimoine donnerait du sens sans faire autorité ? Ainsi, de conservatoire de médias, la bibliothèque devient média elle-même, outil de recherche, au sens de la réinterprétation continue de la société dans laquelle elle s'inscrit.

Dans toute sociabilité, l'expérience compte plus que le savoir ; les réseaux numériques en renouvellent la pratique mais ils nous obligent à changer de terrain. L'intérêt du document ne réside plus dans sa seule existence mais aussi dans son usage. À nous d'innover et de multiplier les formes d'appropriation par les publics visés. L'adage *publish or perish*² s'impose

2. *Publish or perish* (« publier ou périr ») est une boutade universitaire qui dénonce la prise en compte prioritaire des publications scientifiques dans les évolutions de carrière des enseignants et chercheurs, au détriment de leurs autres mérites et sans réelle évaluation qualitative des publications concernées (stricte bibliométrie).

au-delà des universités, autrement dit : le *story-telling*³ doit remplacer le catalogage, ou au moins le précéder.

Internet remet fondamentalement en cause nos pratiques : l'usager d'une bibliothèque s'attendait à y trouver une cohérence culturelle au prix d'une normalisation fonctionnelle. La normalisation est désormais mondiale et technologique ; elle encourage pourtant la plus grande déconcentration des points de vue exprimés. Par conséquent, notre travail s'inverse : nous savions traiter les fonds pour les communiquer localement, nous communiquerons désormais globalement sur leur exploitation pour faire connaître les documents. En somme, le « local » est contestable et le « fonds » s'efface devant la médiation. D'abord réagir à l'actualité et faire connaître le flux : c'est une révolution complète de nos processus de production. « Nous vivons à une époque où il n'est rien qui ne finisse sur les planches : les rois, les héros, les satyres. Tout finit par le magazine », écrivait Alexandre Vialatte : Miss Média⁴ ne saurait mieux dire !

3. *Story-telling* (« production d'un récit ») : méthode de communication dont l'objectif est de faire passer un message abstrait sous une forme narrative concrète, conte ou histoire.

4. Miss Média, avatar des Bibliothèques-médiathèques de Metz depuis 2009 (dessinée par André Fabert puis Jean Chauvelot), représente le service sur les réseaux sociaux, notamment par son blog < <http://missmediablog.fr> > ou son compte Twitter < @missmedia57 >, et dans la communication générale de l'établissement.

2

LA VALORISATION DES FONDS LOCAUX

par
Dominique
Rouet

Qu'ils soient de lecture publique ou de conservation, les fonds locaux constituent pour toute bibliothèque qui en est dotée une véritable spécificité de contenu liée au territoire qu'elle dessert. Exploiter, mettre en valeur, utiliser à des fins d'action culturelle le fonds local est pour la bibliothèque un atout qui contribue à renforcer son positionnement dynamique d'acteur de la culture locale. Que cette valorisation soit réalisée directement par l'établissement ou par des partenaires, de façon pérenne ou éphémère, scientifique ou non, *in situ*, hors les murs ou en ligne, la bibliothèque en cette matière est créatrice de contenus et auto-enrichit le fonds qu'elle exploite.

FONDS LOCAL ET MONDE SAVANT

+++++

Le fonds local tient une place à part dans la bibliothèque, constituant en son sein, à une échelle microcosmique, une petite bibliothèque traitant des sujets les plus divers vus à travers le prisme du territoire auquel il est associé. Partant, le fonds local constitue un gisement naturel de ressources qui permet de multiples manifestations de valorisation – cela tombe sous le sens pour une bibliothèque territoriale, intrinsèquement liée à son territoire, mais aussi pour une bibliothèque universitaire. Le lien avec le territoire est un angle d'accroche qui légitime l'évocation de sujets très variés, propres à parler à des publics également variés : scolaires, curieux, érudits...

UN PRÉALABLE À L'EXPLOITATION DU FONDS : SON SIGNALLEMENT

Le signalement de l'existence du fonds local est un préalable ou, si l'on veut, le point de départ de son exploitation. Sa dimension de lecture publique lui confère au sein de l'établissement une place, une signalétique, une accessibilité spécifiques ; considéré comme patrimonial, il bénéficie

parfois d'instruments de recherche particuliers, et son référencement dans les fiches de fonds du répertoire associé au Catalogue collectif de France (RNBFD) est un bon moyen d'en manifester l'existence auprès d'un public géographiquement éloigné.

Le signalement du fonds ouvre la porte à son exploitation par le public local ou non et, quel que soit le statut de la bibliothèque qui l'abrite (lecture publique, spécialisée, universitaire), on aura intérêt à rechercher l'exhaustivité dans son domaine particulier, en fonction du périmètre territorial plus ou moins large auquel il se rattache.

Dès lors qu'il est bien identifié dans la bibliothèque et rendu accessible, indépendamment de sa taille et de l'ancienneté des collections, le fonds local peut être mis en valeur pour des publics de niveaux d'exigence différents : le chercheur qui travaille sur l'évolution du paysage urbain, le passionné de la faune régionale, le simple curieux à la recherche de renseignements sur l'histoire de son quartier, le collégien préparant un exposé sur l'origine de sa ville.

UN LIEN AVEC LE MONDE SAVANT LOCAL

sociétés savantes

Le fonds local est une source à laquelle puise notamment le monde érudit local pour alimenter le fonctionnement des sociétés savantes. Réunissant curieux et chercheurs locaux, ces dernières sont elles aussi liées historiquement et statutairement à un territoire, qu'elles soient académies de fondation ancienne, sociétés d'études diverses, d'émulation, héritées du XIX^e siècle ou sociétés d'amis de telle localité ou de tel écrivain, de création plus récente.

La valorisation des fonds locaux en lien avec les sociétés savantes s'appuie sur les recherches menées par leurs membres à travers bibliothèques et archives locales en vue des conférences, visites et publications régulières réalisées sous leur égide. Une partie du public fréquentant fidèlement les fonds locaux, gisement de sujets de recherche, sont les auteurs de publications qui se retrouvent à leur tour sur les rayonnages de la bibliothèque. L'implication du bibliothécaire érudit au sein des sociétés savantes locales sonnait, dans les deux siècles passés, comme une évidence et une

tradition ; il est encore aujourd'hui volontiers intégré dans ces associations et son investissement personnel le mène aux postes de responsabilité, entretenant d'étroits rapports avec la recherche locale.

Certaines sociétés savantes sont elles-mêmes détentrices d'une bibliothèque d'étude ouverte aux membres de l'association, voire à un public plus large. Si les échanges de publications entre sociétés associées sont à l'origine de fonds offrant un contenu parfois géographiquement varié, les ouvrages proprement locaux représentent la plupart du temps l'essentiel des collections : une mise en valeur collaborative peut être le point de départ d'une sauvegarde de ces fonds parfois précieux que les associations n'ont plus toujours les moyens d'assurer, et dont elles souhaitent parfois faire le dépôt à la bibliothèque.

étudiants et chercheurs

Le public fréquentant le fonds local est aussi constitué par les étudiants et chercheurs du monde universitaire : simples exercices pour apprendre à mener un travail de recherche ou mise en œuvre d'un vrai sujet de mémoire dans le cadre de leur cursus universitaire, les travaux des étudiants sont une source de valorisation des fonds locaux, au même titre que les fonds patrimoniaux de la bibliothèque.

Les liens entretenus à l'instigation du bibliothécaire avec le monde universitaire permettront d'orienter les chercheurs vers les ressources du fonds local : afin de toucher les étudiants, il est nécessaire d'avoir au préalable sensibilisé les professeurs – qu'il faut connaître – pour qu'ils sachent orienter les étudiants vers les ressources disponibles. L'accompagnement d'un colloque par une exposition proposée en partenariat avec la bibliothèque, l'organisation de visites des collections, la participation à une publication sont de bons moyens de tisser des liens favorisant la valorisation du fonds. L'accompagnement nécessaire que requiert l'exploitation du fonds – la consultation du catalogue de la bibliothèque ne suffit parfois pas à embrasser la totalité – est une plus-value apportée par le bibliothécaire. En outre, un projet de mise en valeur du fonds peut opportunément amener à revoir, réorienter, ou déterminer le traitement et l'acquisition de telle ou telle collection destinée à rejoindre le fonds local, et d'en adapter les outils d'accessibilité.

L'ACTION CULTURELLE : QUE FAIRE D'UN FONDS LOCAL ?

+++++

La panoplie des différents moyens d'exploiter et de mettre en valeur un fonds local est large et variée. Il ne convient pas ici de donner un mode d'emploi pour chacun. Si la valorisation et l'action culturelle qu'inspire l'exploitation du fonds local ont une spécificité de contenu, il n'est pas dit que les moyens et les formes qui les caractérisent soient, eux, notablement différents de ceux qui s'appliquent aux autres secteurs de la bibliothèque, notamment les fonds patrimoniaux. Mais c'est bien ce lien au territoire, à la vie locale, culturelle ou non, qui s'y développe, qui doit être la clef de leur valorisation : non seulement en tant que collection de bibliothèque, mais bien plutôt comme outil au service du « fait local » vivant et protéiforme, à l'écoute duquel la bibliothèque doit être, autant en vue de son exploitation que de son enrichissement.

Peut-être plus que pour un autre secteur de la bibliothèque, la médiation et l'action culturelle menées à partir du fonds local sont propres à susciter un retour interactif de la part d'un public susceptible d'enrichir le fonds : aide à l'identification d'une photographie jusqu'ici imprécisément décrite, don de documents, prêt de collections en vue d'une autre manifestation...

LA MISE EN VALEUR DU FONDS LOCAL À L'INITIATIVE DE LA BIBLIOTHÈQUE

Montrer et mettre en scène le fonds local passent par la mise en place d'expositions, de présentations, dont l'ampleur est fonction de l'ambition et des moyens disponibles. Une table de présentation d'ouvrages à emprunter permet d'associer les collections de lecture publique à la manifestation. Pour une exposition à thématique patrimoniale, on aura aisément recours au fonds local pour y puiser dans une variété de collections destinées à la conservation à long terme. Lorsque le sujet de l'exposition n'est pas strictement lié au territoire, il peut néanmoins être bienvenu d'instiller un éclairage local du sujet qui permettra de valoriser le fonds, via l'exploitation de la presse, de l'iconographie, des collections de cartes postales, d'éphémères etc., d'autant que le public est particulièrement sensible à cet angle d'approche. Le numérique met en outre à la portée de

tous, pour une exposition permanente et virtuelle, les nouveaux moyens d'une nécessaire contextualisation des documents présentés. La médiation à destination d'un public large sous la forme de conférences, rencontres thématiques régulières, visites de groupes permet le contact plus direct avec les ressources présentées, voire de « feuilleter ensemble » une sélection de documents du fonds local.

Une stratégie possible pour toucher le jeune public invite à privilégier des ateliers ludiques où les enfants sont acteurs et créateurs : ateliers d'écriture ou d'art plastique réalisés à partir d'une représentation de la ville, jeux de plateau, courses au trésor à travers des cartes locales anciennes ou non, ateliers utilisant des photographies de différentes époques... Réservoir pédagogique pour l'action culturelle, le fonds local offre une matière riche, ressource de création, pour concevoir livrets de jeux, applications ludiques en ligne et dossiers pédagogiques invitant à la découverte du territoire dans et hors de la bibliothèque. Lorsqu'il s'agit de groupes scolaires, la concertation en amont avec l'enseignant est essentielle afin d'organiser l'offre pédagogique de la bibliothèque en cohérence avec le rythme scolaire et le contenu recherché.

Un des aspects de la valorisation du fonds local porte sur l'actualité de la production éditoriale régionale, collectée et mise à la disposition du public. Le responsable des collections trouvera un double avantage à valoriser les publications suscitées par des recherches menées à partir de ses fonds, ou celles simplement liées au territoire : les unes comme les autres constituent *de facto* de nouvelles ressources qui viennent enrichir le fonds. Ces rencontres de présentations, en présence des auteurs, ont l'avantage de valoriser le fonds de lecture publique et résultent d'une précieuse veille documentaire et événementielle locale.

PARTICIPER AU « FAIT LOCAL »

Avant de répondre à la curiosité du public, le fonds local doit se manifester au sein de l'établissement et aux yeux des collègues en participant activement à la programmation de l'action culturelle. Aussi, prendre part au fait local peut s'entendre au premier chef en considérant l'échelle la plus réduite : faire exister le fonds local au sein même de la bibliothèque.

Le passage du Tour de France, la nouvelle saison culturelle, la visite d'un hôte de marque, l'inauguration d'un équipement neuf, la commémoration de la Libération, l'anniversaire d'un jumelage : les occasions ne manquent pas pour la bibliothèque de faire écho aux événements qui marquent le territoire. Avant de s'interroger sur les manières de s'intégrer dans une manifestation locale, soulignons qu'il revient au bibliothécaire chargé du fonds local de saisir ces occasions sans systématiquement attendre d'être sollicité. Participer aux initiatives extérieures et savoir s'immiscer dans les projets portés par d'autres acteurs que la bibliothèque est un choix. Saisir les opportunités de l'événementiel local, oser occuper le terrain, sortir de la bibliothèque sans rechigner à emprunter des chemins inhabituels constituent les clefs pour faire connaître l'existence du fonds à un public nouveau, celui pour lequel il convient de désacraliser la bibliothèque.

Au-delà de la posture opportuniste qu'il peut être profitable d'adopter en la matière, le fonds local de la bibliothèque a toute légitimité, comme acteur du rayonnement du territoire dans le champ de la culture et du tourisme, à s'affirmer comme partenaire potentiel : la création d'un parcours littéraire qui s'inscrit dans les lieux mêmes des traces des écrivains liés au « territoire littéraire » local permettra, par exemple, la mise en valeur de ressources littéraires et iconographiques.

Le relais constitué par la presse locale, les revues régionalistes de mise en valeur du patrimoine et des ressources touristiques, les revues institutionnelles sont autant de canaux de diffusion qui permettent aux fonds locaux d'être valorisés en dehors des sentiers habituellement battus par les bibliothécaires. Des articles courts sur une rue ou un quartier, que les ressources iconographiques des fonds locaux peuvent éclairer, justifient une chronique régulière dans les journaux ou hebdomadaires locaux, en partenariat. Le fonds local, dans sa dimension patrimoniale en particulier, fournit matière à des articles plus longs et illustrés dans les revues que certaines collectivités ou institutions mettent en place pour faire valoir une logique de territoire.

QUELLE SPÉCIFICITÉ APPORTER ?

Reflète des spécificités du territoire relatives à son histoire, son patrimoine, ses mutations, ses ressources naturelles etc., le fonds local de la bibliothèque peut être perçu et utilisé, grâce à sa grande variété de sujets et de formes de documents collectés et conservés, comme un outil de rayonnement territorial, dès lors qu'il est exploitable. Que ce soit sous la forme de produits dérivés* comme des cartes postales ou des publications, ou encore par sa contribution aux manifestations portées par les acteurs locaux, il est un support d'accompagnement et de complémentarité, parfois même d'une manière plus immédiate encore que les autres établissements dotés de centres de ressources comparables ouverts au public, comme les musées ou les dépôts d'archives.

Malgré cela, paradoxalement, établir l'évidence auprès des acteurs locaux de l'utilité de la bibliothèque et de son fonds local est un enjeu dont il faut prendre la mesure : c'est parfois loin d'être un automatisme pour les partenaires extérieurs. Lorsqu'il s'agit d'illustrer les mutations formelles d'une ville ou d'un territoire, le fonds local comporte bien souvent sur place les ressources que, faute d'en connaître le contenu exact, les partenaires culturels potentiels vont chercher ailleurs.

Une autre spécificité du travail d'exploitation du fonds local réside en ce qu'il aboutit à produire un contenu, appelé à devenir lui-même un enrichissement du fonds et, par conséquent, un objet de conservation. Plus largement, un des aspects de l'implication de la bibliothèque dans le fait local est la collecte des traces laissées par des manifestations locales, même lorsque l'établissement n'y a pas participé directement, autant que celles qu'il a produites sous forme d'un véritable contenu éditorialisé. En cela, elle constitue un des lieux qui conservent à long terme les traces de manifestations éphémères et maintiennent une mémoire du local.

QU'EN RETIRER AU BÉNÉFICE DE LA BIBLIOTHÈQUE ?

L'exploitation du fonds local par un usager à l'occasion d'une manifestation locale concourt à sa meilleure connaissance : ce travail contribue aussi à la mission des bibliothécaires dont le temps aujourd'hui consacré directement à la recherche scientifique ne peut plus avoir la même importance que par le passé. En revanche, l'opportunité de l'exploitation d'un aspect du fonds

local peut conduire à favoriser le traitement dudit fonds, à en approfondir sa connaissance et à en favoriser la visibilité ; par ailleurs, l'acquisition de nouvelles ressources destinées à rejoindre le fonds local patrimonial est parfois directement provoquée par un projet de valorisation, qui, à l'inverse, peut être à son tour suscité par une acquisition récente.

Toute valorisation du fonds dans un projet local contribue à accroître la visibilité des ressources de la bibliothèque et la fait apparaître comme un centre de ressources évident pour le public, pour les partenaires locaux, pour les institutions, éditeurs, chercheurs, étudiants, professeurs et simples curieux. Favoriser les partenariats permet de positionner la bibliothèque et son fonds local comme un interlocuteur privilégié.

Le fonds local de la bibliothèque peut à ce titre tirer son épingle du jeu auprès des partenaires régionaux engagés dans la conservation et la mise en valeur du patrimoine, de plus en plus concertées. Quant aux musées locaux, la documentation locale réunie pour documenter les œuvres, voire la bibliothèque qui existe dans certains d'entre eux, ne suffit pas toujours à couvrir le champ d'investigation que parcourent les responsables d'expositions ou de publications. À l'époque des marges de manœuvre plus réduites, on considère avec plus d'attention les ressources de partenaires immédiats et proches. La bibliothèque doit être à ce titre un interlocuteur privilégié du musée et son fonds local peut être l'un des vecteurs de cette collaboration. Sans être le seul biais possible, le fonds local apparaît comme un outil adapté de l'implication de la bibliothèque dans la vie locale, au-delà de ses missions immédiates ; il participe aussi de l'identité territoriale. La bibliothèque peut trouver une visibilité touristique à ne pas négliger en participant, *via* le fonds local, à la mise en place d'expositions de plein air, à l'édition d'une brochure ou, plus simplement, à la fourniture d'iconographie destinée à tel ou tel outil de communication.

PUBLICATIONS ET CONTENUS ÉDITORIAUX

+++++

Publier ? Mais on n'a pas le temps, ni les moyens de s'occuper de ça ! L'éditorialisation sous toutes ses formes possibles est pourtant un axe de valorisation que le bibliothécaire peut enrichir d'une forte valeur ajoutée. Qu'elle soit sur papier ou en ligne, la publication permet de franchir les

frontières de la bibliothèque et offre la possibilité d'en faire rayonner les ressources à distance, le bénéficie à tirer concernant autant l'établissement que sa région. Dans tous les cas, les bibliothécaires devront néanmoins s'assurer de la parfaite conformité juridique de leur entreprise au regard du droit d'auteur, car de nombreux documents du fonds local ne sont pas encore tombés dans le domaine public.

ÉDITER OU PARTICIPER À UNE PUBLICATION

Les publications générées par l'exploitation du fonds local sont d'ampleur variable, allant de la brochure à la monographie plus ambitieuse. Publier un texte manuscrit conservé par la bibliothèque, lié au territoire, une sélection iconographique commentée, un fonds photographique, une étude sur un écrivain né dans la région auront l'intérêt d'accroître la diffusion de documents inédits ou rares. Brochures, ouvrages collectifs, catalogues d'exposition restent sans doute les cas les plus courants de publications ; les monographies portées par un bibliothécaire sont bien plus rares, quand elles ne sont pas produites sur son temps libre, en fonction de son engagement personnel.

Une publication réalisée à l'initiative de la bibliothèque nécessitera un ou plusieurs auteurs placés sous une direction, un calendrier, un calibrage, un budget, le choix d'un éditeur si la collectivité ne s'autoédite pas, voire un distributeur. Le fonds local se trouvera plus fréquemment valorisé via la production d'articles pour une revue scientifique, une publication savante locale, ou ciblant un plus grand public, mais visant toujours la mise en valeur du patrimoine local. Les revues ou programmes culturels édités par la bibliothèque ou par la collectivité de tutelle constituent aussi des canaux par lesquels l'éditorialisation du fonds local trouve une place de choix.

Publier un ouvrage valorisant le fonds local ou réalisé à partir de documents conservés par le fonds local est une entreprise qui fait entrer en résonance des partenaires tels que les sociétés savantes, académies, associations liées au patrimoine qui fédèrent à la fois un public intéressé et constituant une audience visée par la publication, mais aussi des chercheurs et érudits qui peuvent être les auteurs et promoteurs de la publication.

Outre les recherches inédites, le fonds local est sollicité par des éditeurs spécialisés dans la réimpression d'ouvrages anciens devenus rares et

tombés dans le domaine public, qui trouvent dans les fonds locaux anciens matière à rééditions ou *reprint* : les exemplaires du fonds local peuvent être sollicités à cette fin. La bibliothèque saura être attentive à retirer de ce type de projet quelque bénéfice, *a minima* sous la forme d'exemplaires de l'ouvrage reproduit.

SOLLICITATIONS MULTIPLES

Sans être directement auteur ou associé par une collaboration plus poussée allant jusqu'à la rédaction d'une partie de la publication, le responsable du fonds local peut être amené à jouer un rôle de conseil sur des publications à thématique locale, qui sont de près ou de loin liées au fonds de la bibliothèque et qui peuvent lui être soumises pour avis. Dans le cas d'une demande directe d'un futur auteur porteur d'un véritable projet, il s'agira bien souvent de l'orienter vers un éditeur ou vers les instances de coopération des métiers du livre dans la région, auxquels la bibliothèque n'a pas vocation, ni les moyens de se substituer : centres régionaux des lettres, agences de coopération sont des relais précieux et des centres de ressources propres à orienter ces porteurs de projets vers le réseau des éditeurs régionaux, libraires et professionnels du livre. Le financement d'un projet de publication à partir du fonds local nécessitera de savoir s'adresser aux acteurs adaptés. Certaines régions peuvent être dotées de dispositifs tels que les Fonds d'aide à l'édition indépendante ou Fonds pour le développement de l'économie du livre.

Il n'est pas rare que la collectivité soit sollicitée pour apporter son soutien au financement d'une publication liée au territoire par des éditeurs et auteurs indépendants, à la recherche d'un soutien à leur projet du fait du caractère local de la future publication, ou d'une prétendue mise en valeur du patrimoine ou du territoire. La collectivité a parfois – mais pas forcément – la bonne idée d'interroger la bibliothèque sur la validité de la future publication avant de s'engager éventuellement sur un préachat d'exemplaires ou une subvention : là aussi, le rayonnement de l'établissement devrait le désigner comme une instance nécessaire de conseil, et limiter les réponses discrétionnaires des élus.

Dans nombre de cas, l'implication de la bibliothèque se traduira par la simple autorisation de reproduction de documents, gracieusement ou à

titre onéreux, qui lui donnera le droit de réclamer un ou des exemplaires de la publication, qui pourra rejoindre le fonds local. Lorsque le soutien à la publication est plus manifeste, un achat en nombre par la collectivité peut intervenir, pour lequel la bibliothèque peut être mise à contribution.

ÉDITORIALISATION EN LIGNE ET INTERACTIVITÉ

Le papier n'est plus aujourd'hui le support exclusif de la publication : les portails web sont largement utilisés pour des formes variées d'éditorialisation, tandis que l'utilisation des réseaux sociaux va croissante. Les objets numériques générés par l'exploitation du fonds local et mis en ligne via le portail de la bibliothèque doivent bénéficier d'une éditorialisation, ne serait-ce qu'une contextualisation, qui est une vraie plus-value du travail de bibliothécaire. Cette activité en ligne est en soi un objet dont il faut garder trace, qui peut prétendre à rejoindre et enrichir le fonds local, sans même régler la problématique complexe de la conservation.

Ainsi, le portail présente l'activité de l'établissement et ses collections, comporte une description du fonds local, souvent lié au fonds patrimonial, héberge encore une exposition virtuelle ; certaines bibliothèques animent, de façon permanente ou en lien avec un événement, des blogs¹ dont la problématique est locale. Ailleurs, la publication en ligne, sous forme de feuilleton², d'un texte conservé par le fonds local illustre la dématérialisation des publications qui permet de contourner la question du financement d'une diffusion par impression.

La mise en ligne est un autre moyen d'augmenter l'audience et de favoriser l'interactivité avec le public qui peut s'exprimer d'autant plus facilement : les expériences d'identification collaborative de fonds photographiques³ en sont un bel exemple. L'interactivité avec le public prend une dimension autre lorsque la présence de la bibliothèque sur les réseaux sociaux est effective, mais pose la question de la conservation à long terme des *posts*

-
1. *Epitome*, à Nancy. [En ligne] : < <http://epitome.hypotheses.org> >. *Apibeursdé touillou Zazie !*, au Havre en 2009. [En ligne] : < <http://www.ville-lehavre.fr/zazieblog> >.
 2. Ainsi, les bibliothèques de Rouen ont proposé la diffusion sous forme de feuilleton quotidien sur 52 jours, enrichi d'informations variées, du roman de Maurice Leblanc, *La comtesse de Cagliostro*. L'application correspondante était disponible pour tablettes iOS et Android.
 3. Voir la contribution d'Anne Meyer : « La fabrique des fonds locaux : construire des partenariats », p. 38.

et articles publiés, qui reflètent l'activité de la bibliothèque en mots et en images. Sans toujours le garder à l'esprit, l'activité du *community manager* ou de l'animateur de communauté, s'il n'est pas directement l'expression de l'exploitation en ligne du fonds local, y participe aussi comme créateur de contenus qui peuvent enrichir le fonds local.

3

**DEUX BIBLIOTHÈQUES,
UN SEUL FONDS LOCAL !***par Gaël
Chenard et
Blaise Mijoule*

Avant d'évoquer les partenariats noués ces dernières années entre la Bibliothèque départementale de prêt (BDP) et les Archives départementales (AD) des Hautes-Alpes autour de leurs fonds locaux respectifs, il est nécessaire de présenter rapidement la manière dont chaque service conçoit jusqu'à présent l'enrichissement de son fonds local et sa mise à la disposition du public.

CONSTITUTION DES FONDS LOCAUX

+++++

LES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

L'abbé Guillaume (1879-1913), l'un des archivistes mythiques du service, a souhaité constituer une bibliothèque historique spécialisée pour la mettre à disposition des chercheurs fréquentant les archives, et qui contienne « tout ce qui aura été publié sur ce département, dans ce département », ainsi que des ouvrages historiques généraux. Cette ligne est toujours celle suivie par le service aujourd'hui.

La constitution est lente, le service ne pouvant faire que très peu d'acquisitions, soit 465 volumes en 1888. À sa mort, Paul Guillaume lègue sa bibliothèque personnelle (1 985 documents) qui constitue le premier cœur de la bibliothèque des AD. La bibliothèque profite également du dépôt légal préfectoral¹ pendant quelques dizaines d'années, mais surtout de dons du ministère de l'Instruction publique, de ceux des inventaires des autres services d'archives départementales de France, et enfin des particuliers, notamment les collections Guillemin et La Mazelière.

Le fonds comprend des périodiques, et notamment la presse locale, dont certains titres depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle. Sa politique

1. Le dépôt administratif des périodiques en préfecture (et au ministère de l'Intérieur pour les publications parisiennes), instauré par la loi du 29 juillet 1881, article 10, a été abrogé par la loi du 22 mars 2012. Il est remplacé par le dépôt, auprès du ministre chargé de la Communication, des seuls périodiques à diffusion nationale.

d'acquisition autonome a véritablement commencé après la seconde guerre mondiale avec l'accroissement progressif des crédits d'acquisition, et continue jusqu'à nos jours de privilégier le fonds historique local, les ouvrages de référence dans le domaine historique, ainsi que les productions administratives du département (bulletins des différentes mairies du département par exemple) ou les ouvrages administratifs de référence se rapportant à l'activité des services versants. Le fonds comporte aujourd'hui près de 100 000 documents, tous types confondus.

LA BDP DES HAUTES-ALPES

La BDP, de création plus récente (1979), avait dès l'origine choisi de constituer un fonds local, ce qui n'allait pas de soi puisque cette orientation, prise à l'époque par de nombreuses bibliothèques centrales de prêt (BCP), était envisageable, selon la circulaire Gattégno, « notamment lorsqu'il n'existe pas de fonds locaux dans d'autres bibliothèques du département et dès lors que la BCP dispose de moyens de fonctionnement suffisants »². La constitution du fonds local à la BDP se fixait l'objectif d'un large accès aux documents pour tout demandeur dans le département. La notion de conservation était limitée à quelques documents en exemplaire unique. La complémentarité de ce fonds avec ceux des AD, des bibliothèques municipales (en particulier celle de Gap) et des sociétés locales était donc évidente, puisque ces dernières se fixaient une mission de conservation qui n'autorisait qu'une consultation sur place de leurs ouvrages.

Concrètement, le fonds local de la BDP était donc bien prêtable à l'ensemble des habitants des Hautes-Alpes et sur tout le département, par l'intermédiaire des bibliothèques et points-lecture du réseau de la BDP, et selon des modalités particulières proches de celles du prêt entre bibliothèques (PEB). Ce fonctionnement perdure encore aujourd'hui.

Ayant fait ce choix de donner une large accessibilité à ses ouvrages du fonds local, la BDP a entrepris dès l'origine un effort d'acquisition important à partir de la production éditoriale courante (parutions ou rééditions achetées systématiquement et en nombre), de *reprints*, de fac-similé,

2. Ministère de la Culture, circulaire DLL6 n° 85-2316 du 1er août 1985 : « Missions, moyens et fonctionnement des bibliothèques centrales de prêt », p. 4.

d'ouvrages d'occasion et aussi de revues locales dont les collections ont été reconstituées. La politique documentaire de ce fonds, maintenue dans son propos initial jusqu'à nos jours, incluait dans son périmètre tout sujet ayant trait au département des Hautes-Alpes (histoire, sociologie, littérature...), toutes époques confondues.

UN PROJET COMMUN DE NUMÉRISATION

+++++

En 2012, un projet commun aux directions des AD et de la BDP vise à numériser et mettre en valeur des documents locaux présents dans les fonds des AD, méconnus et ignorés des campagnes de numérisation des grands opérateurs nationaux ou internationaux (BnF, Europeana, Google Books...). Leur mise en valeur est aussitôt prévue sur le portail des AD en 2015, et sur celui de la BDP en 2016, pour donner une nouvelle visibilité et simplifier l'accès à des documents du fonds local qu'il était jusqu'ici impossible d'emprunter et pratiquement de consulter. Du point de vue de la BDP, il s'agit de remettre en circulation, de manière dématérialisée, des ouvrages trop anciens ou trop rares pour qu'elle ait pu les acquérir, introuvables aujourd'hui mais dont l'intérêt reste réel. Pour cette raison, nous verrons qu'il a rapidement été décidé de ne pas se limiter aux seules ressources des AD.

Les critères de choix des fonds à numériser, définis collégialement, sont inspirés des pratiques des AD, appliquées de longue date aux documents d'archives. Les archivistes privilégient les fonds dont la consultation est régulière (état civil en particulier), formant une série complète. Leurs critères s'intéressent plus à définir l'opportunité d'un train complet de numérisation qu'à discriminer des documents de manière fine. À l'inverse, les choix de numérisation d'une bibliothèque se heurtent à la nécessité de descendre au niveau du document pour constituer un train, dont la cohérence est définie par l'institution et non dictée par une logique propre aux documents.

En pratique, la liste a été dressée de tous les documents compris dans la bibliothèque des AD tombés dans le domaine public, intéressant le territoire des Hautes-Alpes et situés dans le cœur de la politique documentaire, à l'exclusion d'ouvrages ayant trait à la littérature régionale (sauf quelques témoins concernant le patois haut-alpin), ainsi que de la presse locale, du moins dans un premier temps. Cet ensemble représente entre

300 000 et 400 000 pages. Compte tenu des moyens de numérisation propres au département, il est parfaitement envisageable d'en numériser l'intégralité sur une période de 18 à 24 mois. Ce choix de la totalité correspond à peu près à la logique sérielle propre aux AD, et permet d'intégrer au train des documents d'archives : comme la plupart des bibliothèques patrimoniales, celle des AD comprend des manuscrits ou des imprimés uniques, et non seulement des imprimés produits en nombre.

Nous avons élagué cette première liste en supprimant tous les ouvrages déjà numérisés par la BnF et disponibles dans Gallica, qui feront l'objet de liens sur le portail des AD. Notre but est de mettre à disposition des ressources difficiles à trouver, pas de les numériser absolument nous-mêmes : il n'y avait donc aucune raison de maintenir les doublons dans notre train de numérisation.

UN PORTAIL LOCAL

La liste définitive, portant sur un peu plus de 200 000 pages, contient néanmoins des doublons. La bibliothèque des AD conserve de très nombreuses brochures ainsi que des tirés à part, souvent extraits de revues savantes déjà numérisées. Considérées comme des documents à part entière, ces brochures font l'objet de notices individuelles précises dans notre catalogue, ce qui permet de les faire remonter plus facilement dans des résultats de recherche. Leur maintien dans le train de numérisation correspond à l'objectif d'un accès le plus aisé et le plus homogène possible à des ressources précises, quel que soit leur niveau de description, à destination d'un public peu familier de ce type de recherches. Que la ressource soit numérisée et consultable quelque part ne suffit pas à en garantir l'accès ; l'identification doit en être la plus immédiate possible pour toucher notre public. C'est là tout l'intérêt d'un portail local par rapport à un grand opérateur généraliste comme la BnF.

Les grands absents de ces critères de choix sont les internautes, nos utilisateurs finaux. Le choix de la quasi-exhaustivité évacue la question de l'existence d'un utilisateur potentiel pour chaque document. Nous ne disposons d'aucun outil capable de définir la part réellement utile du fonds. La bibliothèque des AD est pratiquement inconnue, y compris sur le territoire des Hautes-Alpes, et nous ne disposons d'aucun lectorat constitué

à interroger. Les statistiques de consultation reposent sur un nombre trop faible d'occurrences pour être pertinentes : elles ne permettent que de dégager quelques évidences, c'est-à-dire un petit groupe d'ouvrages très connus et très consultés. Le pari consiste donc à considérer que la numérisation de ce fonds constitue une mesure pour en garantir l'accès dans sa totalité plutôt qu'une valorisation sélective.

MUTUALISER DES FONDS, DES PRATIQUES ET DES MOYENS

Une fois la liste constituée, le département s'est rapproché de la BnF, laquelle a proposé d'intégrer une partie du train de numérisation dans un programme à destination de ses partenaires, soit 100 000 pages. Les deux institutions se sont retrouvées à la fois sur les critères de choix et sur l'existence des doublons. Comme anticipé, le site des AD doit intégrer à terme les ressources de Gallica concernant son territoire à l'aide de filtres, dont les 100 000 pages tirés des fonds départementaux. Réciproquement, le département espère également permettre l'accès à ses ressources propres *via* Gallica. Cette multiplicité des accès correspond à la multiplicité des publics, et l'ensemble des ressources seront consultables à la fois sur les sites de la BDP et des AD avec des présentations légèrement différentes.

Au vu de perspectives budgétaires de plus en plus difficiles, les efforts de mutualisation entre bibliothèques vont se renforcer. Dans la continuité du travail de numérisation en cours, il est prévu d'approfondir la complémentarité entre les deux fonds locaux de nos services. Le recrutement d'un agent mutualisé sur les deux sites a été fait afin de mettre en place une politique documentaire commune des fonds locaux, avec l'objectif d'une totale complémentarité qui fera passer de deux fonds à un seul fonds local conservé sur deux sites. Cette évolution impliquera sans doute, à moyen terme, l'ouverture au prêt d'une partie du fonds des AD.

La coopération ira vraisemblablement plus loin avec la mise en œuvre d'un deuxième volet du projet, plus large et qui reste à concevoir. Le diagnostic posé par le département repose pour le moment sur ses ressources propres. Mais il existe d'autres institutions au sein du territoire dont les fonds pourraient être mis à profit pour étoffer l'offre initiale. Une seconde campagne de numérisation, appuyée par une étude préalable, pourrait

voir le jour et renforcer la vocation de portail pour le département des sites internet de la BDP et des AD.

4

LE SÉMINAIRE BAS-NORMAND DU PATRIMOINE ÉCRIT

*par
Bernard
Huchet*

Chaque année depuis 2010, à la fin septembre, un séminaire mixte regroupant des universitaires et des conservateurs se réunit dans un département de Basse-Normandie, à l'initiative de l'université, de la Bibliothèque de Caen¹, de la DRAC et du Centre régional des lettres (CRL). Ce rapprochement délibéré de corporations dont les objectifs sont complémentaires s'efforce de constituer des liens, des réseaux grâce auxquels pourront émerger de nouveaux projets numériques d'exploitation et de valorisation des fonds locaux par la recherche, en jetant les bases d'une meilleure connaissance réciproque.

CHERCHEURS ET CONSERVATEURS : DES BESOINS MUTUELS

+++++

À l'origine de ce projet, le constat s'imposait d'un besoin mutuel : par défaut de moyens et de compétences, d'importantes collections du patrimoine imprimé régional n'ont jamais été suffisamment signalées dans les bibliothèques, où leur existence même est parfois en danger du fait de leurs conditions de conservation ; par méconnaissance de ces ressources pourtant proches, les enseignants et les chercheurs n'en tirent pas le profit qu'ils pourraient, tant pour nourrir leur propre activité que prescrire les travaux académiques de leurs étudiants. Ce dernier point semblait particulièrement sensible à Caen, du fait de l'attraction de la proche capitale, où vont se préparer de nombreux mémoires de Master. Il pourrait donc surgir, à la faveur d'une information plus soigneusement ciblée, des opérations qui rendraient justice aux collections mal connues ou mal conditionnées, feraient progresser la recherche en matière d'histoire locale et renforcerait l'ancrage de l'université sur son propre territoire.

1. Depuis 2004, la BM de Caen transférée à la communauté d'agglomération Caen-la-mer a repris le nom de « Bibliothèque de Caen », qu'elle portait au XIX^e siècle.

Il est encore difficile de qualifier aujourd'hui l'entreprise, qui n'a pas cessé d'être informelle et se fonde seulement sur un accord de principe entre quatre ou cinq personnes ; mais il ne fait aucun doute qu'elle rencontre les préoccupations d'un grand nombre de professionnels. Dès sa première session, qui se tenait en septembre 2010 au château de Cerisy, le séminaire s'est affirmé comme le théâtre d'une concertation débonnaire et fraternelle où se croisent avec simplicité les bibliothécaires, les archivistes, les universitaires et même bientôt les étudiants.

D'abord formulé par l'université, c'est-à-dire au sein de la Maison de la recherche en sciences humaines (MRSH), le projet s'inspirait d'une expérience poursuivie dans le cadre du contrat de plan État-Région depuis 2007, et visant une particularité locale du patrimoine imprimé : la fréquence des livres italiens du xvi^e siècle dans les collections des bibliothèques publiques bas-normandes². Ce programme de recherche rendait nécessaire une exploration détaillée des ressources régionales, et provoquait des contacts réguliers entre les chercheurs et les responsables des fonds, dont la richesse fournissait une matière opportune aux stratégies numériques de l'université. Car c'est évidemment sur le terrain de la technologie que s'est d'emblée positionné le partenariat naissant : les ministères de tutelle s'accordaient alors, dans la perspective du grand emprunt, sur l'ambition de mettre en œuvre des projets territoriaux cohérents, soutenus par l'essor exponentiel du numérique.

Tel était l'argument principal du patronage accordé sur-le-champ par la DRAC à l'entreprise, la valorisation des fonds patrimoniaux par le moyen du numérique étant généralement l'occasion, pour les professionnels concernés, d'en améliorer le signalement comme les conditions de conservation : les objectifs revendiqués par le projet de séminaire allaient donc précisément dans le sens des priorités du Plan d'action pour le patrimoine écrit (PAPE), tout en élargissant les cercles habituels de la coopération régionale. Sur les mêmes bases, l'accord immédiat du CRL complétait le dispositif en l'articulant sur des projets collectifs préexistants, comme

2. L'importance de ces fonds en Basse-Normandie, qui doit être considérée comme un « fait local » à part entière, avait été soulignée dans les années 1980 par Alain Girard, conservateur à la BM de Caen, auteur d'un catalogue collectif publié en 1982, qui d'ailleurs a servi de première base de travail à la recherche en cours.

Normannia, la bibliothèque numérique normande, à l'enrichissement de laquelle participaient à la fois les deux grandes bibliothèques de Caen, universitaire et communautaire, et la plupart des établissements territoriaux de la région détenteurs de collections patrimoniales³.

L'ORGANISATION DU SÉMINAIRE

Au-delà des discours politiques présidant au lancement de l'opération, l'organisation matérielle du séminaire se fondait sur quelques principes rapidement esquissés, qui n'ont pratiquement pas connu de révision depuis 2010 :

- le séminaire se tiendrait chaque année dans un département différent, suivant un cycle triennal qui ferait visiter à ses membres l'un des établissements de conservation de la région, avec une mise en valeur plus détaillée de certaines de ses ressources ;
- les séances comprendraient une série de communications portant sur les projets en cours ou à venir, regroupées de préférence d'après un thème en rapport avec le territoire d'accueil du séminaire. Leur présentation devrait pouvoir s'effectuer à deux voix, conservateur et chercheur, pour évoquer à la fois l'intérêt patrimonial des collections en cause, et leur importance pour les progrès de la recherche ;
- d'autres types d'information seraient également les bienvenues, touchant par exemple des accroissements récents de collections, des propositions de stages pour les étudiants, ou encore des dossiers à monter pour donner une suite collective aux appels à projets numériques lancés par les ministères ;
- enfin, une attention particulière s'attacherait à la convivialité générale de chaque session : l'accueil de qualité, l'organisation

3. < www.normannia.info >. D'abord constituée comme un « cabinet de curiosités », *Normannia* proposait en mode texte uniquement des brochures d'importance moyenne tirées des fonds locaux des bibliothèques de la région. Son volume et sa physionomie ont sensiblement évolué depuis, notamment du fait d'une importante mise en ligne de collections de presse régionale.

d'un repas pris en commun sont des éléments stimulants pour l'amorce de telles coopérations.

Le public du séminaire

Recruter un public pour le séminaire a donné des résultats pour une part inopinés : tout d'abord et depuis l'origine, les trois services d'Archives départementales s'y sont trouvés largement représentés, si bien qu'ils ont rejoint le groupe des organisateurs et qu'ils ont même accueilli, par deux fois, le séminaire dans leurs locaux (2011 à Caen, 2013 à Alençon). La participation des bibliothécaires semble en regard moins affirmée, sans doute conditionnée par les problèmes d'organisation interne à chaque établissement (peu de professionnels, dans la région, sont exclusivement affectés au traitement des collections locales ou patrimoniales, et jouissent d'une disponibilité suffisante pour se dégager le temps nécessaire), et par ceux qui tiennent aux déplacements : chaque lieu choisi par le séminaire voit affluer un public plutôt concentrique, où les établissements les plus éloignés sont rarement présents. Quant aux universitaires, leurs spécialisations respectives peuvent avoir le même effet que l'éloignement physique, et leur participation dépend des sujets programmés, suivant les règles d'une cartographie disciplinaire qui fonctionne, elle aussi, d'après un principe concentrique.

Le programme du séminaire

La construction d'un cadre thématique pour chaque session ne va pas de soi, la région tout entière n'offrant pas toujours assez de ressources ni d'intervenants pour aboutir à des regroupements convaincants : on a pu cependant bâtir en 2012 une demi-journée sur les « fonds maritimes » pour le séminaire de Valognes, et les nombreux points d'accroche régionaux des collections de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) à l'abbaye d'Ardenne, qui accueillait le séminaire en septembre 2015, donnaient une singulière consistance à la présentation de projets portant sur l'édition et la littérature contemporaines. C'est d'abord par la mise au point de programmes attractifs que ce type de coopération trouve son rythme, et son auditoire de croisière.

Après cinq années d'expérimentation, la formule a sensiblement progressé, mais elle doit encore se perfectionner : il est certain qu'elle a déjà provoqué des prises de conscience réciproques, dont peuvent témoigner, pour les étudiants de Master, de nouveaux stages pilotés sur place par les responsables de bibliothèques patrimoniales jusque-là rarement partenaires de l'université. Sans doute faut-il encore affiner plusieurs procédures, notamment dans la présentation détaillée des collections que les responsables des fonds souhaitent mettre en valeur, pour éveiller vraiment l'intérêt des chercheurs et susciter leur investissement direct. Et enfin, des réflexions doivent être poursuivies pour donner au séminaire, dans le cadre issu de la fusion des deux régions normandes, la dimension qu'implique ce nouveau territoire.

MÉMENTO*par Claire Haquet et Bernard Huchet***DIX COMMANDEMENTS POUR REPENSER LE FONDS LOCAL**

Parvenus au terme du parcours, nos lecteurs auront admis que l'existence et le développement d'un fonds local en bibliothèque font jouer de multiples ressorts professionnels, et doivent mobiliser des compétences variées. Bien au-delà d'une simple consignation des éléments de la mémoire collective à des fins de témoignage ou de renforcement du lien social, cette stratégie d'établissement doit faire entrer la bibliothèque dans le cercle des acteurs du fait local et permettre qu'une approche dynamique et partenariale, grâce à la diversité de ses compétences propres, affirme sa présence à la fois sur le terrain de la production, de l'animation et de la conservation. Voici pour conclure, et sans préjudice d'autres consignes qui pourront découler d'un particularisme local (constitution d'un fonds en langue régionale par exemple), les dix commandements qu'observeront sur la durée les responsables de ces collections.

PREMIER COMMANDEMENT : CONNAÎTRE L'ENVIRONNEMENT CULTUREL, INSTITUTIONNEL ET DOCUMENTAIRE LOCAL

Ce n'est pas dans le champ clos de l'établissement que l'on saura fixer les critères de constitution d'un fonds local : celui-ci n'a de sens qu'en fonction d'une communauté qui dispose de repères, bien que sans toujours les connaître précisément. C'est donc par la recherche et l'identification de ses particularismes culturels, même s'ils sont multiples, que l'on devra commencer, avec le double souci de les envisager sur la durée, donc sans négliger leur histoire ni leurs évolutions les plus récentes, et d'être attentif à l'existence d'organismes susceptibles de les incarner ou de les valoriser, si divers que soient leur nature et leur statut.

Parmi ces derniers, les services documentaires doivent naturellement faire l'objet d'une enquête approfondie, pour discerner selon quelles priorités l'offre locale de la bibliothèque pourra leur constituer un utile

complément. Dans l'hypothèse où l'on part d'un existant, cette réflexion peut conduire à de nouvelles orientations de la politique documentaire.

DEUXIÈME COMMANDEMENT : DÉFINIR NETTEMENT SA ZONE D'INTERVENTION

Quand même sa vocation demeure encyclopédique, la bibliothèque ne peut s'emparer de tous les sujets, ni prétendre au même niveau d'excellence ou de complétude sur tous les champs qu'investit le « fait local » autour d'elle : on devra donc formuler des préférences pour le développement du fonds local, compatibles bien sûr avec les missions fondamentales de l'établissement, mais également capables de s'inscrire sans redondance exagérée dans le paysage institutionnel précédemment reconnu. Cette phase d'aménagement stratégique doit comprendre des concertations détaillées avec d'autres entités concernées, qu'on les considère ou non comme de futurs partenaires.

Il faut ici ménager l'intelligence et la perspective de collaborations régulières : c'est pourquoi l'on devrait parler, plutôt que de zones frontalières, de marches progressives que la bibliothèque se propose de partager avec d'autres, et qui borderont son cœur de compétence. Dans la pratique, ces définitions peuvent procéder suivant une logique de cercles concentriques, tant sur le registre territorial que disciplinaire.

TROISIÈME COMMANDEMENT : FORMALISER SA POLITIQUE EN MATIÈRE DE CONSERVATION, DE CONTENUS DÉMATÉRIALISÉS, DE PUBLICATIONS ÉPHÉMÈRES...

Dans la même perspective de coexistence constructive et de complémentarité, la bibliothèque fera valoir sa vocation, le savoir-faire de son personnel, mais aussi ses ressources propres, pour assurer des services dont la communauté locale n'est pas forcément capable : on citera naturellement, sans que ces exemples soient limitatifs, la sélection des traces et leur patrimonialisation pour en garantir la conservation à long terme, la recherche et la collecte systématiques d'un corpus numérique susceptible de fournir, vis-à-vis des supports classiques, un éclairage moins conventionnel et parfois décapant du fait local, ou encore une réflexion critique sur le traitement des éphémères.

Ces orientations documentaires comprennent, au-delà de leur bien-fondé scientifique, des implications budgétaires et d'effectifs que l'établissement doit pouvoir assumer sur la durée : c'est pourquoi leur formalisation nécessite une définition précise des procédures à mettre en œuvre, et bien sûr la validation de l'ensemble par la tutelle administrative de la bibliothèque.

QUATRIÈME COMMANDEMENT : RÉDIGER UN DOCUMENT DE POLITIQUE DOCUMENTAIRE

À cette fin, la mise au point, la validation et la publication d'une charte programmatique et fonctionnelle paraissent nécessaires : cela peut constituer une part significative d'une charte documentaire globale, ou s'articuler de manière plus ou moins autonome aux textes fondateurs déjà rédigés, mais la spécificité locale doit y faire l'objet de prescriptions particulières.

Le caractère en est essentiellement contractuel : c'est un moyen pour la bibliothèque d'afficher clairement ses principes de travail et le périmètre de son action, de les faire approuver par sa tutelle en déclinant clairement les moyens qu'ils supposent, et d'informer le public des collections et des services qu'il est en droit d'attendre d'elle. On aura soin de prévoir et d'afficher les délais dans lesquels sont prévues d'éventuelles révisions de ce document d'orientation.

CINQUIÈME COMMANDEMENT : TRAVAILLER EN RÉSEAU DOCUMENTAIRE

Le partage des ressources devient obligatoire dès lors qu'elles se multiplient de manière exponentielle, comme il résulte à la fois de l'explosion du numérique et du nouvel intérêt que portent les professionnels à des catégories documentaires jusqu'à présent peu considérées (les éphémères notamment) : les politiques d'acquisition, de signalement et de conservation ne peuvent s'envisager que suivant des répartitions de compétences entre établissements voisins, capables d'offrir aux divers publics d'un même territoire un service commun. Cette coopération est parfois transparente pour l'utilisateur qui n'en bénéficie qu'au travers de portails locaux ou régionaux.

Cette exposition délibérée de l'offre sera conditionnée par deux types d'infrastructure complémentaires, qui matérialisent tout l'éventail des fonctions d'un réseau : une plate-forme technique pour agréger et diffuser l'information bibliographique (catalogues fédérés, bibliothèque numérique, agenda pour les manifestations), et un système de transport mutuel capable de faire circuler dans les établissements participants les documents eux-mêmes, ou du moins leur copie numérique réalisée à la volée.

SIXIÈME COMMANDEMENT : TENIR COMPTE DES FAITS CULTURELS LOCAUX, MÊME EXOGÈNES

Le fait local se nourrit sans cesse de circulations et d'échanges, qui le dégagent d'une stricte configuration géographique : bien loin d'être une déclinaison de régressions identitaires, la constitution d'un fonds local doit prendre en compte cette pluralité culturelle, et s'en faire à la fois le signe et l'instrument. Toutes les manifestations de la matière vivante qui nous environne, parce qu'elles sont l'expression d'un territoire ou qu'elles y trouvent leur pertinence, feront ainsi l'objet d'une consignation qui peut naturellement fournir le moyen de projets ultérieurs.

Ce précepte ne contredit pas les principes de partage évoqués ci-dessus : l'attention que l'on porte à l'actualité locale doit elle-même faire l'objet d'une répartition programmée, voire d'un système d'alerte interne au réseau, qui rendra chacun de ses membres plus efficace dans ses propres collectes.

SEPTIÈME COMMANDEMENT : METTRE EN PLACE DES PARTENARIATS CULTURELS ET SCIENTIFIQUES

Au-delà du réseau professionnel et technique à mettre en place, d'autres collaborations feront de la bibliothèque le partenaire d'institutions intéressées à l'exploitation du matériau qu'elle rassemble : universités, sociétés savantes, librairies, archives, organismes publics et privés dont l'appoint de compétences peut avoir pour effet de reprendre et d'élargir certains aspects de la politique documentaire, en fonction des priorités qu'ils auront développées dans leurs travaux. Bien souvent, de pareils contacts s'établiront à l'initiative de la bibliothèque, et rendront possible une meilleure visibilité de ses collections.

HUITIÈME COMMANDEMENT :**FAIRE APPEL AUX HABITANTS DU TERRITOIRE**

Le public naturel de la bibliothèque, usagers et lecteurs, est également détenteur de ressources variées relatives au fait local, et son activité peut s'inscrire dans les cadres fixés par la politique de l'établissement : construire avec lui des événements, des collaborations durables, organiser des collectes systématiques et des appels à participation démultiplie les efforts des professionnels et peut faire connaître la bibliothèque à de nouveaux publics.

NEUVIÈME COMMANDEMENT : APPORTER DES ÉLÉMENTS DU FAIT LOCAL À LA PROGRAMMATION CULTURELLE

Le déroulement de ces actions, leur succession, la mise en œuvre de partenariats parallèles doivent cependant respecter les critères habituels de mise en perspective et de lisibilité de l'action culturelle : on aura donc soin d'articuler, dans la programmation générale de l'établissement, ce qui relève du fait local sans le cloisonner outre mesure, afin que les manifestations visées produisent du sens au même titre que les autres, dans le souci de ménager la cohérence culturelle globale dont la bibliothèque se veut porteuse.

DIXIÈME COMMANDEMENT : PRODUIRE DU CONTENU CULTUREL ET SCIENTIFIQUE

La politique de collecte et de conservation du fait local doit également comporter un volet d'édition régulière, ou de production documentaire au sens plus large, dans lequel tous les partenariats précédemment conclus peuvent être impliqués. La bibliothèque doit constituer un corps intermédiaire entre les différents niveaux d'approche d'une même réalité, qu'il s'agisse d'associations de quartier, d'amateurs éclairés, de sociétés savantes ou de recherche universitaire : par la publication de traces des actions qu'elle a menées, dont elle adapte suffisamment la forme pour les rendre à la fois accessibles et novatrices, par la diffusion des ouvrages qu'elle a conçus – catalogues, dossiers documentaires, corpus en ligne –,

elle participe elle-même au développement du fait local, et garantit son rayonnement sur la durée.

De multiples supports de publication pourront être ainsi mis en œuvre, qu'ils soient ou non collaboratifs, éphémères, immatériels : c'est bien dans son aptitude à se constituer elle-même comme acteur du fait local que se joue, pour finir, le dynamisme territorial de la bibliothèque.

GLOSSAIRE

Cercle concentrique

Technique consistant à réduire le taux d'exhaustivité de la collection locale proportionnellement à l'éloignement du centre de conservation.

Exemple de politique de cercle concentrique pour la bibliothèque municipale de Versailles :

- Versailles et ancien département de la Seine-et-Oise : à acquérir absolument ;
- département des Yvelines : acquisition très souhaitable ;
- autres communes et départements de l'ancienne Seine-et-Oise : acquisition non prioritaire.

Voir : Marie-Agnès Ibar, *Constituer un fonds local : l'exemple de la Bibliothèque municipale de Versailles*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Marie-Françoise Bois-Delatte : Enssib, 2002. [En ligne] : < <http://enssibal.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/ibar.pdf> >.

Balade patrimoine

Manifestation itinérante et de plein air, généralement guidée par un ou plusieurs conférenciers dans un espace déterminé (le territoire d'une

ville par exemple), et dont l'objectif est de faire connaître au public des éléments significatifs du patrimoine local, qu'il s'agisse de monuments, d'œuvres d'art, de curiosités naturelles, de sites industriels, etc.

Dans le cadre d'exercice des bibliothèques, ces balades sont classées comme un volet « hors les murs » des manifestations orales.

Voir : Bernard Huchet et Emmanuèle Payen (dir.), *L'action culturelle en bibliothèque*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2008 (coll. Bibliothèques).

Balade urbaine

Déclinaison de la balade hors les murs, visant prioritairement la découverte et l'examen sur place des caractéristiques d'un site urbain. Ce peuvent être des partis pris d'aménagement d'une ville ou d'un quartier, mais aussi des points forts de son histoire, ou même le regard qu'ont porté sur la ville des écrivains qui l'auront fréquentée (balades littéraires). Dans ce dernier cas, la manifestation s'accompagne de lectures des œuvres proposées.

Conservation

« La conservation est l'activité par laquelle le responsable d'un document, d'un objet ou d'un fonds s'assure qu'il le met à la disposition du public présent et à venir dans le meilleur état possible d'intégrité » (*Charte de la conservation dans les bibliothèques*). La conservation peut être de court, moyen ou long terme, selon les termes arrêtés par l'établissement dans sa politique de conservation. Dans le cas d'une conservation sans limite de durée, on parle de conservation patrimoniale.

Domaine (au sens du Web)

Subdivision d'une adresse internet (URL), désignant plus particulièrement l'organisme ou l'entreprise détentrice du site, avec une extension qui définit sa catégorie ; ainsi, dans l'adresse < <http://www.enssib.fr> >, « [enssib.fr](http://www.enssib.fr) » est le nom de domaine (ce nom de domaine figure aussi dans l'adresse électronique des membres du personnel de la structure : victor.hugo@enssib.fr).

Don manuel

Catégorie spécifique de donation à un tiers, portant sur un bien mobilier (œuvre d'art, livre précieux, costume folklorique, etc.) remis de la main à la main sans autre formalité. Il est accompli du fait du bon vouloir de son donateur, et de l'acceptation de son donataire. Le don manuel à des institutions fera cependant l'objet d'une

confirmation écrite, par exemple un échange de courriers faisant apparaître la détermination du donateur, afin d'éviter à l'avenir, lors d'une succession par exemple, tout litige avec ses ayants droit.

Échange de documents

L'échange de documents consiste à remettre un ou plusieurs documents à une autre institution en s'attendant à recevoir l'équivalent en retour afin d'enrichir une collection donnée. Très répandu dans les musées pour les catalogues, il peut aussi concerner les bibliothèques éditrices et leurs partenaires institutionnels, et peut être étendu, si les conditions réglementaires sont remplies, au produit des désherbages.

Médiation de débat

La médiation est la traduction d'une relation de service entre la demande du public et l'offre faite par un professionnel. Dans les bibliothèques, cette relation concerne des objets et des contenus culturels et informationnels. Dans la « médiation de débat » décrite par André-Pierre Syren s'ajoutent une notion de discussion et, par conséquent, un présupposé d'égalité entre public et professionnel.

Pôle associé (inter)régional

Dans le dispositif de coopération de la Bibliothèque nationale de France, les pôles associés (inter)régionaux sont des rassemblements conventionnels d'institutions actives dans une région (le plus souvent la DRAC, l'agence régionale de coopération et les principales bibliothèques détentrices de fonds patrimoniaux), afin de poursuivre en commun des actions de signalement et de valorisation des fonds propres à cette région : ils sont notamment depuis 2008 les chevilles ouvrières de la grande entreprise de numérisation répartie des publications des sociétés savantes.

Produit dérivé

Un produit dérivé est, en marketing, un produit issu d'une œuvre et s'appuyant sur la notoriété de l'œuvre pour vendre. Dans le cadre d'une collection d'intérêt local, il s'agit le plus souvent de publications ou de produits figurés (signets, cartes postales, affiches, posters) édités à partir des images conservées par la bibliothèque.

Voir : Contributeurs de Wikipédia, « Produit dérivé (marketing) », *Wikipédia, l'encyclopédie libre*. [En ligne] : < [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Produit_d%C3%A9riv%C3%A9_\(marketing\)&oldid=121398084](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Produit_d%C3%A9riv%C3%A9_(marketing)&oldid=121398084) >.

Société savante

Groupement de personnes que réunit un intérêt commun pour un ou plusieurs domaines de la connaissance, et dont les réunions régulières sont l'occasion d'échanges entre leurs membres. Les premières sociétés savantes sont nées au début du XIX^e siècle, et beaucoup d'entre elles sont encore actives ; leur système de recrutement, plus ouvert que celui des Académies d'Ancien Régime, permet d'y faire voisiner des amateurs et des spécialistes. Leurs publications, périodiques ou non, sont des ressources précieuses pour suivre l'évolution des connaissances relatives aux faits locaux tout au long de la période contemporaine.

Trace numérique

Les traces numériques sont les informations recueillies sur l'activité et l'identité des utilisateurs d'un service Internet. Pour un fonds local, il peut s'agir de l'archivage d'un site institutionnel, d'un site personnel (blog, galerie de photos) ou des interactions tenues sur des forums. Cette conservation est légalement le fait de la Bibliothèque nationale de France ou de l'Institut national de l'audiovisuel pour les médias et Webmédias, en vertu de la loi n° 2006-961 du 1^{er} août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information.

INDEX

B

Balade patrimoine 41

Balade urbaine 39, 41

C

Cercle concentrique 20, 27, 30

Conservation 23

D

Domaine 112

Don manuel 34

E

Échange de documents 33

M

Médiation de débat 124

P

Pôle associé (inter)régional 40, 49,
67-69, 74, 91, 108

Produit dérivé 132

S

Société savante 12, 63, 90, 107, 127

T

Trace numérique 113

BIBLIOGRAPHIE

Benjamin Assié, « Le patrimoine occitan », in Bibliothèque nationale de France, *Les nouveaux visages du patrimoine : actes des 15^{es} journées des pôles associés et de la coopération*, 2014. [En ligne] : < http://www.bnf.fr/documents/JPAC2014_ASSIE_present.pdf >.

Sophie Aude, *Les portails régionaux des bibliothèques*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Thierry Claerr : Villeurbanne, Enssib, 2013. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/61093-les-portails-regionaux-des-bibliotheques.pdf> >.

Raphaëlle Bats, « Bibliothécaire intégrée », *Crieurs publics*, 2014. [En ligne] : < <http://crieurspublics.blogspot.fr/2014/10/bibliothecaire-integree.html> >.

Bruno Bonnenfant, *Définir une politique d'archivage du Web régional en bibliothèque municipale : l'exemple du Web forézien*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Thierry Veyron : Villeurbanne, Enssib, 2008. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-2042> >.

Bernard Cerquiglini, *Les langues de la France : rapport au ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche*

et de la Technologie, et à la ministre de la Culture et de la Communication, 1999. [En ligne] : < <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/994000719/index.shtml> >.

Dominique Coq (dir.), *Apprendre à gérer des collections patrimoniales en bibliothèque*, Villeurbanne, Presses de l'enssib, 2012 (coll. La Boîte à outils ; 26).

Jocelyne Deschaux et Patrick Hernebring, « Les réseaux sociaux : le Fonds Trutat de la Bibliothèque municipale de Toulouse sur Flickr », in Christelle di Pietro (dir.), *Produire des contenus documentaires en ligne : quelles stratégies pour les bibliothèques ?*, Villeurbanne, Presses de l'enssib, 2014 (coll. La Boîte à outils ; 30).

Serge Desgranges, « Les fonds anciens et locaux des bibliothèques de Basse-Normandie : un catalogue collectif sur CD-ROM », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1996, n° 3, pp. 50-53. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1996-03-0050-011> >.

Marie-Thérèse Dougnac et Marcel Guilbaud, « Le dépôt légal, son sens et son évolution », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1960, n° 8, pp. 283-291. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1960-08-0283-002> >.

Émilie Dreyfus, « Faire vivre la documentation régionale : rencontres Henri-Jean Martin, 13 octobre 2014 », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2014, n° 3. [En ligne] : < http://bbf.enssib.fr/tour-d-horizon/faire-vivre-la-documentation-regionale_64907 >.

Éphémères et curiosités : un patrimoine de circonstances [colloque, Chambéry, 2004]. Arald, FFCB-FILL, Bibliothèque de Chambéry, 2004. [En ligne] : < http://fill-livrelecture.org/images/documents/actes_colloque_mpe_2004_2.pdf >.

Germaine Frigot, « Vers une autre conception du fonds local », *Bulletin d'informations de l'ABF*, 1983, n° 120, pp. 15-17. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/41091-vers-une-autre-conception-du-fonds-local.pdf> >.

Filip Kruse, « Danemark : la bibliothèque et les usagers, une histoire de réflexivité et d'évolution », *Bibliothèque(s)*, 2011, n° 55, pp. 17-20. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/59962-55-pays-nordiques.pdf#page=19> >.

François Hauchecorne, « Fonds local et régional », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1982, n° 1, pp. 25-30. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1982-01-0025-002> >.

Marie-Agnès Ibar, *Constituer un fonds local : l'exemple de la Bibliothèque mu-*

nicipale de Versailles, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Marie-Françoise Bois-Delatte : Villeurbanne, Enssib, 2002. [En ligne] : < <http://enssib.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/ibar.pdf> >.

Inspection générale des bibliothèques, Louis Desgraves, *Le patrimoine des bibliothèques : rapport à Monsieur le Directeur du livre et de la lecture*, Paris, Ministère de la Culture, 1982, 2 vol.

Inspection générale des bibliothèques, Hélène Richard, *La formation aux questions patrimoniales dans les bibliothèques : rapport à Monsieur le ministre de la Culture et de la Communication*. 2010, n° 2010-016. [En ligne] : < http://media.enseignement-sup-recherche.gouv.fr/file/2010/52/1/Formation_aux_questions_patrim_def_166521.pdf >.

Inspection générale des bibliothèques, Thierry Grognet et Hélène Richard, *La gestion du dépôt légal imprimeur : rapport à Madame la ministre de la Culture et de la Communication*, 2013. [En ligne] : < http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/132094/1432589/version/1/file/Rapport_DLI_definitif_octobre_280607.pdf >.

Amélia Laurenceau, *Les bibliothèques publiques du Québec face à la diversité culturelle*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous

la direction de Dominique Tabah : Villeurbanne, Enssib, 2004. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/laurenceau.pdf> >.

Julie Le Mest, *La place des langues régionales en bibliothèque municipale*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Michèle Coïc : Villeurbanne, Enssib, 2010.

Gérard Littler, « Fonds local et régional », in Direction du livre et de la lecture, *Conservation et mise en valeur des fonds anciens, rares et précieux des bibliothèques françaises*, Villeurbanne, Presses de l'ENSB, 1983, pp. 187-194.

Hélène Lorblanchet, « Catalogues collectifs et accès à l'information », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1996, n° 5, pp. 110-112. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1996-05-0110-008> >.

Henri Loriguet, *Ville de Rouen : bibliothèque publique ; cadre de classement du Fonds de Normandie*, Rouen, A. Lestringant ; Lecerf, 1901.

Denis Merklen, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*, Villeurbanne, Presses de l'enssib, 2013 (coll. Papiers).

Yves Jacteur Montrozier, « Les fonds locaux », in Jean-Paul Oddos (dir.), *Le patrimoine : histoire, pratiques et perspectives*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 1997 (coll. Bibliothèques), pp. 351-370.

Eugène Morel, *La librairie publique*, Paris, Armand Colin, 1910.

Raphaële Mouren (dir.), *Manuel du patrimoine en bibliothèque*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2007 (coll. Bibliothèques).

Ray Oldenburg, *The Great, Good Place: Cafés, Coffee shops, Bookstores, Bars, Hair salons, and Other Hangouts at the Heart of a Community*, 2^e éd., Cambridge (Mass.), Da Capo Press, 1997.

Marie-Andrée Ouret, « La valorisation des fonds basques », in Bibliothèque nationale de France, *Les nouveaux visages du patrimoine : actes des 15^{es} journées des pôles associés et de la coopération*, 2014. [En ligne] : < http://www.bnf.fr/documents/JPAC2014_OURET_present.pdf >.

Clément Oury, « Soixante millions de fichiers pour un scrutin. Les collections de sites politiques à la BnF », *Revue de la BnF*, 2012, n° 40, pp. 84-90. [En ligne] : < <http://www.cairn.info/revue-de-la-bibliotheque-nationale-de-france-2012-1-page-84.htm> >.

Clément Oury et Jérôme Schweitzer, « Les archives du Web, nouvelle mémoire nationale, nouvelle documentation régionale », in Bibliothèque nationale de France, *Les nouveaux visages du patrimoine : actes des 15^{es} journées des pôles associés et de la coopération*, 2014. [En ligne] : < http://www.bnf.fr/documents/JPAC2014_OURY_present.pdf >.

Noé Richter, « La documentation locale », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1963, n° 5, pp. 201-207. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1963-05-0201-001> >.

Béatrice Pedot, « Les structures régionales pour le livre : évolution et tendances », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2003, n° 2, pp. 18-24. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2003-02-0018-004> >.

Laure Rioust, *De l'érudit aux usagers. Publics des fonds locaux et régionaux en bibliothèque municipale : évolutions, pratiques et représentations*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Raphaële Mouren : Villeurbanne, Enssib, 2008. [En ligne] : <<http://enssibal.enssib.fr/bibliotheque/documents/dcb/rioust-dcb16.pdf>>.

Alain Sainsot, « Réinventer la bibliothèque ? », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2013, n° 4, pp. 55-57. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2013-04-0055-002> >.

Pascal Sanz (dir.), *Guide de la coopération entre bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2008 (coll. Bibliothèques).

Jean-François Sibers, « Banque numérique du savoir en Aquitaine : dix ans pour la confluence des ressources patrimoniales en région », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2011, n° 4, pp. 50-56. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-04-0050-010> >.

Mathilde Servet, *Les bibliothèques troisième lieu*, Mémoire d'étude de conservateur des bibliothèques, sous la direction d'Yves Desrichard : Villeurbanne, Enssib, 2009. [En ligne] : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-21206> >.

André-Pierre Syren, « La bibliothèque localement universelle », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1995, n° 3, pp. 8-15. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1995-03-0008-001> >.

André-Pierre Syren, « Cartographie des hommes illustres : vers une liste d'autorité des "personalialia" », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2000, n° 2, pp. 87-91. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2000-02-0087-002> >.

Sarah Toulouse, « Enrichir le patrimoine des bibliothèques en région », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1996, n° 2, pp. 76-77. [En ligne] : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1996-02-0076-001> >.

LISTE DES AUTEURS

Agnès Babois

Chargée de mission Lecture publique et patrimoine, Centre régional des lettres de Basse-Normandie (Caen)

Géraldine Bulckaen

Coordinatrice de la Bibliothèque numérique de Roubaix (Bn-R) à la Médiathèque de Roubaix

Gaël Chenard

Directeur des Archives départementales des Hautes-Alpes (Gap)

Arnaud Dhermy

Coordinateur scientifique pour Gallica, Bibliothèque nationale de France (Paris)

Claire Haquet

Responsable de la Bibliothèque Stanislas et du Patrimoine, Bibliothèques de Nancy

Bernard Huchet

Chef du service de Documentation normande & Patrimoine, Bibliothèque de Caen

Anne Meyer

Responsable de la Documentation Lyon et Rhône-Alpes, Bibliothèque municipale de Lyon

Blaise Mijoule

Directeur de la Bibliothèque départementale de prêt des Hautes-Alpes (Gap)

Séverine Montigny

Responsable du département des Éphémères et de la documentation, Bibliothèque historique de la Ville de Paris

Clément Oury

Chef du service des données, du réseau et des normes, Centre ISSN International (Paris)

Anne Pajard

Responsable des bibliothèques et de l'édition numériques, Service commun de la documentation, université des Antilles (Schœlcher)

Dominique Rouet

Directeur des bibliothèques municipales du Havre

Jérôme Schweitzer

Directeur-adjoint du développement des collections de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, responsable du Pôle d'excellence Alsatiques

André-Pierre Syren

Directeur des Bibliothèques-médiathèques de Metz

Sarah Toulouse

Directrice adjointe, Bibliothèque de Rennes Métropole

LA BOÎTE À OUTILS

Fondée par Bertrand Calenge en 1995.

Les manuels de cette collection visent à fournir aux professionnels des ouvrages pratiques pour conduire des projets bibliothéconomiques d'actualité concernant aussi bien des bibliothèques publiques que des bibliothèques universitaires ou de recherche. Écrit à plusieurs mains, chaque volume est coordonné par un professionnel des bibliothèques.

Catherine Jackson

directrice de la collection

+++++

PRESSES DE L'enssib

École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques

17-21 boulevard du 11 novembre 1918

69623 Villeurbanne Cedex

Tél. 04 72 44 43 43

Fax 04 72 44 43 44

< <http://www.enssib.fr/presses> >

Dans la même collection, à paraître

+++++

BAO #37 (2016)

Évaluer la bibliothèque par les mesures d'impacts
sous la direction de Cécile Touitou

Déjà parus

+++++

BAO #35 (2016)

Médiatiser la science en bibliothèque
sous la direction de Justine Ancelin

BAO #34 (2015)

Jouer en bibliothèque
sous la direction de Julien Devriendt

BAO #33 (2015)

*Construire des pratiques participatives
dans les bibliothèques*
sous la direction de Raphaëlle Bats

BAO #32 (2015)

*Conduire le changement en bibliothèque :
vers des organisations apprenantes*
sous la direction de Christophe Pérales

BAO #31 (2014)

*Ouvrir plus, ouvrir mieux :
un défi pour les bibliothèques*
sous la direction de Georges Perrin

BAO #30 (2014)

*Produire des contenus documentaires en ligne :
quelles stratégies pour les bibliothèques ?*
sous la direction de Christelle di Pietro

BAO #29 (2014)

*Intégrer des ressources numériques dans
les collections*
sous la direction de Géraldine Barron et Pauline
Le Goff-Janton

BAO #28 (2013)

*Favoriser l'insertion professionnelle et l'accès
à l'emploi : les atouts des bibliothèques*
sous la direction de Georges Perrin

Déjà parus

+++++

BAO #27 (2012)

*Faire connaître et valoriser
sa bibliothèque : communiquer
avec les publics*
sous la direction de Jean-Marc Vidal

BAO #26 (2012)

*Apprendre à gérer des collections
patrimoniales en bibliothèque*
sous la direction de Dominique Coq

BAO #25 (2012)

*Développer la médiation documentaire
numérique*
sous la direction de Xavier Galaup

BAO #24 (2011)

*Mener un projet international :
bibliothèques françaises et coopération
internationale*
sous la direction de Raphaëlle Bats

BAO #23 (2011)

*Créer des services innovants. Stratégies et
répertoire d'actions pour les bibliothèques*
sous la direction de Marie-Christine
Jacquinnet

BAO #22 (2011)

*Mener l'enquête ! Guide des études de
publics en bibliothèque*
sous la direction de Christophe Evans

BAO #21 (2010)

*Communiquer ! Les bibliothécaires, les
décideurs et les journalistes*
sous la direction de Jean-Philippe Accart

BAO #20 (2010)

*Mettre en œuvre un service de questions-
réponses en ligne*
sous la direction de Claire Nguyen

BAO #19 (2010)

Numériser et mettre en ligne
sous la direction de Thierry Claerr et
Isabelle Westeel

BAO #18 (2009)

Mettre en œuvre un plan de classement
sous la direction de Bertrand Calenge

BAO #17 (2009)

Favoriser la réussite des étudiants
sous la direction de Carine El Bekri-
Dinoird

BAO #16 (2008)

Gérer les périodiques
sous la direction de Géraldine Barron

Secrétariat d'édition:
Silvia Ceccani

Mise en page:
Cédric Vigneault

Conception graphique:
atelier Perluette, 69001 Lyon.
< <http://www.perluette-atelier.com> >

dépôt légal: 1^{er} semestre 2016